

RAPPORT FINAL

EVALUATION FINALE DU PROJET « PREVENTION DES CONFLITS ET RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DANS LES ZONES DE RETOUR DES COMMUNES DE BOSSO, GUESKEROU ET KABLEWA A DIFFA »

PBF/NER/C-2; ID: 00133676

Décembre 2025 – Février 2026

Par Dr. SADOS TOUONSI Christophe

(Consultant principal, Chef de la mission d'évaluation)

TABLES DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX.....	5
LISTE DES FIGURES ET ILLUSTRATIONS.....	6
LISTE DES FIGURES.....	7
LISTE DES ABREVIATIONS ET DES ACRONYMES.....	8
RESUME EXECUTIF.....	9
I. INTRODUCTION	1
I.1. Contexte de l'évaluation	1
I.2. Objectif GLOBAL de la mission.....	2
I.3. Objectifs SPECIFIQUES.....	3
I.4. RESULTATS DU PROJET	3
I.5. PORTEE DE L'EVALUATION	4
I.6. CRITERES ET QUESTIONS DE L'EVALUATION	5
II. APPROCHES METHODOLOGIQUES	5
II.1. PHASE PREPARATOIRE.....	5
II.2. COLLECTE, TRAITEMENT ET ANALYSE DE DONNÉES MIXTES.....	6
II.2.1. Approche qualitative	6
II.2.1.1. Revue documentaire	6
II.2.1.2. L'observation sur le terrain	6
II.2.1.3. Les entretiens	6
II.2.2. APPROCHE PARTICIPATIVE : LES FOCUS GROUPS.....	7
II.2.3. ENQUETE QUANTITATIVE : SONDAGE	7
II.2.4. TRAITEMENT, ANALYSE DE DONNEES ET RECOMMANDATIONS.....	8
II.3. Considérations éthiques.....	8
III. RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION.....	8
III.1. PERTINENCE.....	8
III.1.1. LA PERTINENCE DU PROJET PAR RAPPORT AUX BESOINS REELS DES BENEFICIAIRES DIRECTS	9
III.1.2. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX FEMMES ET AUX JEUNES BENEFICIAIRES D'AGR DANS LES ZONES DE RETOUR	9
III.1.3. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX PRIORITES DE CONSOLIDATION DE LA PAIX ET AU CONTEXTE SOCIAL ET SECURITAIRE DANS LES COMMUNAUTES	10
III.1.4. PERTINENCE PAR RAPPORT A LA SELECTION DES PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE	

III.1.5.	PERTINENCE PAR RAPPORT A LA CONSTRUCTION ET LA REHABILITATION D'INFRASTRUCTURES SOCIALES DE BASE	12
III.1.6.	PERTINENCE PAR RAPPORT AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES TROIS COMMUNES BENEFICIAIRES.....	13
III.1.7.	PERTINENCE PAR RAPPORT AUX VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE (VBG).....	13
III.2.	COHERENCE.....	15
III.2.1.	INTERVENTION DES PARTIES PRENANTES ET ATTEINTE DES RÉSULTATS DU PROJET 15	
III.2.2.	COHERENCE INTERNE	16
III.2.3.	COHERENCE EXTERNE.....	17
III.3.	ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ.....	23
III.3.1.	APPRECIATION DES BENEFICIAIRES SUR L'ATTEINTE DES OBJECTIFS	27
III.3.2.	OBSERVATION D'EFFETS POSITIFS INATTENDUS	28
III.3.3.	APPRECIATION DE L'ATTEINTE DES RESULTATS	29
III.3.3.1.	Atteinte des résultats au regard de la mise en œuvre du projet	29
III.3.3.2.	Atteinte des résultats perçue par les bénéficiaires	31
III.3.3.3.	Comparaison entre résultats attendus, réalisés et perçus	31
III.3.3.4.	Effets inattendus et efficacité élargie.....	32
III.3.3.5.	Jugement évaluatif sur l'efficacité et l'atteinte des résultats	32
III.4.	ÉVALUATION DE L'EFFICIENCE.....	32
III.4.1.	ANALYSE GLOBALE DE LA STRUCTURE BUDGETAIRE DU PROJET	33
III.4.2.	ANALYSE DU RATIO INVESTISSEMENT / FONCTIONNEMENT	33
III.4.3.	ANALYSE DE L'EFFICIENCE PAR RESULTAT.....	33
III.4.3.1.	Résultat 1 : La gouvernance locale des Communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa est renforcée par des mécanismes de dialogue inclusifs.....	34
III.4.3.2.	Résultat 2 : Les communautés, notamment les femmes et les jeunes, dans les zones de retour ont une meilleure résilience économique	34
III.4.3.3.	Résultat 3 : Les communautés retournées, en particulier les jeunes et les femmes, ont un accès renforcé aux services sociaux de base	34
III.4.4.	EFFICIENCES PERÇUES PAR LES BENEFICIAIRES	35
III.4.4.1.	Appréciation de l'atteinte des objectifs	35
III.4.4.2.	Effets positifs inattendus.....	35
III.4.5.	ANALYSE DE L'EFFICIENCE DES PARTENAIRES D'EXECUTION (RICO ET ID-VERT)	36
III.4.5.1.	Synthèse financière comparative des partenaires	36
III.4.5.2.	Analyse coût-résultats du Résultat 2	37
III.4.5.3.	Analyse des ratios normatifs PBF	38
III.4.5.4.	Jugement évaluatif final sur l'efficacité	39

III.5.	IMPACTS DU PROJET	40
III.5.1.	Impact sur les communautés du projet.....	40
III.5.2.	IMPACTS ECONOMIQUES DU PROJET	43
III.5.3.	IMPACT SUR LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES (ENVIRONNEMENT).....	46
III.5.4.	IMPACTS NEGATIFS DU PROJET	47
III.6.	THÉMATIQUES TRANSVERSALES	48
III.6.1.	UTILISATION DE L'APPROCHE SENSIBLE AU GENRE ET AUX CONFLITS DANS LA CONCEPTION ET LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET	48
III.6.2.	INTEGRATION DES DIMENSIONS GENRE DANS LA CONCEPTION, LA PLANIFICATION, LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L'INTERVENTION ET DES RESULTATS	50
III.6.3.	L'IMPLICATION DES JEUNES HOMMES ET FEMMES DANS LE PROJET	50
III.6.4.	ROLE DU PROJET DANS L'APAISEMENT DES TENSIONS ET LA COHABITATION ENTRE LES ACTEURS.....	51
III.6.5.	LA PRISE EN COMPTE DE L'ASPECT GENRE DANS L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX DU PROJET	52
III.7.	EFFETS CATALYTIQUES	54
III.8.	DURABILITÉ.....	56
III.8.1.	DURABILITE ENVIRONNEMENTALE	56
III.8.2.	DURABILITE ECONOMIQUE	56
III.8.3.	DURABILITE SOCIALE	58
IV.	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	61
IV.1.	CONCLUSIONS	61
IV.2.	RECOMMANDATIONS.....	61
IV.3.	LEÇONS APPRISES ET BONNES PRATIQUES	65
IV.3.1.	LEÇONS APPRISES	65
IV.3.2.	BONNES PRATIQUES.....	65
BIBLIOGRAPHIE		67

LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 : La pertinence du projet par rapport aux besoins réels des bénéficiaires directs....</i>	<i>9</i>
<i>Tableau 2: Pertinence par rapport aux priorités de consolidation de la paix dans les communautés</i>	<i>10</i>
<i>Tableau 3: pertinence du projet par rapport au contexte social et sécuritaire dans les communautés</i>	<i>11</i>
<i>Tableau 4: Exécution et efficacité des résultats du projet</i>	<i>23</i>
<i>Tableau 5: Appréciation globale de l'atteinte des objectifs du projet</i>	<i>27</i>
<i>Tableau 6: Raisons avancées par les bénéficiaires concernant l'atteinte des objectifs</i>	<i>28</i>
<i>Tableau 7: Existence d'effets positifs inattendus selon les bénéficiaires</i>	<i>28</i>
<i>Tableau 8: Types d'effets positifs inattendus observés.....</i>	<i>29</i>
<i>Tableau 9: Répartition budgétaire par résultats.....</i>	<i>33</i>
<i>Tableau 10: Coûts de fonctionnement et rôle de levier</i>	<i>33</i>
<i>Tableau 11: Appréciation de l'atteinte des objectifs du projet</i>	<i>35</i>
<i>Tableau 12: Existence d'effets positifs inattendus</i>	<i>36</i>
<i>Tableau 13: Synthèse financière comparative des partenaires de mise en œuvre</i>	<i>36</i>
<i>Tableau 14 : Synthèse comparative coût-résultat</i>	<i>37</i>
<i>Tableau 14: Impact du projet sur la cohésion sociale</i>	<i>41</i>
<i>Tableau 15: Les bénéficiaires des AGR ou d'appui économique . Error! Bookmark not defined.</i>	
<i>Tableau 16: L'impact des AGR sur les revenus des bénéficiaires directs.....</i>	<i>44</i>
<i>Tableau 17: Les mesures prises pour pérenniser les activités au-delà de la fin du projet.....</i>	<i>57</i>
<i>Tableau 18: L'intention des enquêtés sur la perspective de poursuivre leurs action</i>	<i>59</i>

LISTE DES FIGURES ET ILLUSTRATIONS

<i>Photo 1: Jardin clôturé avec un forage maraicher au village Gorodi, commune de Gueskerou</i>	46
<i>Photo 2: Une machine de transformation du mil, maïs et sorgho en farine dans le village Yarta N'gla'a dans la commune de Gueskerou</i>	46
<i>Photo 4: Linéaire réalisé à travers la technique de bande par feu dans la commune de Kablewa. On voit au lointain la plantation d'arbre.</i>	46
<i>Photo 3: Les demi-lunes réalisées dans la commune de Bosso</i>	46

LISTE DES FIGURES

<i>Figure 1 : Fig. La pertinence du projet par rapport aux besoins réels des bénéficiaires directs</i>	<i>9</i>
<i>Figure 2 : Pertinence par rapport aux priorités de consolidation de la paix dans les communautés</i>	<i>10</i>
<i>Figure 3 : Pertinence du projet par rapport au contexte social et sécuritaire dans les communautés</i>	<i>11</i>
<i>Figure 4 : Appréciation de l'atteinte des objectifs du projet</i>	<i>35</i>
<i>Figure 5 : Les bénéficiaires des AGR ou d'appui économique</i>	<i>43</i>
<i>Figure 6 : L'impact des AGR sur les revenus des bénéficiaires directs.....</i>	<i>44</i>

LISTE DES ABREVIATIONS ET DES ACRONYMES

% :	Pourcent
AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activités Génératrices de Revenus
AVEC	Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit
CAD	Comité d'Aide au Développement
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FDS	Forces de Défense et de Sécurité
FG	Focus Group
GERME	Gérer Mieux mon Entreprise
GFFO	German Federal Foreign Office
GIZ	Agence Allemande de Coopération Internationale
HACP	Haute Autorité à la Consolidation de la Paix
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
ID Vert	Initiative pour un Développement Vert
MJC	Maison de la Jeunesse et de la Culture
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economique
OCHA	Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires
OEV	Organisations Extrémistes Violentes
OHCR	Haut-Commissariat aux Droits Humains
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la Société Civile
PADEK	Projet d'Appui au Développement du Kavar
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PBF	Peace Building Fund
PDES	Programme de Développement Economique et Social
PDI	Personnes Déplacées Internes
PNDDR	Programme National de Désarmement, Démobilisation et Réintégration
PRDS	Plan Régional de Développement et de Sécurité
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RICO	Renforcement des Initiatives Communautaires
SDDCI	Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive
SFCG	Search For Commun Ground
SG	Secrétaire Général
SNPREV	Stratégie Nationale de Prévention de l'Extrémisme Violent
SPSS	Statistical Package on Social Sciences
S & V	Suivi et Evaluation
TDR	Termes de Référence
UNEG	Groupe des Nations Unies pour l'Evaluation
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
VBG	Violences Basées sur le Genre
YPI	Youth Promotion Initiative

RESUME EXECUTIF

La présente évaluation finale du projet « Prévention des conflits et renforcement de la résilience dans les zones de retour des communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa à Diffa » avait pour objectifs de :

- Passer en revue toutes les activités mises en œuvre avec un focus sur leur pertinence et leur adéquation en termes de traitement des principaux facteurs de conflits et des questions de consolidation de la paix ;
- Évaluer l'efficacité et l'efficience du projet, y compris sa stratégie de mise en œuvre ainsi que sa gestion et ses systèmes opérationnels ;
- Analyser le niveau d'alignement du projet aux différents cadres stratégiques nationaux (PDES, PRR, PS-HACP, PCC, SRF-PBF) et sa contribution à la consolidation de la paix dans la région de Diffa en général et dans les zones de retour en particulier ;
- Examiner si l'apport du PBF sur les agendas « Femmes, Paix et Sécurité » et « Jeunes, Paix et Sécurité » a permis de mettre l'accent sur la participation spécifique des femmes et des jeunes dans les processus de consolidation de la paix et de cohésion sociale et s'il contribuait à l'égalité de genre ;
- Identifier tous les problèmes liés à la planification, à la mise en œuvre, au monitoring et aux différents outils de gestion opérationnelle mis en œuvre ;
- Évaluer qualitativement et quantitativement les effets du projet sur les principaux bénéficiaires ainsi que les bénéficiaires secondaires ;
- Identifier les bonnes pratiques prometteuses pour l'apprentissage et mettre en évidence les principales leçons apprises afin d'améliorer la conception et la mise en œuvre de projets futurs ;
- Proposer des ajustements stratégiques efficaces et pertinents permettant non seulement la reformulation d'une nouvelle phase (si possible), mais aussi la pérennisation de l'action.

Une approche mixte combinant les méthodes qualitative et quantitative a été adoptée pour collecter les données sur le terrain. À cet effet, une équipe de 18 enquêteurs locaux et de 3 superviseurs a été formée et déployée pendant 07 jours dans les trois communes d'intervention. Au total, 1106 femmes et jeunes bénéficiaires du projet ont été enquêtés. Ces données quantitatives ont été complétées par des entretiens menés auprès de 69 personnes ressources, notamment les représentants des communes concernées, les autorités traditionnelles, les responsables du consortium OIM-UNFPA, le secrétariat du PBF, les ONG de mise en œuvre, des responsables des services déconcentrés de l'État, notamment ceux de l'aménagement du territoire et du développement local, de l'hydraulique et de l'assainissement, de la promotion de la femme et de la protection de l'enfance, ainsi que des représentants de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP). En complément, 61 focus groups ont été organisés dans les trois communes ciblées.

L'évaluation a été menée conformément aux six principaux critères du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, à savoir la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité, tout en intégrant les dimensions transversales relatives au genre, à l'inclusion sociale et à la sensibilité aux conflits.

L'analyse de la pertinence montre que le projet répond globalement de manière satisfaisante aux problématiques identifiées dans l'analyse contextuelle, notamment en matière de

consolidation de la paix, de cohésion sociale, de résilience économique et de gestion des ressources naturelles. Les données de l'évaluation révèlent que 90,3 % des bénéficiaires directs considèrent que les activités mises en œuvre répondaient effectivement à leurs besoins réels. Le projet a permis la mise en place de plusieurs AGR au profit des femmes et des jeunes dans les trois communes de retour, à travers la distribution de kits d'élevage, de pêche, de petit commerce, de transformation agroalimentaire et d'aviculture. Ces activités ont été renforcées par des formations en GERME, en gestion financière et en entrepreneuriat. Le projet a également contribué à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base grâce à la construction ou à la réhabilitation d'infrastructures communautaires, notamment des salles d'observation dans les CSI, des blocs de latrines, une mini-adduction d'eau, un bureau d'état civil et des espaces civiques pour les jeunes.

Le projet s'est inscrit en cohérence avec la stratégie régionale de retour des personnes déplacées internes (PDI) promue par l'État nigérien et soutenue par la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP). Les échanges réalisés avec les acteurs institutionnels ont permis de confirmer que l'approche du projet était alignée sur les priorités nationales en matière de stabilisation, de cohésion sociale et de réintégration communautaire. Le projet a intégré une approche sensible aux conflits à travers la promotion du dialogue inclusif, le renforcement des mécanismes communautaires de médiation et la prévention des tensions liées à l'accès aux ressources naturelles. Cette approche a favorisé l'acceptation du projet par les communautés bénéficiaires et les autorités locales.

S'agissant de la cohérence, l'analyse interne met en évidence une forte complémentarité avec d'autres initiatives mises en œuvre par l'OIM, l'UNFPA et plusieurs partenaires techniques et financiers tels que SFCG, PNUD, UNHCR, OHCHR, AFD, GIZ et GFFO. Sur le plan externe, le projet est apparu cohérent avec les principaux cadres stratégiques nationaux et internationaux, notamment le PDES, le PRR, le PS-HACP, le SRF-PBF ainsi que le Plan d'action national de l'agenda « Femmes, Paix et Sécurité ».

L'évaluation de l'efficacité montre un niveau élevé d'atteinte des résultats avec un taux moyen estimé à 98 %. Les activités mises en œuvre ont contribué au renforcement de la cohésion sociale, à la réduction des tensions communautaires et à l'amélioration des conditions de vie des populations retournées. Les bénéficiaires et les parties prenantes ont exprimé un niveau globalement satisfaisant de satisfaction quant aux résultats obtenus. Toutefois, quelques contraintes ont été relevées, notamment certains retards dans la mise à disposition des financements aux partenaires d'exécution, les difficultés d'accès à certaines localités en raison du contexte sécuritaire ainsi que les défis logistiques liés à l'éloignement des zones d'intervention.

L'analyse de l'efficacité montre que le projet a mobilisé et utilisé les ressources de manière globalement satisfaisante avec un taux de décaissement de 100 % du budget prévu. La stratégie de mise en œuvre basée sur le partenariat avec les ONG locales et les structures communautaires a permis une meilleure appropriation des activités et une optimisation des ressources disponibles.

L'analyse des impacts révèle que les activités de prévention et de gestion des conflits ont favorisé le dialogue communautaire, le vivre-ensemble et le renforcement de la confiance entre les communautés et les autorités locales. Les mécanismes communautaires mis en place, notamment les comités de paix, ont constitué des espaces permanents de concertation et de médiation. Le projet a également contribué à la stabilisation des zones de retour,

permettant à plusieurs enfants de reprendre le chemin de l'école et aux familles de mieux assurer leur rôle de protection sociale.

Les activités d'autonomisation économique des femmes et des jeunes ont contribué à la réduction du chômage et au développement de l'entrepreneuriat local dans les trois communes. Les AGR soutenues dans le cadre du projet ont couvert plusieurs secteurs porteurs tels que l'élevage, la pêche, l'aviculture, l'agriculture, la transformation agroalimentaire et le petit commerce. Les kits distribués ont permis aux bénéficiaires de renforcer leurs capacités de production et de générer des revenus durables au-delà de la durée du projet.

Sur le plan environnemental, le projet a réalisé des plantations d'arbres et des demi-lunes à Bosso et Gueskerou sur une superficie totale de 44 hectares, avec la plantation de 8 753 arbres d'*Acacia senegalensis*. À Kablewa, 72 kilomètres linéaires ont été protégés grâce à la technique des bandes pare-feu. Ces activités ont contribué à la restauration des écosystèmes, à la lutte contre les effets du changement climatique et à la réduction des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles.

L'analyse des thématiques transversales montre que le projet a intégré de manière satisfaisante les dimensions liées au genre, à l'inclusion sociale et à la sensibilité aux conflits. Les femmes, les jeunes et les personnes déplacées vulnérables ont été spécifiquement ciblés dans les différentes interventions afin de renforcer le tissu social fragilisé par les crises sécuritaires. Les activités de sensibilisation sur les violences basées sur le genre, les mécanismes de référencement et la participation communautaire ont également contribué à renforcer la protection des groupes vulnérables.

Le projet a également généré des effets catalytiques importants, tant sur le plan social que financier. Sur le plan non financier, les bénéficiaires des activités environnementales poursuivent la réplique des bonnes pratiques de reboisement et de protection des terres au sein des communautés. Les comités de paix continuent par ailleurs de promouvoir le dialogue communautaire et la médiation locale après la fin du projet. Sur le plan financier, l'ONG GARKUA a pu mobiliser des financements additionnels auprès d'autres partenaires grâce aux résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet PBF, démontrant ainsi la crédibilité et la valeur ajoutée des approches développées.

Principales données chiffrées du projet. Les réalisations du projet, telles qu'elles ressortent des rapports de suivi du consortium OIM–UNFPA, du Peacebuilding Fund Progress Report de novembre 2025 et de l'enquête conduite dans le cadre de la présente évaluation, se présentent comme suit :

- Budget et exécution financière : un budget total de 4 000 000 USD, réparti entre l'OIM (2 149 970 USD, soit 53,7 %) et l'UNFPA (1 850 030 USD, soit 46,3 %), exécuté à 100 %, dont 2 157 317,76 USD (57,7 % du budget hors coûts indirects) consacrés aux investissements directs au profit des communautés ;
- Couverture de l'évaluation : 1 106 femmes et jeunes bénéficiaires enquêtés, 69 entretiens avec des personnes ressources et 61 focus groups organisés dans les trois communes d'intervention ;
- Atteinte des résultats : un taux moyen d'exécution des indicateurs du cadre de résultats de 99,74 %, 90,3 % des bénéficiaires estimant que les activités répondaient effectivement à leurs besoins réels et 92,1 % considérant que le projet a amélioré la cohésion sociale dans leur localité ;

- Gouvernance locale et cohésion sociale : 9 structures décentralisées et déconcentrées renforcées (3 par commune), 3 comités communaux de médiation et de prévention des conflits mis en place ou redynamisés, 13 dialogues inclusifs organisés et 24 conflits de diverses natures (personnels, fonciers, interethniques, entre agriculteurs et éleveurs) résolus localement ; 211 personnes formées à la culture de la paix, à la prévention et à la gestion des conflits, dont les membres des trois comités de paix et 52 autorités communales (dont 11 femmes) ; 23 actions de solidarité communautaire observées et plus de 65 % de représentation des femmes et des jeunes dans les espaces de dialogue ;
- Résilience économique : 1 986 bénéficiaires directs d'activités génératrices de revenus, dont 1 331 femmes (67 %) ; 127 AVEC créées et 22 points de vente ouverts dans les trois communes ; 89 % des bénéficiaires enquêtés ont reçu une AGR ou un appui économique et 99,1 % d'entre eux déclarent une amélioration des conditions de vie de leur ménage (58,4 % « beaucoup améliorées » et 40,7 % « un peu améliorées ») ;
- Accès aux services sociaux de base : 5 infrastructures sociales construites ou réhabilitées et 12 comités de gestion mis en place — bureau d'état civil et salle d'observation du CSI à Bosso, salle d'isolement du CSI et deux blocs de latrines à Kablewa, mini-adduction d'eau de Kindjandi à Gueskerou, clôtures de la radio communautaire et des espaces civiques des jeunes — portant à 62 % la part de la population ayant accès aux services sociaux de base, pour une cible de 60 % ;
- Protection et lutte contre les violences basées sur le genre : 2 709 personnes sensibilisées, dont 1 085 femmes ; 3 CSI intégrant des services VBG de qualité ; 60 prestataires et membres des comités villageois de protection de l'enfant formés ; 81 cas de VBG identifiés et pris en charge sur le plan psychosocial, dont 75 ayant bénéficié d'une prise en charge médicale et d'un référencement ; 1 100 kits de dignité distribués pour une cible de 600 ; 71 % des femmes et des filles déclarant une perception améliorée de la protection sociale, pour une cible de 70 % ;
- Environnement et ressources naturelles : 44 hectares aménagés en demi-lunes à Bosso et Gueskerou, 8 753 plants d'Acacia senegalensis mis en terre et 72 kilomètres linéaires de bandes pare-feu réalisés à Kablewa.

Afin de faciliter l'appréciation globale des performances du projet, les critères d'évaluation peuvent être résumés comme suit :

- Pertinence : Très satisfaisant
- Cohérence : Très satisfaisant
- Efficacité : Très satisfaisant
- Efficience : Satisfaisant
- Impact : Très satisfaisant
- Durabilité : Satisfaisant

Principaux défis rencontrés. La mise en œuvre du projet s'est déroulée dans un environnement contraint et a été marquée par les difficultés suivantes :

- l'insécurité persistante liée aux attaques des groupes armés non étatiques et les difficultés d'accès à certaines localités, auxquelles se sont ajoutés des défis logistiques liés à l'éloignement des zones d'intervention ;
- le changement institutionnel intervenu au Niger le 26 juillet 2023 et ses implications politico-diplomatiques, qui ont nécessité une adaptation continue des approches d'intervention et un renforcement des mécanismes de coordination locale ;

- les retards dans la mise à disposition des financements aux partenaires d'exécution et le décalage entre les calendriers de décaissement et les cycles opérationnels et agricoles ;
- la suspension de l'ONG APBE, liée à des circonstances socio-politiques externes et non à des insuffisances techniques ou de gestion, qui a affecté la continuité de certaines activités ;
- la distribution tardive de certains kits d'AGR, qui a limité l'accompagnement technique et le suivi post-distribution avant la clôture du projet et fait peser une incertitude sur la pérennisation de ces investissements ;
- l'ampleur des besoins des populations retournées, supérieure aux capacités de couverture du projet, à l'origine d'un ciblage partiel relevé par une partie des bénéficiaires.

Recommandations clés. Sur la base de ces constats, les recommandations prioritaires adressées à l'OIM, à l'UNFPA, au Peacebuilding Fund et aux autorités locales sont les suivantes :

- formaliser une procédure documentée de sélection, d'évaluation et de remplacement des partenaires d'exécution, assortie d'un système d'alerte précoce sur les risques liés à ces partenaires (OIM–UNFPA, court terme) ;
- renforcer la prévisibilité des décaissements en alignant les calendriers de financement sur les cycles opérationnels et agricoles (PBF, court terme) ;
- institutionnaliser une plateforme locale de coordination post-projet sous leadership communal afin d'assurer le suivi des acquis en matière de cohésion sociale, de gouvernance locale et de résilience économique (communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa, court terme) ;
- introduire systématiquement une étude simplifiée de marché et une analyse de résilience climatique avant la sélection des AGR, et mettre en place un dispositif de mentorat et de suivi post-financement de 6 à 12 mois après la distribution des kits (OIM–UNFPA, moyen terme) ;
- créer un mécanisme de financement complémentaire ou de deuxième cycle au profit des AVEC performantes afin de consolider les activités les plus viables (OIM–UNFPA, moyen terme) ;
- intégrer les activités de reboisement, de demi-lunes et de pare-feu dans les Plans de Développement Communaux et mettre en place des brigades communautaires d'entretien des ouvrages réalisés (communes, moyen terme) ;
- poursuivre les campagnes d'établissement des actes d'état civil afin de renforcer l'inclusion sociale et l'accès aux droits des populations retournées (autorités administratives, moyen terme).

En définitive, le projet apparaît comme une intervention pertinente, cohérente et efficace, ayant contribué de manière significative à la consolidation de la paix, à la résilience communautaire et à l'amélioration des conditions de vie des populations dans les communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa. En capitalisant sur l'ancrage des associations locales, des comités de paix et des institutions partenaires, le projet dispose de bases favorables pour assurer la durabilité des résultats obtenus au-delà de sa période de mise en œuvre.

I. INTRODUCTION

Ce rapport présente les résultats de l'évaluation finale du projet « *Prévention des conflits et renforcement de la résilience dans les zones de retour des communes de Bosso, Gueskeru et Kablewa à Diffa* ». Mis en œuvre sur la période allant d'octobre 2022 à octobre 2025 par le consortium OIM-UNFPA à travers les ONG nationales RICO, ID Vert, GARKUA, APBE et FAD et certains services techniques déconcentrés, ce projet est financé par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (*PeaceBuilding Fund – PBF*). Ce projet avait pour objectifs de déterminer sa valeur ajoutée à la consolidation de la paix dans la région de Diffa en facilitant l'accès aux AGR et en renforçant la cohésion sociale et le vivre ensemble des femmes et des jeunes dans les zones de retour. Réalisé conformément aux exigences d'évaluation des projets de selon les critères de l'OCDE, ce rapport présente dans les prochaines sections : le contexte de l'évaluation, ses objectifs, la méthodologie d'exécution, les résultats-clés permettant de répondre aux questions évaluatives, les bonnes pratiques et les recommandations subséquentes.

I.1. CONTEXTE DE L'ÉVALUATION

Depuis 2014, le Niger fait face à des défis sécuritaires marqués par des actes d'extrémisme violent et de banditisme qui ont plongé la population dans un état d'extrême pauvreté accentuant ainsi le manque d'opportunités économiques qui, du reste, étaient déjà limitées.

La région de Diffa, objet de la présente étude, est en état d'urgence depuis 2015 du fait des attaques persistantes des Organisations Extrémistes Violentes (OEV) telles que Boko Haram contre la population civile et militaire. En 2020 seulement, environ 290 personnes ont été enlevées et 160 ont été tuées lors de ces attaques. La présence de ces groupes armés entraîne une insécurité structurelle et fragilise le tissu social en renforçant les fractures et les divisions. Des cas d'enlèvements et d'attaques terroristes dont ceux de Baroua (commune de Bosso) dans la nuit du 23 au 24 août 2021 entraînant la mort de 16 membres des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et d'un civil contribuent à instaurer un climat de peur parmi les populations. Les violences basées sur le genre sont également prégnantes sur l'ensemble des sites de déplacés, les femmes étant les principales victimes des enlèvements ainsi que des violences physiques et sexuelles. En outre, les groupes traditionnellement marginalisés notamment les jeunes deviennent plus vulnérables face à la manipulation de leurs griefs afin de commettre des violences, en particulier par les OEV dont Boko Haram.

Parallèlement à cela, depuis le mois de juin 2021, le gouvernement du Niger avait entrepris la facilitation du retour des Personnes Déplacées Internes (PDI) dans leurs villages d'origine. Au 13 septembre 2021, un total de 35 445 personnes dont 13 469 jeunes de moins de 35 ans y compris 7 004 jeunes femmes) ont rejoint les communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa. La méfiance et les tensions entre les différentes communautés provoquées par le retour de ces jeunes femmes et hommes dans leurs villages d'origine exacerbent leur manque d'accès aux ressources naturelles et en particulier à l'eau et au foncier.

Les crises sécuritaires multiformes dans la région de Diffa ont créé un déplacement interne massif des populations en accroissant en conséquence la pression sur les ressources naturelles (eau et terre) déjà très limitées. En outre, depuis 2016, la région de Diffa fait face à des inondations dues aux fortes précipitations et à la crue exceptionnelle du fleuve Koumadougou, entraînant des déplacements massifs des populations.

Avec la montée des attaques de Boko Haram contre la population civile depuis 2015 dans la région de Diffa ainsi que leur présence dans les zones de culture et d'élevage, de nombreux jeunes ont perdu leurs emplois (tels que les ouvrières agricoles) et l'accès aux activités génératrices de revenus (AGR) telles que la récolte de poivrons et le commerce du poisson. De plus, l'exclusion de la gestion des affaires publiques de la majorité des jeunes et la stigmatisation auxquels sont confrontés certains groupes pour leur positionnement géographique et leur appartenance socioculturelle met en difficulté toute œuvre de consolidation de la paix et de la cohésion sociale dans la région de Diffa.

Malgré les efforts consentis par le Gouvernement du Niger et ses partenaires pour favoriser le retour des personnes déplacées internes (PDI) dans leurs localités d'origine, plusieurs défis structurels continuaient de compromettre un relèvement durable dans la région de Diffa. Parmi ces défis figuraient notamment l'insécurité persistante liée aux attaques des groupes armés non étatiques, la faiblesse des mécanismes de prévention et de gestion des conflits, la fragilité de la cohésion sociale, l'insuffisance des moyens de subsistance ainsi que l'accès limité aux services sociaux de base dans plusieurs zones de retour.

Au cours de la période de mise en œuvre du projet, la région de Diffa a continué d'être confrontée à des incidents sécuritaires récurrents marqués par des attaques armées, des mouvements de populations et des tensions communautaires liées à l'accès aux ressources naturelles. Cette situation sécuritaire a entraîné des répercussions importantes sur les conditions de vie des populations retournées, notamment les femmes et les jeunes, déjà fortement affectés par les déplacements forcés et la précarité économique. Sur le plan communautaire, les mécanismes de dialogue et de médiation appuyés par le projet ont permis de recenser et de traiter 24 conflits de diverses natures (personnels, fonciers, interethniques et entre agriculteurs et éleveurs) dans les trois communes d'intervention, dont 5 conflits champêtres et 6 conflits entre agriculteurs et éleveurs directement liés à l'accès aux ressources naturelles.

C'est dans ce contexte qu'a été mis en œuvre le projet « Prévention des conflits et renforcement de la résilience dans les zones de retour des communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa à Diffa », financé par le Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) et exécuté conjointement par l'OIM et l'UNFPA sur la période allant d'octobre 2022 à octobre 2025. Le projet visait à contribuer à la stabilisation des zones de retour à travers le renforcement de la cohésion sociale, la prévention des conflits, la relance des moyens de subsistance, l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base ainsi que l'autonomisation économique des femmes et des jeunes.

Par ailleurs, la mise en œuvre du projet a coïncidé avec le changement institutionnel intervenu au Niger à la suite des événements du 26 juillet 2023. Ce contexte politique et institutionnel particulier a nécessité une adaptation continue des approches d'intervention du projet afin de maintenir la continuité des activités et la collaboration avec les autorités administratives et communautaires. En réponse à cette évolution du contexte, les équipes de mise en œuvre ont renforcé les mécanismes de coordination locale, privilégié une approche flexible et sensible aux conflits, et intensifié le dialogue communautaire afin de préserver l'acceptabilité des interventions et l'accès sécurisé aux zones d'intervention. Cette capacité d'adaptation a permis au projet de poursuivre ses activités tout en tenant compte des nouvelles réalités sécuritaires, institutionnelles et sociales observées dans la région de Diffa.

I.2. OBJECTIF GLOBAL DE LA MISSION

Cette évaluation finale vise à dresser un bilan global de la mise en œuvre du projet à travers une appréciation qualitative et quantitative des résultats obtenus et du niveau d'atteinte des objectifs aux fins de déterminer sa valeur ajoutée à la consolidation de la paix dans la région de Diffa.

I.3. OBJECTIFS SPECIFIQUES

Les objectifs spécifiques de la mission sont de :

- Passer en revue toutes les activités mises en œuvre avec un focus sur leur pertinence et leur adéquation en termes de traitement des principaux facteurs de conflits et des questions de consolidation de la paix.
- Évaluer l'efficacité et l'efficience du projet y compris sa stratégie de mise en œuvre ainsi que sa gestion et ses systèmes opérationnels.
- Analyser le niveau d'alignement du projet aux différents cadres stratégiques nationaux (PDES, PRR, Plan Stratégique de la HACP, CRS du PBF) et sa contribution à la consolidation de la paix dans la région de Diffa en général et dans les zones de retour en particulier.
- Examiner si l'apport du PBF sur les agendas « Femmes, Paix et Sécurité » et « jeunes, paix et sécurité » a permis de mettre l'accent sur la participation spécifique des femmes et des jeunes dans les processus de consolidation de la paix et de cohésion sociale et s'il était responsable de l'égalité de genre.
- Identifier tous les problèmes liés à la planification, à la mise en œuvre, au monitoring et aux différents outils de gestion opérationnelle mis en œuvre ;
- Evaluer qualitativement et quantitativement les effets du projet sur les principaux bénéficiaires ainsi que les bénéficiaires secondaires.
- Identifier les bonnes pratiques prometteuses pour l'apprentissage et mettre en évidence les principales leçons apprises afin d'améliorer la conception et la mise en œuvre de projets futurs.
- Proposer des ajustements stratégiques efficaces et pertinents permettant non seulement la reformulation d'une nouvelle phase (si possible) mais aussi la pérennisation de l'action.

I.4. RESULTATS DU PROJET

Trois résultats étaient attendus à l'issue de la mise en œuvre de ce projet à savoir :

- **Résultat 1 :** La gouvernance locale des Communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa est renforcée par des mécanismes de dialogue inclusifs et de cohésion sociale.
- **Résultat 2 :** Les communautés, notamment les femmes et les jeunes, dans les zones de retour ont une meilleure résilience économique.
- **Résultat 3:** Les communautés retournées, en particulier les jeunes et les femmes, ont un accès renforcé aux services sociaux de base en vue d'un retour et stabilisation durable.

Budget du projet. Le projet a été doté d'un budget total de 4 000 000 USD, réparti entre l'OIM (2 149 970 USD, soit 53,7 %) et l'UNFPA (1 850 030 USD, soit 46,3 %). Cette enveloppe a été affectée comme suit : 314 000 USD (7,9 %) au Résultat 1 relatif à la gouvernance locale et à la cohésion sociale ; 1 868 317,76 USD (46,7 %) au Résultat 2 relatif à la résilience économique ; 520 000 USD (13 %) au Résultat 3 relatif aux services sociaux de base et à la lutte contre les VBG ; et

1 036 000 USD (25,9 %) aux coûts transversaux (personnel, suivi-évaluation, communication). Au terme de la mise en œuvre, le budget a été exécuté à hauteur de 100 %, dont 2 157 317,76 USD, soit 57,7 % du budget hors coûts indirects, consacrés aux investissements directs au profit des communautés.

Risques anticipés avant le démarrage du projet. La conception du projet reposait sur une analyse contextuelle qui identifiait plusieurs risques susceptibles d'en affecter la mise en œuvre, assortis de mesures d'atténuation :

- risque sécuritaire : persistance des attaques des groupes armés non étatiques et restriction de l'accès aux zones de retour, atténué par une programmation flexible, le recours à des partenaires locaux implantés dans les communes et le renforcement de la coordination sécuritaire ;
- risque de tensions communautaires : compétition pour l'accès à l'eau et au foncier entre populations hôtes et personnes déplacées retournées, atténué par une approche sensible aux conflits, le dialogue inclusif et la mise en place de comités de paix ;
- risque institutionnel et politique : instabilité et changements au niveau des autorités administratives, atténué par l'ancrage du projet dans les structures communales et la collaboration continue avec la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix ;
- risque lié aux partenaires d'exécution : insuffisance des capacités techniques, financières ou administratives des ONG nationales, atténué par le renforcement de leurs capacités et un suivi rapproché du consortium ;
- risque climatique et environnemental : inondations récurrentes liées à la crue du Komadougou, dégradation des terres et feux de brousse, atténué par les actions de restauration environnementale (demi-lunes, reboisement, bandes pare-feu) ;
- risque de non-appropriation : faible implication des autorités et des communautés, atténué par une démarche participative associant autorités administratives et coutumières, services techniques déconcentrés et représentants communautaires à toutes les phases du projet.

L'évaluation a confirmé la matérialisation de plusieurs de ces risques au cours de la mise en œuvre, en particulier le risque sécuritaire, le risque institutionnel avec le changement intervenu le 26 juillet 2023 et le risque lié aux partenaires d'exécution, avec la suspension de l'ONG APBE.

I.5. PORTEE DE L'EVALUATION

Cette évaluation a examiné le processus de mise en œuvre du projet ainsi que les résultats obtenus en matière de consolidation de la paix, en s'appuyant sur le cadre de résultats ainsi que sur d'autres données de suivi collectées sur les résultats et les impacts du projet.

Les questions d'évaluation sont basées sur les critères d'évaluation de l'OCDE/DAC ainsi que sur les critères spécifiques du PBF qui ont été adaptés au contexte.

L'équipe d'évaluation s'est assurée que l'évaluation des résultats en matière de consolidation de la paix soit la principale ligne de recherche. Ainsi, cette évaluation a pris en compte tous les résultats observables sur toute la durée de mise en œuvre du projet (d'octobre 2022 à octobre 2025) principalement au niveau des zones d'intervention du projet à savoir les communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa.

En outre, elle a porté sur les thématiques ci-dessous :

- Les mécanismes de dialogues inclusifs et de cohésion sociale entre autorités et leurs administrés ;

- Le renforcement des capacités des autorités locales, élus locaux, bénéficiaires et autres parties prenantes ;
- La protection de l'environnement par les jeunes et pour les jeunes ;
- La mise en place des AGR ainsi que leur gestion et leur impact sur la vie socio-économique des ménages ;
- L'implication des autorités locales et des acteurs de la société civile dans la dynamique de la consolidation de la paix ;
- Les instances de gouvernance locale de suivi des activités et de pérennisation des acquis du projet ;
- La protection sociale et la lutte contre les VBG ;
- La réhabilitation des infrastructures sociales de base ;
- L'accès aux services sociaux de base en vue d'un retour et stabilisation durable.

La théorie du changement ainsi que les thématiques transversales (la promotion du genre, les droits humains et la sensibilité aux conflits) ont également été couvertes par l'évaluation.

Enfin, l'évaluation analysera les effets du changement institutionnel intervenu au Niger le 26 juillet 2023 sur la mise en œuvre de l'action. À cet égard, la mission devra prendre en compte les implications de ce contexte politique et institutionnel, notamment en matière d'accès au terrain, de coordination avec les autorités et de continuité des activités, afin de garantir la sécurité de l'équipe d'évaluation et des parties prenantes, ainsi que la qualité et la fiabilité des données collectées.

I.6. CRITERES ET QUESTIONS DE L'EVALUATION

L'évaluation a été menée conformément aux six principaux critères du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à savoir la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité - ainsi que les questions transversales de genre, inclusion et de sensibilité aux conflits.

Les questions, les outils d'évaluation, la méthodologie appropriée et les conclusions du rapport final y compris les leçons apprises/bonnes pratiques seront centrés sur ces critères.

Le tableau (**en annexe n°1**) reprend les questions d'évaluation, classées selon les critères d'évaluation sélectionnés. Des éléments d'appréciation établis en lien avec la finalité de l'évaluation, proposent des postulats de réponse aux questions évaluatives, et feront place à une véritable matrice référentielle dans la phase initiale de l'évaluation. Par la suite, l'approche proposée pour l'évaluation a permis de répondre aux principales questions d'évaluation.

II. APPROCHES MÉTHODOLOGIQUES

La méthodologie utilisée est classique, elle repose sur une démarche à la fois qualitative et quantitative qui privilégie autant que possible une triangulation des données aussi bien primaires que secondaires : document projet, rapports d'activité et enquêtes auprès des bénéficiaires (observation directe, Focus Group, et entretiens avec les parties prenantes).

La méthodologie de cette étude comprend trois phases à savoir : la phase préparatoire, la phase de collecte, traitement et analyse de données mixtes, les considérations éthiques et enfin la phase de rédaction du rapport d'évaluation.

II.1. PHASE PRÉPARATOIRE

Elle a débuté par une réunion de lancement par vidéoconférence qui a servi de cadrage de la mission d'évaluation. Pendant cette réunion, les différentes articulations du projet et la méthodologie d'évaluation ont été présentées ; le profil des agents de collecte des données et les besoins du consultant ont été également présentés. Y ont participé : l'équipe d'évaluation, l'équipe de gestion de l'évaluation OIM-UNFPA, l'équipe de PeaceBuilding Fund (PBF) Niger, les points focaux, le consultant.

À la suite de la réunion de lancement, le consultant a procédé à l'élaboration des outils de collecte des données (Guide d'animation, guides d'entretien et questionnaire), à la conception du guide des enquêtes et à l'analyse des documents du projet (études de référence, les rapports du suivi du projet, les rapports périodiques et les études pertinentes sur l'inclusion et la résilience des jeunes dans le contexte d'extrémisme violent au Niger et au Sahel, les différentes stratégies nationales et régionales, les rapports sur la prévention et la gestion des conflits).

L'ensemble de ces outils a permis de produire le rapport de démarrage qui a été validé par le consortium.

Cette phase a été clôturée par le recrutement et la formation de 18 enquêteurs et de 03 superviseurs ayant les compétences requises en la matière en l'occurrence la maîtrise de la culture et langue locales (Haoussa, Kanuri, ...) et la maîtrise du logiciel KoboCollect.

II.2. COLLECTE, TRAITEMENT ET ANALYSE DE DONNÉES MIXTES

Le processus de collecte de données a suivi une approche couplant les méthodes qualitatives et quantitatives.

II.2.1. APPROCHE QUALITATIVE

Dans le cadre de cette approche, les techniques de collecte de données utilisées sont : la recherche documentaire, l'observation directe et l'entretien.

II.2.1.1. Revue documentaire

La revue documentaire a été effectuée par l'équipe du consultant sur la base des questions de la matrice d'évaluation (cf. annexe n°7). Le fonds documentaire a été constitué essentiellement des documents relatifs à la conception du projet fournis par le consortium, les documents de suivi-évaluation, tous les rapports émis par les partenaires de mise en œuvre ainsi que toutes les études faites dans le cadre du projet. Y ont été ajoutés, des documents obtenus des sites internet du gouvernement du NIGER et des agences des Nations Unies, en l'occurrence les documents-cadres au niveau régional, national et international, les documents connexes en lien avec les activités et les objectifs du projet et apportant des éclairages sur l'appréciation de ces derniers.

II.2.1.2. L'observation sur le terrain

Il s'est agi à travers une grille d'observation (cf. annexe n°8), de constater sur le terrain les infrastructures réhabilitées et/ou construites dans le cadre du projet, de constater sur le terrain les demi-lunes construites, la plantation des arbres et la protection de l'environnement à travers la technique des bandes par feu, Les AGR de maraîchage, de petit commerce, d'embouche bovine, de transformation du mil, maïs et sorgho en farine et enfin les mécanismes de prévention et de gestion des conflits et de consolidation de la paix.

II.2.1.3. Les entretiens

Au total, la mission a échangé avec 69 personnes ressources dans les communes de Kablewa, Bosso et Gueskerou et dans la ville de Diffa du 21 au 26 décembre 2025 et avec les personnels clés de l'OIM et d'UNFPA le 06 janvier 2026. La mission s'est entretenue avec l'équipe de mise en œuvre du projet, les autorités locales, les responsables des associations et ONG locales ainsi que d'autres parties prenantes dont la liste est disponible en annexe 3.

Ces entretiens, réalisés par l'équipe d'évaluation, ont porté essentiellement sur les informations relatives à la prévention et à la gestion des conflits, à la consolidation de la paix et à la culture de la paix et la cohésion sociale dans les communautés ; l'apport des AGR dans la réduction du chômage, de la pauvreté et des tensions sociales ; les effets des constructions/réhabilitations des infrastructures sociales. Les avis sur les critères d'évaluation ont également été recueillis auprès de ces derniers ainsi que des pistes de solutions pouvant contribuer à la réduction et à la gestion des conflits. Le processus des entretiens s'est fait sous la forme semi-directive parce qu'elle permet à la personne interrogée de s'exprimer le plus librement possible ; et les outils utilisés sont le guide d'entretien, le dictaphone et les blocs-notes.

II.2.2. APPROCHE PARTICIPATIVE : LES FOCUS GROUPS

Les groupes de discussion ont été constitués pour comprendre d'une part, l'apport des activités du projet dans l'amélioration des conditions de vie des femmes et des jeunes sur le plan économique sociale et sécuritaire ; et d'autre part, recueillir les actions pertinentes pouvant faciliter, consolider la paix et réduire les conflits et violences dans la zone d'intervention du projet.

Dans chaque village bénéficiaire du projet, il a été organisé deux focus group dont l'un réunissait les femmes et l'autre les jeunes hommes. Au total dans les 29 villages bénéficiaires du projet, le focus group a rassemblé 664 femmes et jeunes.

Les discussions ont été relevées par écrit (avec l'autorisation des participants) sans utilisation d'un dictaphone pour éviter toute incompréhension. Elles ont ensuite été saisies et classées par thème pour une meilleure exploitation des informations.

Les groupes de discussion ont été réalisés par village par une équipe de 02 agents terrain (le superviseur pour la coordination de l'activité et 01 enquêteur pour la prise des notes). Cette même équipe avait directement la charge de réaliser les transcriptions avant de les transmettre, ainsi que les éventuels enregistrements au consultant.

II.2.3. ENQUETE QUANTITATIVE : SONDAGE

L'enquête quantitative qui s'est déroulée du 21 au 26 décembre 2025 a consisté à sonder quelques bénéficiaires du projet afin de mieux cerner le contexte du projet et les perceptions de ces bénéficiaires. Cette enquête était capitale pour mesurer d'une part l'action effective du projet sur les bénéficiaires des AGR sur la cohésion sociale et la consolidation de la paix, et d'autre part leur avis sur la pertinence, l'intérêt, et les changements réels apportés par le projet sur leur quotidien.

Sur 1012 bénéficiaires initialement ciblés par l'échantillonnage, l'équipe de collecte de données sur le terrain a pu enquêter 1106 jeunes hommes et femmes bénéficiaires dont 324 à Bosso, 550 à Gueskerou et 232 à Kablewa. Sur les 1106 personnes sondées, il y avait 625 bénéficiaires directs et 481 bénéficiaires indirects.

Afin de garantir la qualité de la collecte sur le terrain, l'équipe d'évaluation vérifiait à fréquence quotidienne lors des réunions avec les enquêteurs et superviseurs et à travers la plateforme

kobotoolbox les doublons, les valeurs aberrantes, les « ne sait pas » et les refus, « autre »/« à préciser », les tendances des variables importantes et la productivité des enquêteurs.

II.2.4. TRAITEMENT, ANALYSE DE DONNEES ET RECOMMANDATIONS

Les données extraites de la base de données électronique kobotoolbox ont été traitées sur les logiciels SPSS et MS-Excel. Après traitement, ces données ont été analysées, aux fins de la rédaction du présent rapport d'évaluation notamment pour éclairer les jugements sur les différents critères d'évaluation.

L'analyse des données recueillies dans le cadre de la revue documentaire, les focus groups et les entretiens réalisés auprès des parties prenantes ont permis la triangulation des données en lien avec les différentes questions de l'évaluation par le biais d'une matrice qui a mis en perspective les différentes opinions exprimées dans les entretiens. La revue approfondie de tous les documents, les données du suivi-évaluation, ont facilité l'analyse, la comparaison, et la triangulation de l'information avec les autres sources de données.

Théorie du changement :

Il s'agissait de vérifier si :

- les femmes et les jeunes de la communauté ont eu accès aux AGR et leurs activités participent à l'amélioration de leurs conditions de vie.
- les femmes et les jeunes vivent dans la communauté où la cohésion sociale se développe et la situation sécuritaire s'est améliorée par rapport aux années précédentes.
- les femmes et les jeunes de la communauté ont un accès durable et sécurisé aux ressources naturelles (eau et terre), dans le respect et la préservation de l'environnement.

II.3. CONSIDERATIONS ETHIQUES

L'équipe d'évaluation a respecté les principes éthiques du Groupe des Nations Unies pour l'Évaluation (UNEG) ainsi que les protocoles de protection des données de l'OIM et de l'UNFPA. Tous les répondants ont été informés du but de l'étude, de la nature volontaire de leur participation et de la confidentialité des informations recueillies. Les bases de données ont été anonymisées et cryptées afin de protéger l'identité des participants. Le respect des principes de neutralité, d'équité de genre et de sensibilité aux conflits a strictement été observé. De plus, les résultats de l'évaluation seront partagés avec l'ensemble des parties prenantes du projet.

III. RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION

L'équipe d'évaluation a soumis le projet « Prévention des conflits et renforcement de la résilience dans les zones de retour des communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa à Diffa » aux six critères d'évaluation du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), à savoir : la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité.

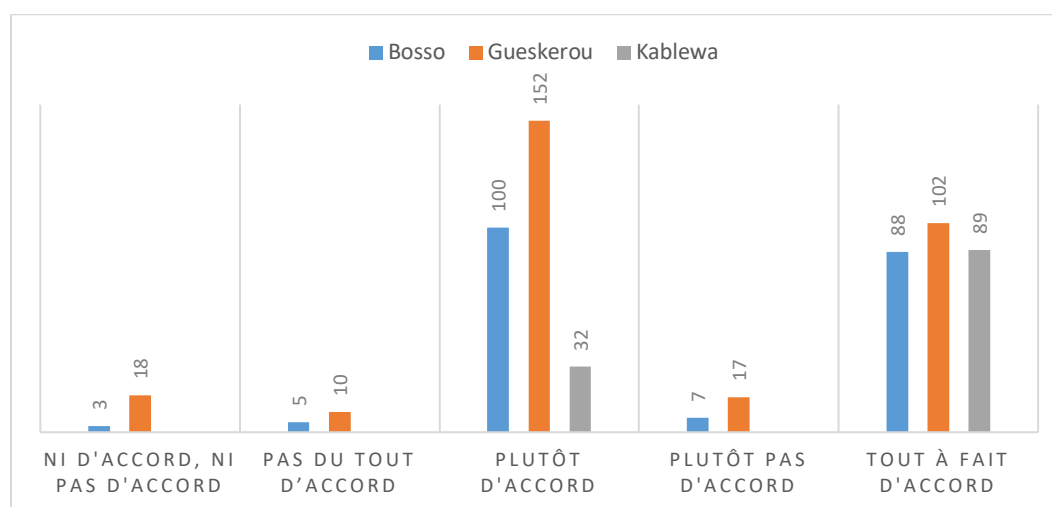
III.1. PERTINENCE

L'évaluation de la pertinence a consisté à une analyse de la stratégie du projet suivie d'un focus sur toutes les activités réalisées aux fins de déterminer si oui ou non les interventions du projet répondent valablement aux besoins réels exprimés par les femmes et jeunes des communes de

Kablewa, Bosso et Gueskerou dans la région de Diffa et si le projet était bien aligné aux priorités du fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix. La pertinence du projet a été examinée par rapport aux besoins réels des bénéficiaires directs, par rapport aux bénéficiaires des AGR, à la pertinence par rapport aux priorités de consolidation de la paix et au contexte social et sécuritaire dans les communautés, à la sélection des partenaires de mise en œuvre, à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, aux changements climatiques dans les trois communes et enfin aux Violences Basées sur le Genre (VBG).

III.1.1. LA PERTINENCE DU PROJET PAR RAPPORT AUX BESOINS REELS DES BENEFICIAIRES DIRECTS

1Figure 1 : Fig. La pertinence du projet par rapport aux besoins réels des bénéficiaires directs



Source : Résultat de l'évaluation du projet, décembre 2025

La figure ci-dessus montre que 45,6% des bénéficiaires directs du projet dans les trois communes ayant bénéficié de la mise en œuvre sont *plutôt d'accord* que les activités du projet répondaient à leurs besoins réels et 44,7% sont *tout à fait d'accord* que les activités du projet répondaient à leur besoin. Cependant 2,4% ne sont *pas du tout d'accord* et 3,9% sont *plutôt pas d'accord* que les activités du projet répondaient à leurs besoins. Au total, 90,3% sont *d'accord* que le projet répondait à leurs besoins réels, d'où la pertinence du projet.

III.1.2. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX FEMMES ET AUX JEUNES BENEFICIAIRES D'AGR DANS LES ZONES DE RETOUR

Les conflits armés, les attaques terroristes et les mouvements de groupes armés ont contraint de nombreuses personnes à fuir leurs localités d'origine dans la région de Diffa, cherchant refuge dans des camps de personnes déplacées internes (PDIs) ou dans d'autres régions du pays. Avec l'amélioration progressive de la situation sécuritaire, de nombreux PDIs sont retournés volontairement dans leurs communautés d'origine dans les communes de Kablewa, Bosso et Gueskerou. Pour garantir un retour durable et favoriser la réintégration harmonieuse des PDIs dans leurs communautés, le projet a pris en compte le volet économique en mettant en place des AGR au profit des femmes et jeunes des communes de retour.

La pertinence du projet est à souligner d'autant plus que le projet a permis de faire bénéficier des kits d'AGR à 127 groupements d'AVEC, a renforcé les capacités de 1986 bénéficiaires membres

des AVEC dont 1331 femmes sur différentes thématiques telles que la gestion financière, la gestion d'une AVEC, gérer mieux son entreprise (GERME) et plusieurs autres formations selon les types des filières choisies par chaque AVEC. Ces kits ont permis l'accès aux activités génératrices de revenus (AGR) des femmes et des jeunes des trois communes, ce qui a permis la réduction du chômage et surtout facilité la réintégration des personnes déplacées interne dans leurs communautés.

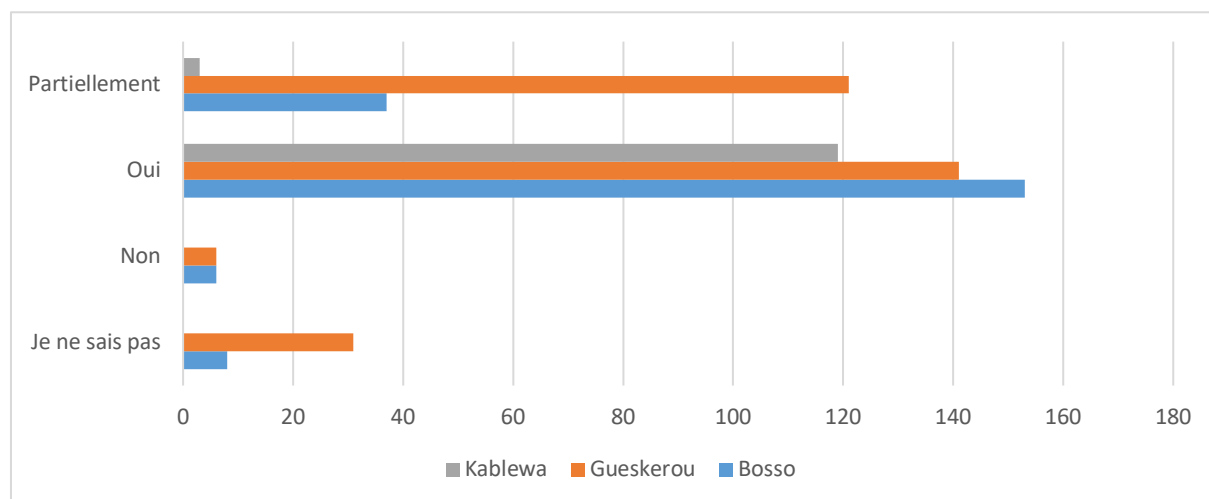
Dans les trois communes bénéficiaires de ce projet, les femmes et les jeunes ont bénéficié du renforcement de capacités en GERME, en gestion financière et plan d'affaire, il y eu la sensibilisation des bénéficiaires sur les filières porteuses, il y a eu l'encadrement des groupements AVEC et les caravanes de sensibilisation des membres de la communauté sur l'éveil entrepreneurial et l'auto-emploi des jeunes. Cette activité a atteint 1481 personnes dont 502 femmes. Aussi, ces groupements ont bénéficié des outils de gestion (petite caisse cahier, Bic, Crayon, gomme). La formation GERME (gérer mieux son entreprise) a permis aux jeunes de pouvoir faire grandir leurs activités économiques et assurer la durabilité.

Les activités des ont permis de réduire significativement le chômage et la délinquance juvénile, deux facteurs auparavant associés à l'enrôlement dans les groupes armés non étatiques et à l'exode rural. Le projet a permis à 577 jeunes, dont 169 femmes, d'être actifs dans des secteurs tels que le petit commerce, l'embouche bovine et l'agriculture. Cette dynamique a favorisé l'émergence de 13 points de vente polyvalents et 12 unités de transformation agroalimentaire, devenus à la fois des pôles économiques et des lieux de cohésion sociale. Le projet montre ici toute sa pertinence, car les femmes et les jeunes personnes déplacées interne par le biais du projet ont pu retrouver une activité économique, ou ont eu accès à ces opportunités de développement économique, dans un environnement où la sécurité s'est améliorée.

Le projet a été l'une des réponses aux multiples besoins réels des femmes et les jeunes de ces communes de retour, puisque cela il a permis de sortir une partie des femmes et jeunes du chômage. Même les autorités coutumières et administratives apprécient les actions du projet, notamment le SG du Préfet de Diffa qui déclare : *« les activités du projet répondaient au besoin de la population car elles ont contribué à la résilience de cette communauté victime de l'insécurité. »*

III.1.3. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX PRIORITES DE CONSOLIDATION DE LA PAIX ET AU CONTEXTE SOCIAL ET SECURITAIRE DANS LES COMMUNAUTES

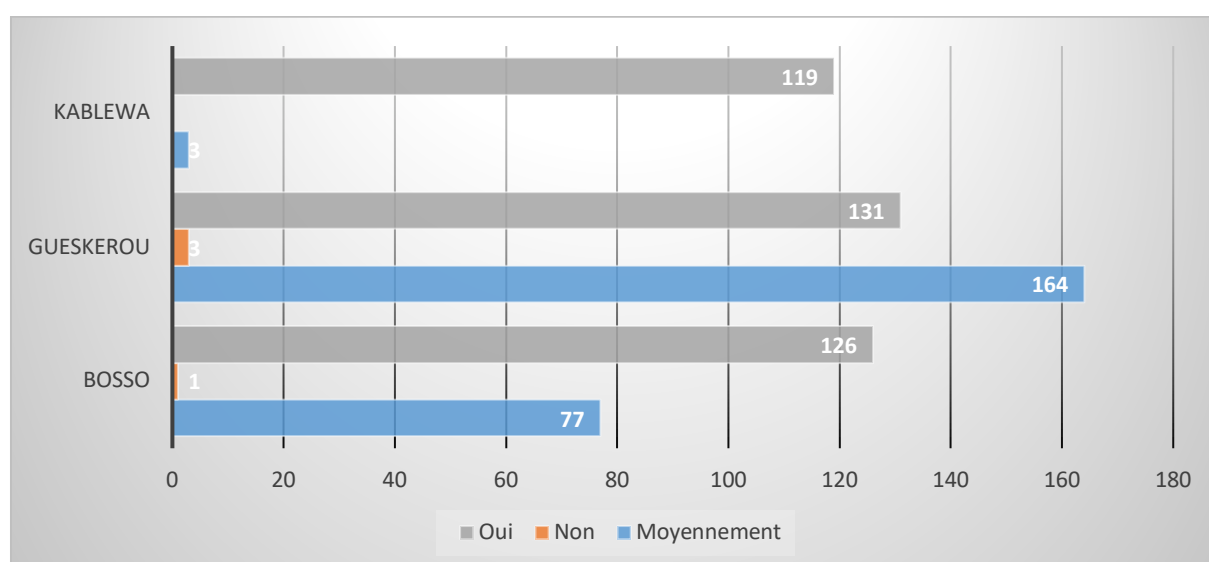
2Figure 2 : Pertinence par rapport aux priorités de consolidation de la paix dans les communautés



Source : Résultat de l'évaluation du projet, décembre 2025

D'après la figure ci-dessus, 66% de bénéficiaires directs estiment que le projet répondait aux priorités de consolidation la paix, 25,8% estiment que le projet répondait partiellement aux priorités de consolidation de la paix tandis que 1,9% estiment que le projet ne répondait pas aux priorités de consolidation de la paix. Mais ces estimations diffèrent d'une commune à l'autre : dans la com de Kablewa, c'est 98%, dans celle de Bosso c'est 75% et dans la commune de Gueskerou c'est 47% de bénéficiaires qui pensent que le projet répondait aux priorités de consolidation de la paix. D'après les bénéficiaires directs, le projet a amélioré le calme et la stabilité dans la zone, a renforcé la cohésion sociale et le vivre-ensemble, a favorisé le dialogue communautaire et a renforcé la confiance entre les communautés.

3Figure 3 : Pertinence du projet par rapport au contexte social et sécuritaire dans les communautés



Sources : Résultat de l'évaluation du projet, décembre 2025

D'après la figure ci-dessus, 60,3% des bénéficiaires estiment que les activités étaient adaptées au contexte social et sécuritaire des communautés et 39,1% estiment que les activités étaient moyennement adaptées au contexte social et sécuritaire, seuls 0,6% estiment que les activités du projet n'étaient pas adaptées au contexte social et sécuritaire des communautés. D'après les bénéficiaires directs, le projet a contribué à la lutte contre l'insécurité et la situation sécuritaire s'est améliorée par rapport aux années précédentes. Par ailleurs, les conflits entre agriculteurs et éleveurs ont diminué dans les communautés. D'après le Directeur Départemental de l'aménagement du territoire et du développement local de Bosso « le projet a tenu compte des problèmes sociaux et sécuritaires locaux, en ce sens que ce dernier a tout d'abord mené une étude pour déterminer les besoins de la population avant de se prononcer sur les activités ».

Il ressort des différents rapports, notamment du Rapport PBF actualisé 2025, que l'instabilité sécuritaire a entraîné le déplacement massif de populations, mais avec l'amélioration progressive de la situation sécuritaire, des PDI volontaires sont rentrés dans leurs communautés d'origine. Le projet est pertinent parce qu'il a permis la réalisation de plusieurs campagnes de sensibilisation portant sur l'auto-emploi des jeunes et la prévention et la gestion des conflits, la culture de la paix, les droits humains touchant 1250 bénéficiaires, dont 432 femmes. Par ailleurs,

les activités ont réduit les tensions en s'attaquant aux causes profondes des conflits comme les problèmes fonciers, la réhabilitation des services sociaux. La cohésion sociale s'est renforcée à travers une implication plus active des leaders communautaires, des femmes et des jeunes dans la vie publique locale. Les communautés ont progressivement adopté des comportements plus pacifiques et coopératifs, renforçant ainsi la stabilité dans les zones de retour. D'après le Directeur départemental de l'aménagement du territoire et du développement local de Bosso *« les mécanismes de dialogue ont été renforcés avec une tradition de concertation pour la paix et la cohésion sociale avec un accent de gouvernance participative et la réglementation de conflit communautaire via des accords sociaux »*. Les AVECs mises en place par le projet ont été formées en vie associative avant leur opérationnalisation. Lors des regroupements et dans la communauté, les membres de ces AVECs cultivent la paix et la cohésion sociale. Par ailleurs, le projet a mis en place plusieurs comités locaux qui sont opérationnels notamment le Comité communal de paix dans chaque commune. Un plan d'action commun a été élaboré et mis en place lors d'un atelier entre les comités communaux de paix/sécurité et les plateformes régionales des femmes/jeunes de paix et sécurité. D'après le Direction Régional de l'Aménagement du territoire de Diffa *« le projet est aligné aux priorités du PBF notamment sur l'aspect cohésion sociale et la prévention de la sécurité alimentaire. Il répond aux axes du président Tchiani : 1. Renforcement de la sécurité et de la cohésion sociale, 2. Développement des bases de producteur pour la souveraineté. »*.

D'après le Directeur départemental de l'aménagement du territoire et du développement local de Bosso *« les AVECs mises en place continuent à cultiver la paix, la cohésion sociale entre les membres et dans la communauté. Elles font leurs rencontres et débattent des défis dans leur société »*.

III.1.4. PERTINENCE PAR RAPPORT A LA SELECTION DES PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE

Les organisations de la société civile (OSC) avec une expérience dans les domaines de la prévention et gestion des conflits, de la consolidation de la paix, la protection de l'environnement et la jeunesse, qui maîtrisent très bien le contexte et les langues locales des zones d'interventions du projet telles que l'ONG locale RICO, ID Vert, GARKUA, APBE et FAD ont été impliquées dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, à travers les formations, la mobilisation communautaire et la sensibilisation dans les domaines de la cohésion sociale et le renforcement de la sécurité communautaire. Elles ont participé au choix des bénéficiaires des AGR, ont formés les AVECS et les ont accompagnés dans leurs installations et leurs activités.

Le projet a permis de suivre leurs stratégies et priorités, afin de renforcer leur ancrage dans les communes, et de participer à la mise en œuvre de leurs missions, notamment pour contribuer au développement socio-économique des femmes et des jeunes, et à la lutte contre le changement climatique, assurant une continuité de leurs missions. Le projet a choisi les organisations de la société civile engagées dans la prévention et la gestion des conflits, la lutte contre le chômage des femmes et jeunes, à la consolidation de la paix à Diffa et à la lutte contre le changement climatique. Ces OSC avaient le bon profil par rapport aux objectifs du projet.

III.1.5. PERTINENCE PAR RAPPORT A LA CONSTRUCTION ET LA REHABILITATION D'INFRASTRUCTURES SOCIALES DE BASE

Le projet est pertinent par rapport à la construction et la réhabilitation d'infrastructures sociales de base parce qu'il a œuvré à améliorer les conditions de vie des communautés retournées à

travers la construction et ou réhabilitation d'infrastructures essentielles. À Bosso, un bureau de l'état civil, une salle d'observation au Centre de Santé Intégré (CSI) ainsi que les clôtures de la radio communautaire et de l'espace civique des jeunes ont été réalisés. À Kablewa, la salle d'isolement du CSI a été réhabilitée, deux blocs de latrines construits et l'espace civique des jeunes clôturé. À Gueskerou, une mini-adduction d'eau a été réhabilitée au village de Kindjandi. En amélioration de l'accès aux services sociaux, le projet est pertinent car il a facilité l'accès à l'eau, aux documents d'état civil et aux soins de santé, sources de cohésion sociale intra et intercommunautaire et a contribué ainsi à la consolidation de la paix. Ces réalisations ont porté à 62 % la part de la population ayant accès aux services sociaux de base, pour une cible de 60 %, tandis que 71 % des femmes et des filles déclarent une perception améliorée de la protection sociale, pour une cible de 70 %. Les cinq infrastructures réalisées sont gérées par 12 comités de gestion mis en place et formés à cet effet. Sur le plan sanitaire, les trois CSI appuyés intègrent désormais des services de prise en charge des VBG et les activités de sensibilisation conduites dans les centres de santé et au niveau communautaire ont touché 2 709 personnes, dont 1 085 femmes ; 81 cas de VBG y ont été identifiés et pris en charge sur le plan psychosocial, dont 75 ont bénéficié d'une prise en charge médicale et d'un référencement. Sur le plan de la cohésion sociale, 92,1 % des 623 bénéficiaires enquêtés estiment que le projet l'a améliorée dans leur localité (45,8 % « tout à fait d'accord » et 46,3 % « plutôt d'accord »).

PERTINENCE PAR RAPPORT AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LES TROIS COMMUNES BENEFICIAIRES

La forte pression sur les ressources naturelles due à l'arrivée et l'installation des personnes déplacées a contribué à la dégradation du tissu social. Ces éléments ont contribué à créer un climat de compétition sans précédent pour l'accès et la sécurisation des ressources naturelles, en particulier à l'eau et au foncier, pour les femmes et les jeunes. Ceci avait ainsi concouru à développer une frustration des populations hôtes du fait de la dégradation de leurs ressources en eau et à l'accès au foncier, du manque de confiance réciproque entre les jeunes et les autorités, et une méfiance généralisée entre les communautés ainsi qu'entre les communautés hôtes et les déplacés retournés.

Cette situation avait accentué la vulnérabilité des femmes et des jeunes, car l'accès aux ressources naturelles, notamment à la terre, semblait être un domaine extrêmement discriminatoire pour les femmes. Eu égard à ce qui précède, nous confirmons que le projet est pertinent dans la mesure où, dans une perspective de réponses aux problèmes ci-haut évoqués, il a permis les activités de protection de l'environnement par voie des demi lunes réalisées à Bosso et Gueskerou et ont couvert 44 hectares de terres sur lesquels 8753 arbres d'*Acacia senegalensis* ont été plantés ; la prévention des incendies à Kablewa par la protection de 72 km linéaire par voie des bandes par feu ; la résolution des conflits liés aux ressources dont 5 conflits champêtres et 6 conflits agriculteurs-éleveurs. Ces actions, en plus de contribuer à la résilience écologique, ont été perçues par les communautés comme des signes concrets d'un retour progressif à la normalité et à la paix car, à son temps, la question de feu de brousse était source des conflits au niveau communautaire.

III.1.6. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE (VBG)

L'étude de référence du projet a souligné l'existence des VBG qui touchent environ 45% des femmes dans les trois communes. Les principales VGB ici sont : les enlèvements 19% ; l'échange de sexe contre des biens / nourriture / abri 17% ; le mariage précoce 13% ; le harcèlement sexuel / agression sexuelle 11% ; la mutilation des parties génitales des filles/femmes 4%.

Eu égard à ce qui précède, nous confirmons que le projet est pertinent dans la mesure où, dans une perspective de réponses aux problèmes ci-haut évoqués, les activités de sensibilisation sur les violences basées sur le genre (VBG) ont été conduites dans les centres de santé intégrés et au niveau communautaire touchant 2 709 personnes dont 1085 femmes avec une prise en charge effective des cas identifiés (01 viol, 24 agressions physiques, 03 mariages précoces, 40 déni de ressources, 13 violences psychologiques). Des ateliers de formation sur la protection de l'enfant, les VBG, le signalement de cas de VBG et les mécanismes de référencement aux profits des membres des CVPE ont été organisés au profit de 60 prestataires et membres des comités villageois de protection de l'enfant, soit 100 % de la cible fixée dans le cadre de résultats du projet, et les trois CSI appuyés intègrent désormais des services de prise en charge des VBG. [À préciser par l'UNFPA : nombre exact d'ateliers organisés et répartition des participants par commune et par sexe]. 1100 Kits de dignités ont été distribués aux adolescentes et femmes vulnérables des zones d'intervention du projet dans le but de réduire leurs expositions aux abus et exploitation. Tous les cas de VBG identifiés ont bénéficié de l'appui psychosocial et 75 ont bénéficiés de la prise en charge des frais médicaux, des frais de transport dans le cadre des référencement, des kits alimentaires et des kits de dignité. Ces actions ont renforcé la protection sociale des femmes et des jeunes filles et ont favorisé un environnement plus sûr pour leur développement.

En somme, le tableau ci-après présente une synthèse de l'analyse critique des principaux indicateurs de performance du projet sur la base des trois résultats attendus :

Tableau 4 : Synthèse sur la pertinence

Résultats du projet	Indicateurs analysés	Appréciation de la cohérence	Analyse SMART	Observations
Résultat 1 : La gouvernance locale des Communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa est renforcée par des mécanismes de dialogue inclusifs et de cohésion sociale	Nombre de dialogues communautaires organisés ; nombre de comités de paix fonctionnels ; niveau de participation des femmes et des jeunes aux mécanismes de dialogue	Les indicateurs sont cohérents avec les objectifs de gouvernance locale et de consolidation de la paix	Globalement SMART	Les indicateurs quantitatifs sont mesurables, mais certains changements qualitatifs liés à la confiance communautaire et à la cohésion sociale restent difficiles à mesurer avec précision
Résultat 2 : Les communautés, notamment les femmes et les jeunes, dans les zones de retour ont une meilleure résilience économique	Nombre de bénéficiaires des AGR ; taux de participation des femmes et des jeunes ; types d'activités économiques soutenues ; évolution des revenus des bénéficiaires	Les indicateurs sont pertinents et directement liés aux objectifs de résilience économique et d'autonomisation	SMART	Les données relatives aux AGR sont facilement vérifiables. Toutefois, le suivi à long terme des revenus et de la viabilité économique des AGR mériterait d'être renforcé

Résultat 3 : Les communautés retournées, en particulier les jeunes et les femmes, ont un accès renforcé aux services sociaux de base en vue d'un retour et stabilisation durable	Nombre d'infrastructures construites ou réhabilitées ; nombre de bénéficiaires des services sociaux de base ; niveau d'accès aux services communautaires	Les indicateurs sont cohérents avec les besoins identifiés dans les zones de retour	SMART	Les réalisations physiques sont facilement mesurables. Cependant, certains indicateurs liés à la qualité et à l'utilisation durable des services sociaux gagneraient à être davantage précisés
--	--	---	-------	--

Sources : Résultat de l'évaluation du projet, décembre 2025

Principal constat 01 : la démarche, les approches et les outils promus par le projet sont innovants et ont véritablement permis à de nombreuses femmes et jeunes d'accéder aux ressources naturelles (eau et terre), mais aussi et surtout de réaliser quelques AGR, ce qui a permis la réduction du chômage et surtout facilité la réintégration des personnes déplacées interne dans leurs communautés

Principal constat 02 : les principaux besoins exprimés par les bénéficiaires avant le début du projet étaient : la prévention et la gestion des conflits, la cohésion sociale et la promotion de la paix, l'appui en AGR, l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, etc. Au vu des activités effectivement réalisées, on peut affirmer sans risque de se tromper que le projet a, à travers son action, répondu significativement aux besoins exprimés par les bénéficiaires.

III.2. COHERENCE

L'évaluation de la cohérence a permis de mettre en exergue les approches, interventions et actions promues par le projet avec d'une part, les initiatives mises en œuvre au sein de l'OIM et par d'autres agences du système onusien dans le domaine de la consolidation de la paix et des ODD à Diffa (cohérence interne) et, d'autre part, les actions portées par l'Etat nigérien et d'autres partenaires techniques et financiers en matière de consolidation de la paix et cohésion sociale (cohérence externe).

III.2.1. INTERVENTION DES PARTIES PRENANTES ET ATTEINTE DES RÉSULTATS DU PROJET

La réussite du projet soumis à notre évaluation est liée à la robustesse du dispositif de coordination mis en place par l'OIM, ce qui a permis une forte implication des différentes parties prenantes. Dès les premières étapes de la conception du projet, une collaboration étroite a été engagée entre les agences des Nations Unies dans une logique de complémentarité et de synergie des interventions. Chaque mois, il se tenait par exemple une réunion de coordination OIM/UNFPA/PBF avec les ONG partenaires.

Par ailleurs, des missions de terrain pour évaluer les besoins des populations retournées, ont été menées par le consortium OIM/UNFPA de concert avec les organisations de la société civile partenaires (ONG RICO, ONG ID VERT, ONG Kouri, GARKUA, APBE et FAD).

En outre, il y a aussi eu la mise à contribution de la très précieuse expertise du Comité technique régional situé au gouvernorat qui assurait le lead de la stratégie régionale de retour. Aussi, plusieurs réunions d'harmonisations ont été organisées selon une approche participative avec certains services déconcentrés régionaux (Jeunesse et Sports, Environnement, Promotion de la Femme, Agriculture), les communautés bénéficiaires, les maires de Gueskerou, Kablewa et Bosso et les notabilités traditionnelles.

Ces interactions ont essentiellement pris la forme de réunions d'échange et de partage d'informations sur les activités mise en œuvre dans la région. Elles ont permis de renforcer l'ancrage institutionnel du projet et de favoriser une meilleure appropriation des interventions par les autorités locales. Par ailleurs, dans un contexte sécuritaire de plus en plus contraint, ces contributions ont été particulièrement déterminantes pour assurer une coordination efficace des actions sur le terrain. L'implication active des autorités à tous les niveaux a largement facilité la tâche tant aux partenaires de mise en œuvre qu'au consortium OIM – UNFPA, en permettant un suivi concerté et une meilleure réactivité face aux défis opérationnels

L'implication de l'Université de Diffa à travers son point focal du département de l'environnement a également été déterminante. Cette collaboration était beaucoup plus orientée vers le renforcement des capacités des acteurs locaux concernant leurs rôles et leurs responsabilités conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, voire la prévention et la gestion des conflits ; la protection des droits humains et la préservation de l'environnement.

Tout au long de la mise en œuvre du projet, plusieurs activités de suivi-évaluation ont été conduites

III.2.2. COHERENCE INTERNE

De manière générale, le cadre logique du projet a facilité la documentation des résultats par rapport aux objectifs définis à la conception. La formulation des indicateurs respecte les principes de la gestion axée sur les résultats (GAR).

L'équipe d'évaluation a une bonne appréciation de la logique d'intervention du projet présenté dans le document projet. Tous les éléments devant faire partie de la chaîne de résultats apparaissent dans le cadre logique. En effet, cette logique d'intervention présente clairement le passage des activités aux résultats puis aux changements immédiats escomptés.

L'analyse de la cohérence interne a permis de constater une parfaite interconnexion avec d'autres projets initiés par l'OIM, UNFPA sous financement PBF d'une part et avec les interventions d'autres institutions du système onusien et des partenaires tels que UNFPA, PNUD, UNHCR, et GFFO d'autre part.

Cohérence entre les actions de l'OIM, UNFPA et les priorités de PBF

Le projet Prévention des conflits et renforcement de la résilience dans les zones de retour des communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa à Diffa, est parfaitement en phase avec l'initiative de la promotion de la jeunesse (YPI), qui est l'intervention majeure de PBF. La réalisation de ce projet a permis d'étendre les activités culturelles, sportives et artistiques, la coexistence pacifique et la protection de l'environnement dans les communes de Chetimari, Kablewa,

Gueskerou et Diffa qui avaient préalablement bénéficié de l'intervention du programme de cohésion communautaire mis en œuvre par OIM à travers le projet "Jeunes, paix et sécurité" et aussi le renforcement des capacités économiques et sociales des jeunes des communes de Diffa.

Ce projet a substantiellement contribué à la coexistence pacifique et à la cohésion sociale, par le développement et le renforcement des relations interpersonnelles apaisées et harmonieuses entre jeunes et autorités communautaires, au sein des espaces civiques communautaires, créant ainsi des opportunités économiques pérennes et sensibles aux changements climatiques. Travailler avec les PDI, communautés hôtes, jeunes hommes et femmes marginalisées, sous la bienveillante attention des notabilités traditionnelles, a permis au projet de transcender les considérations générationnelles, sexuelles, ethniques voire de classes. Ces actions de construction de la paix dans un environnement social et culturel apaisé, visent à sinon éradiquer, du moins réduire substantiellement les injustices sociales et économiques, transformant ainsi les conditions structurelles qui génèrent des conflits et des tensions.

Cohérence avec les actions des autres partenaires et agences du système des Nations Unies

Le projet Appui au renforcement de la cohésion sociale dans les communes de Bosso, Toumour, Kablewa, Gueskerou, Chetimari dans la région de Diffa, mis en œuvre par le PNUD et l'UNHCR. Ce projet a facilité la construction des maisons de jeunes et de cultures dans les communes de Toumour et Bosso, dont le présent projet a permis de consolider les acquis en termes d'équipements, matériels, formation des jeunes femmes et hommes et réseautage

Programme de Cohésion Communautaire au Niger mis en œuvre par OIM 2020 – 2021

Le Programme de Cohésion Communautaire au Niger intervient dans 4 communes des 7 communes ciblées, dont les communes de Chetimari, Diffa, Kablewa et Gueskerou. Les interventions de ce projet ont permis d'étendre les activités culturelles, coexistence pacifique, sportive, artistique, et la protection de la dégradation de l'environnement dans les zones d'interventions. Par ailleurs, ce projet a également contribué de créer des synergies d'actions avec les comités de paix mis en place par le PCCN en renforçant les capacités et en améliorant la participation des jeunes femmes et hommes dans la consolidation de la paix

III.2.3. COHERENCE EXTERNE

Le projet est en phase avec plusieurs priorités nationales, notamment :

1) Le Plan de Développement Économique et Social (PDES) 2022-2026 - Sous-Programme 2.5 : Gestion efficace de la migration - Sous-Programme 2.6 : Renforcement de la gouvernance locale. De manière générale, le projet s'inscrit en cohérence avec le PDES dans la mesure où il a contribué à améliorer substantiellement la gouvernance locale dans les communes ciblées.

En ce qui concerne la gestion des migrants, un accent a été mis sur la réinsertion de ceux-ci dans leur terroir et la réhabilitation des infrastructures de base détruites lors des incursions répétées des organisations terroristes. S'agissant de la gouvernance locale, elle a été renforcée dans les trois communes ciblées par des mécanismes de dialogue inclusif et de cohésion sociale et une bonne réinsertion des déplacés et des migrants. En effet, grâce à ce projet, on a noté un réel rapprochement entre les autorités locales et les populations, ce qui traduit une gouvernance locale participative, inclusive et orientée vers la résolution pacifique des conflits. Il est ainsi de notoriété publique, qu'un climat de confiance et de dialogue a été restauré entre les autorités locales et les communautés retournées. Les élus et les responsables locaux sont plus attentifs

aux besoins des populations retournées, plus réceptifs aux dynamiques communautaires et surtout plus proactifs dans la prévention et la gestion des conflits locaux.

Au niveau institutionnel, le projet a également contribué à renforcer les capacités locales de prévention et de gestion des conflits, à travers l'appui aux structures de gouvernance locale et à l'amélioration de la concertation entre parties prenantes. Trois plans d'action communaux ont été élaborés/ actualisés sur la base d'un travail conjoint entre les Administrateurs Délégués, les services techniques communaux, les comités de paix/sécurité et les représentants communautaires. Ces plans prennent en compte les facteurs de risques locaux (exclusion, tensions foncières, précarité, conflits intercommunautaires) et proposent des réponses adaptées en matière de dialogue, inclusion, équité et accès aux services.

2) Le Plan Cadre de Coopération des Nations Unies (UNSCDF) 2023 – 2026 - Groupe d'effets « Gouvernance, Paix et Sécurité » - Produit 2.5 : Les institutions chargées de la sécurité transfrontalière et intérieure ainsi que les communautés ciblées ont les capacités renforcées pour prévenir et atténuer les menaces, favoriser la cohésion sociale, consolider la paix et la stabilisation communautaire. Ce projet a substantiellement contribué à la consolidation de la paix par la réduction des cas de conflits communautaires mineurs dans les communes ciblées. En effet, plusieurs conflits ont été gérés localement par des acteurs locaux qui travaillent en bonne intelligence avec les membres des communautés retournées. Grace à la médiation faite par des entités locales, on note une meilleure acceptation des populations retournées dans certaines zones suite à la mise en place de mécanismes communautaires d'inclusion économique et sociale, illustrée par l'augmentation du nombre de ménages intégrés dans les instances communautaires avec 23 actions de solidarité (appuis ponctuels) ont été observées au niveau communautaire et conduites par les membres des AVECs surtout lors des événements joyeux (baptême des enfants, mariages, naissances) et malheureux (décès, maladies,). Une implication accrue des femmes et des jeunes dans les processus décisionnels locaux, auparavant largement dominés par des structures masculines, avec 5,72% de femmes désormais représentées dans les comités opérationnels, contre 1% avant le projet, - le renforcement de la légitimité des autorités locales, grâce à leur participation active dans l'élaboration de plans d'action et leur rôle de coordination dans les activités du projet

3) La stratégie de sortie de crise de la région de Diffa (juillet 2021) dans ses deux phases : - Phase 1 : Retour et Réinstallation des populations déplacées à leurs lieux d'origine et de production. Optimisation du retour et de la réinstallation des populations déplacées dans leurs lieux de résidence et de production. - Phase 2 : Reconstruction post conflit/Relèvement et stabilisation. Actions en vue : a) d'aider les populations à retrouver la capacité de s'auto-suffire et renforcer la résilience économique, et b) d'aider à renforcer la résilience des communautés en visant la jeunesse et les femmes à travers le financement des AGR et des Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO).

Sur le plan économique, le projet a impulsé une dynamique locale de redressement économique, reposant sur la valorisation des capacités endogènes et des ressources disponibles dans les communautés de retour. L'approche du projet a non seulement consisté à favoriser des initiatives génératrices de revenus adaptées aux contextes locaux, aux opportunités existantes mais aussi aux aspirations des bénéficiaires, en particulier les femmes et les jeunes. A travers les AVEC, le projet a soutenu l'organisation communautaire autour de la solidarité financière, de l'épargne collective, de l'autonomisation économique et de l'investissement dans les microprojets productifs. Cette méthode a permis non seulement d'améliorer les revenus des 1986 bénéficiaires (1331 femmes et 655 hommes) regroupés en 127 AVECs mais aussi de créer

une dynamique économique locale durable et inclusive entre eux, laquelle repose sur la confiance.

Les femmes, souvent premières victimes de la pauvreté et de l'insécurité, ont vu dans ces activités une opportunité de renforcer tant soit peu leur statut social et de contribuer activement au bien-être de leur foyer et de leur communauté.

Les jeunes, de leur côté, ont trouvé à travers ces activités une alternative concrète au désœuvrement, souvent source de vulnérabilité à l'enrôlement dans des groupes armés ou de participation à des activités illicites. En les engageant dans des projets productifs et responsables, le projet a rétabli un lien de confiance entre les jeunes et leurs communautés, tout en stimulant leur esprit d'initiative et leur sentiment d'utilité sociale. Notons cependant que dans presque toutes les AVECs, les activités de petit commerce sont prioritairement tenues par les jeunes femmes et hommes, chose qui les stabilise moralement, socialement et financièrement.

À l'échelle communautaire, ces dynamiques économiques ont permis de réduire les tensions liées à la compétition pour les ressources, de renforcer la solidarité intra-communautaire et de créer des espaces d'interdépendance économique entre groupes autrefois divisés. La circulation des biens, la valorisation des productions locales et l'animation de marchés communautaires ont non seulement soutenu la reprise économique, mais ont aussi favorisé la reconstruction de relations sociales pacifiques. Actuellement, on note 22 points de vente des produits des AVECs repartis dans les trois communes de retour (8 à Gueskerou, 9 à Kablewa et 5 à Bosso) repartis sur les marchés locaux et utilisant des prix accessibles à tous.

4) La stratégie nationale de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans ses axes stratégiques 1 (Atténuation des facteurs propices à la radicalisation et à l'extrémisme violent) et 3 (Développement de la résilience des populations face à la radicalisation et à l'extrémisme violent).

En privilégiant l'approche participative et inclusive pour la paix, ce projet a établi un espace de dialogue entre les communautés et les dépositaires de l'autorité de l'Etat. En facilitant le dialogue entre les communautés, le projet a œuvré à la réduction substantielle des acteurs incitatifs à la radicalisation et à l'extrémisme violent, l'atténuation de l'attractivité de l'offre des groupes extrémistes violents auprès des populations à risque ou vulnérables ; le renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques en matière de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent.

Les jeunes, de leur côté, ont trouvé à travers les ARG une alternative concrète au désœuvrement, souvent source de vulnérabilité à l'enrôlement dans des groupes armés ou de participation à des activités illicites. En les engageant dans des projets productifs et responsables, le projet a rétabli un lien de confiance entre les jeunes et leurs communautés, tout en stimulant leur esprit d'initiative et leur sentiment d'utilité sociale.

5) La vision à l'horizon 2035 d'un Niger « uni, démocratique et moderne, paisible, prospère et fier de ses valeurs culturelles, sous-tendu par un développement durable, éthique, équitable et équilibré dans une Afrique unie et solidaire », définie par la Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI). Le projet s'est appuyé sur la disponibilité des Forces de Défense et de Sécurité pour assurer le retour en toute sécurité des déplacés et favoriser le retour durable de ceux-ci permis.

6) Stratégie nationale de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre (VBG) au Niger (2017-2021) notamment les axes : AXE 1 : Communication/Prévention des Violences

Basées sur le Genre (Le renforcement des mécanismes de prévention des VBG (sensibilisation, campagnes éducatives, débats, microprogrammes radiophoniques et télévisuels...) à tous les niveaux y compris le niveau communautaire) ; Axe 3 : Prise en charge des survivants/ Renforcement des capacités (Faciliter l'accès aux services compétents, Garantir la protection des survivants ; Développer des Activités Génératrices de Revenu (AGR) en faveur des victimes).

Le projet a accordé une attention particulière à l'intégration de l'approche genre dans toutes ses phases depuis les diagnostics initiaux jusqu'à la mise en œuvre des activités et le suivi des résultats. Cette orientation s'est traduite par une participation active, visible et valorisée des femmes dans les mécanismes de gouvernance, les activités économiques, les actions de sensibilisation communautaire ainsi que dans les dispositifs de protection sociale.

Sur le plan économique, les initiatives de promotion socio-économique en faveur des hommes et des femmes ont eu des effets transformateurs et ont permis aux femmes d'acquérir une autonomie économique accrue, de renforcer leur pouvoir décisionnel dans leurs foyers et dans les espaces communautaires et de réduire leur dépendance vis-à-vis des réseaux de solidarité traditionnels parfois restrictifs. L'augmentation des revenus féminins a également eu un impact positif sur la nutrition des enfants, l'accès à l'éducation, et les soins de santé des ménages.

Par ailleurs, l'approche genre du projet s'est également illustrée dans la protection sociale. 2 709 personnes ont été sensibilisées sur les violences basées sur le genre (VBG), à travers des sessions organisées dans les centres de santé intégrés et dans les communautés. Des cas de violences ont été identifiés, documentés et pris en charge de manière professionnelle par des sage-femmes et des gestionnaires de cas, assurant un appui psychosocial et médical adéquat. Ces interventions ont permis de lever partiellement le tabou autour des violences faites aux femmes et d'améliorer les mécanismes communautaires de prévention et de réponse.

Concernant les VBG, des sessions de sensibilisation ont été menées par les acteurs au niveau des CSI et dans la communauté qui ont permis de toucher 1309 personnes. Durant la période 22 cas de violence basée sur le genre ont été enregistrés, documentés, pris en charge par les Sage-femmes et gestionnaires des cas. Ces cas sont repartis comme suit : 2 cas de viol, 4 cas d'agression physique, 14 cas de mariage précoce, 1 cas de déni de ressource et 1 cas de violence psychologique. Ces actions s'inscrivent dans la dynamique de renforcement de la protection des groupes vulnérables, notamment les femmes et les filles.

7) Axe prioritaire de l'éligibilité du Fonds de Consolidation de la Paix du Niger précisément l'alignement sur les priorités 1. Prévention et gestion des conflits locaux pour l'accès aux ressources naturelles dont la région de Diffa a été ciblée. Axe prioritaire du cadre des résultats stratégiques du PBF (CRS 2021-2025) : 1. Prévention et gestion des conflits locaux pour l'accès aux ressources naturelles.

Dans un contexte marqué par des tensions liées aux déplacements, au retour des populations, à la précarité économique et à la compétition pour l'accès aux ressources, le projet a contribué à réduire les risques de conflits et à renforcer les dynamiques locales de paix, de dialogue et de cohésion sociale. Le projet a ainsi permis des changements de comportement et d'attitude au sein des communautés et au renforcement des institutions locales et des mécanismes de gouvernance inclusive. C'est ainsi que des espaces de dialogue intergénérationnel et intercommunautaire sur les causes profondes de conflits locaux ont été ouverts, notamment l'accès aux ressources, l'exclusion, la marginalisation des jeunes, etc.

Sur la consolidation de la paix, les capacités des autorités locales, élus locaux et membres des comités de paix ont été considérablement renforcées à travers des formations, des appuis techniques et un accompagnement de proximité. 211 personnes dont 159 membres (13 femmes et 38 hommes) des 3 comités de paix et 52 autorités communales parmi lesquelles on compte 11 femmes ont bénéficié de cet accompagnement. Ces formations ont porté notamment sur la culture de la paix, la prévention et la gestion des conflits, les droits humains ainsi que les rôles et responsabilités des autorités locales selon le Code général des collectivités territoriales. Les bénéficiaires œuvrent à améliorer leurs relations sociales et participent activement aux dynamiques de paix dans leurs localités

8) Objectifs de Développement Durable (ODD) 3. Bonne santé et bien-être : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous et à tout âge, **l'ODD5**. L'égalité des sexes n'est pas seulement un droit fondamental de la personne, mais aussi un fondement nécessaire pour l'instauration d'un monde pacifique, prospère et durable, **l'ODD 8**. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. Ce huitième objectif reconnaît l'importance d'une croissance économique soutenue, partagée et durable afin d'offrir à chacun un emploi décent et de qualité, **l'ODD 10**. Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein et **l'ODD 16**. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.

Le projet a contribué à la mise en œuvre ou au renforcement des mesures de riposte face au changement climatique à travers plusieurs activités de protection de l'environnement telles que le reboisement et la prévention des incendies, la restauration des écosystèmes locaux et la réduction des risques naturels. Ces actions, en plus de contribuer à la résilience écologique. En outre, des demi-lunes ont été réalisées à Bosso et Gueskerou et ont couvert **44 hectares de terres** sur lesquels **8753 arbres d'*Acacia senegalensis*** ont été plantés. A Kablewa en revanche, 72 km linéaire ont été protégés par voie des bandes par feu. Ces activités ont non seulement restauré l'environnement mais aussi réduit les sources potentielles de conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles, renforçant la résilience écologique et sociale des communautés de retour.

9) Plan d'Action Territorial (PAT) de Diffa : les axes d'intervention : 1.1 Gouvernance ; 1.3 Développement and humanitaire. Le projet a permis aux jeunes et aux femmes retournées d'avoir un accès renforcé aux services sociaux de base : construction du bureau de l'état civil, construction des clôtures de la radio communautaire et de l'espace civique des jeunes, construction de la salle d'observation, réhabilitation de la salle d'isolation, construction de deux blocs de latrines, clôture de l'espace civique des jeunes, et réhabilitation de la mini-adduction de Kindjandi. Ces infrastructures ont permis de mettre à la disposition des bénéficiaires des espaces appropriés facilitant la cohésion sociale, la stabilité sociale, bref l'amélioration de la qualité des personnes de retour

Le tableau ci-après présente une synthèse de l'appréciation de la cohérence interne et externe du projet, sur le modèle de la synthèse établie pour la pertinence.

Tableau 5 : Synthèse sur la cohérence

Dimension de la cohérence	Cadres et interventions de référence	Éléments d'alignement observés	Appréciation
Cohérence interne — consortium OIM–UNFPA	Programmes de stabilisation communautaire et de solutions durables de l'OIM ; programmes de protection, de santé de la reproduction et de lutte contre les VBG de l'UNFPA	Complémentarité fonctionnelle des deux agences sur les mêmes zones et les mêmes groupes cibles ; réunions mensuelles de coordination OIM/UNFPA/PBF avec les ONG partenaires ; répartition budgétaire cohérente avec les mandats respectifs (53,7 % / 46,3 %)	Très satisfaisant
Cohérence interne — système des Nations Unies	Plan-cadre de coopération des Nations Unies ; interventions du PNUD, de l'UNHCR, de l'OHCHR et de SFCG à Diffa	Synergie recherchée dès la conception du projet ; absence de duplication constatée dans les zones de retour ; articulation avec les comités de paix mis en place par le PCCN	Satisfaisant
Cohérence externe — cadres stratégiques nationaux	PDES 2022-2026 ; PRR ; Plan stratégique de la HACP ; SNPREV ; Stratégie nationale de prévention et de réponse aux VBG ; Vision Niger 2035	Alignement des trois résultats du projet sur les priorités nationales de stabilisation, de cohésion sociale et de réintégration des personnes déplacées internes	Très satisfaisant
Cohérence externe — cadres régionaux et locaux	Plan d'Action Territorial (PAT) de Diffa ; Plan Régional de Développement et de Sécurité ; Plans de Développement Communaux	Contribution directe aux axes « Gouvernance » et « Développement et humanitaire » du PAT ; élaboration ou actualisation de trois plans d'action communaux intégrant les facteurs de risque locaux	Très satisfaisant
Cohérence externe — cadres internationaux et priorités du PBF	ODD 3, 5, 8, 10 et 16 ; axe prioritaire d'éligibilité du PBF Niger ; agendas « Femmes, Paix et Sécurité » et « Jeunes, Paix et Sécurité »	Ciblage prioritaire des femmes et des jeunes ; approche sensible aux conflits ; contribution mesurable aux dimensions de gouvernance inclusive et de prévention de l'extrémisme violent	Très satisfaisant
Cohérence avec les autres partenaires techniques et financiers	AFD, GIZ, GFFO, SFCG et autres partenaires intervenant dans la région de Diffa	Complémentarité des financements et des zones d'intervention ; mobilisation de financements additionnels par l'ONG GARKUA sur la base des résultats du projet	Satisfaisant

Sources : Résultat de l'évaluation du projet, décembre 2025 Conclusion sur l'appréciation de la cohérence.

De ce qui précède, il apparaît clairement que la cohérence du projet est satisfaisante. En effet le projet est cohérent avec les cadres stratégiques internationaux, régionaux et locaux de développement. En s'alignant sur les ODD3, 5, 8, 10 et 16 ; le Plan cadre de concertation des Nations Unies, la Stratégie Nationale de Prévention de la Radicalisation et de l'Extrémisme Violent ; le Plan de Développement Economique et Social 2022-2026, le Plan d'Action Territorial de Diffa ; l'Axe prioritaire de l'éligibilité du Fonds de Consolidation de la Paix du Niger ; la Stratégie nationale de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre (VBG) au Niger (2017-2021) ; La vision à l'horizon 2035 d'un Niger « uni, démocratique et moderne, paisible, prospère et fier de ses valeurs culturelles, sous-tendu par un développement durable, éthique, équitable et équilibré dans une Afrique unie et solidaire » ; la Stratégie de sortie de crise de la région de Diffa et le Plan Cadre de Coopération des Nations Unies

Principal constat 03 : l'atteinte des résultats du projet a été facilitée par le bon dispositif de coordination mis en place par l'OIM, lequel a permis une forte implication des différentes parties prenantes à toutes les étapes du projet, de sa conception à sa réalisation, voire son évaluation

Principal constat 04 : Ce projet s'est attelé à promouvoir des actions visant à renforcer la résilience économique, la cohésion sociale, la protection de l'environnement, la lutte contre l'extrémisme violent la gouvernance communautaire qui sont les socles sur lesquels repose la consolidation de la paix dans les communes de Bosso, Geskerou et Kablewa.

Le projet est parfaitement aligné avec les politiques nationales, locales et les initiatives de certains partenaires techniques et financiers. En effet, le projet reposait sur une approche communautaire intégrée de consolidation de la paix. Dans un contexte mondial, régional et national de persistance du terrorisme, le projet a contribué à travers les différentes activités menées, à mettre sur pied des mécanismes ad hoc de cohésion sociale, de relèvement économique, d'amélioration de la gouvernance locale, qui sont les socles sur lesquels se consolide la paix

III.3. ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ

Cette section analyse l'efficacité du projet, entendue comme le degré d'atteinte des objectifs et résultats prévus, ainsi que la capacité des interventions à produire des changements positifs concrets au bénéfice des populations ciblées dans les communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa.

Le projet « *Prévention des conflits et renforcement de la résilience dans les zones de retour des communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa* » a globalement atteint ses objectifs spécifiques et résultats attendus. Les données issues de l'étude de référence, des rapports intermédiaires et du rapport annuel actualisé montrent que les interventions ont produit des résultats concrets, mesurables et alignés sur le cadre logique initial, tant au niveau de la consolidation de la paix que du renforcement de la résilience socio-économique des communautés de retour.

Le tableau ci-après présente une analyse consolidée de l'efficacité du projet, en comparant les résultats planifiés dans le document de projet, les réalisations effectives rapportées par les partenaires de mise en œuvre (OIM, UNFPA, ONG RICO et ONG ID-VERT, GARKUA, APBE et FAD), ainsi que les perceptions exprimées par les bénéficiaires à travers le sondage. Cette approche triangulée permet d'apprécier l'atteinte réelle des résultats tant du point de vue quantitatif que qualitatif.

Tableau 6: Exécution et efficacité des résultats du projet

Résultats / Produits	Indicateurs clés	Cibles dans le document de projet (Prévision)	Réalisations	Taux d'exécution	Niveau d'efficacité
Résultat 1 : La gouvernance locale des Communes de Bosso, Gueskerou	Proportion de la population qui estime que le processus décisionnel est inclusif et adapté,	70%	72%	100%	Élevé

Résultats / Produits	Indicateurs clés	Cibles dans le document de projet (Prévision)	Réalisations	Taux d'exécution	Niveau d'efficacité
et Kablewa est renforcée par des mécanismes de dialogue inclusifs	(ventilée par sexe, âge)				
	Niveau de confiance des communautés appuyées dans la légitimité de l'Etat dans les communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa. (Ventilée par sexe, âge)	70%	71%	100%	Élevé
Produit 1.1 : Les capacités des autorités locales sont renforcées pour un meilleur retour des communautés et une réponse adéquate aux conflits existants.	Nombre des structures décentralisées et / ou déconcentrées renforcées pour une meilleure gouvernance locale (Critères : redevabilité, inclusivité, participation, prise en compte du genre)	3 structures par commune (9 structures)	9 structures	100%	Élevé
	Nombre des communes respectant les principes de la bonne gouvernance locale, du budget participatif (PDC à jour, Budget approuvé par la tutelle dans les délais, PIA 4 sessions ordinaires, existence des commissions spécialisées, mobilisation des ressources internes, prise en compte des thématiques transversales).	3 (participation d'au moins 30% de femme par échange)	3	100%	Élevé
Produit 1.2 : Les mécanismes de dialogue locaux inclusifs existants sont renforcés en	Nombre de comités de médiation et de prévention des conflits mise en place/redynamisé	3 (participation ± 40% de femme et 40% de jeunes par comité)	3	100%	Élevé

Résultats / Produits	Indicateurs clés	Cibles dans le document de projet (Prévision)	Réalisations	Taux d'exécution	Niveau d'efficacité
matière de médiation et de prévention des conflits autour du retour des communautés	dans les trois communes ciblées				
	Nombre de communes cibles qui organisent des sessions de redevabilité citoyenne	3 (participation ± 40% de femme et 40 % e jeunes par échange)	3	100%	Élevé
Résultat 2 : Les communautés, notamment les femmes et les jeunes, dans les zones de retour ont une meilleure résilience économique	Nombres de bénéficiaires qui lancent les initiatives économiques (ventilées par âge, sexe, lieu)	90% (dont 35% de femmes et de jeunes)	90% (33% femmes/jeunes)	100%	Satisfaisant
	Pourcentage des jeunes et des femmes dont les capacités économiques sont renforcées durablement (critères : 1. Capacité et compétences nécessaires ; 2. Accès aux ressources ; 3. Rendements améliorés pour les coopératives appuyées)	35%	35%	100%	Élevé
Produit 2.1 : La résilience des communautés des zones de retour est renforcée à travers des capitalisations des opportunités vocationnelles et des initiatives d'AGR.	Nombre de personnes formées ayant démarré une activité	± 75% (dont 35% des femmes et de jeunes)	75%	100%	Satisfaisant
	Nombre d'initiatives communautaires mises en place	15 initiatives (dont 35% des femmes)	15 initiatives	100%	Satisfaisant
Produit 2.2 : Les capacités des communautés des zones de retour pour une gestion durable et	Nombre de membres des communautés disposant de capacités renforcées en gestion durable et pacifique des	40% (dont 35% des femmes et des jeunes)	38%	95%	Satisfaisant

Résultats / Produits	Indicateurs clés	Cibles dans le document de projet (Prévision)	Réalisations	Taux d'exécution	Niveau d'efficacité
pacifique des ressources naturelles et économique sont renforcées	ressources naturelles et économiques				
	Nombre de foire échange d'opportunités sociaux-économique intercommunautaire	3	3	100%	Élevé
Résultat 3 : Les communautés retournées, en particulier les jeunes et les femmes, ont un accès renforcé aux services sociaux de base	Pourcentage de la population ayant accès aux services de base (par exemple, santé, éducation et WaSH) (ventilé par âge, sexe, lieu)	60%	62%	100%	Élevé
	Pourcentage de femmes et filles ayant une perception de protection sociale améliorée grâce aux infrastructures et service de protection social disponible	70%	71%	100%	Élevé
Produit 3.1 : Des Systèmes infrastructurels sociaux durables et soutenables avec l'accompagnement des communautés réduisant les tensions liées au vivre ensemble sont construits et gérés.	Nombre d'infrastructures sociales construit/ réhabilitées	5	5	100%	Élevé
	Nombre de comités de gestion mis en place pour assurer la gestion des infrastructures sociales	12	12	100%	Élevé
Produit 3.2 : Les communautés des zones retournées reçoivent un accompagnement sur les VBG dans les zones de retour	Nombre de CSI intégrant les services de VBG offrant des services de qualité	3	3	100%	Élevé
	Nombre de personnes formées sur les VBG, ayant acquis de compétences sur la gestion de cas,	60	60	100%	Élevé

Résultats / Produits	Indicateurs clés	Cibles dans le document de projet (Prévision)	Réalisations	Taux d'exécution	Niveau d'efficacité
	soutien counseling, gestion de cas des enfants survivants de VBG, Remplissage des outils, Appui psychosocial				
	Nombres femmes et filles en âges de procréer ayant bénéficié d'un kit de dignité	600	600	100%	Élevé

Sources: *Peacebuilding Fund Progress Report, November 2025 ; Rapport financier OIM-UNFPA, November 2025*

NB :

- ✓ **Tous les taux d'exécution supérieurs à 100% ont été ramenés à 100% dans le tableau.**
- ✓ **Le tableau ci-dessus montre que les résultats ont été atteints en moyenne à 99,74%, montrant ainsi que les solutions ont été apportées aux problèmes identifiés.**
- ✓ **Tous les résultats supérieurs à 100% sont ramenés à 100%**

Le projet a globalement atteint ses objectifs avec un niveau d'efficacité élevé. Les interventions en gouvernance locale ont renforcé la participation et la confiance des communautés, tandis que les initiatives économiques ont amélioré la résilience des femmes et des jeunes, avec quelques indicateurs encore en phase de déploiement. L'accès aux services sociaux et la lutte contre les VBG ont été pleinement opérationnels, générant un impact social significatif. Dans l'ensemble, le projet a démontré une bonne planification, une allocation pertinente des ressources et des résultats tangibles pour les communautés bénéficiaires.

III.3.1. APPRECIATION DES BENEFICIAIRES SUR L'ATTEINTE DES OBJECTIFS

Les données ci-dessous présentent l'appréciation générale des bénéficiaires quant à l'atteinte des objectifs du projet dans leurs localités respectives.

Tableau 7: Appréciation globale de l'atteinte des objectifs du projet

Appréciation	Bosso	% Bosso	Gueskerou	% Gueskerou	Kablewa	% Kablewa	Total	% Total
Oui (objectifs atteints)	131	64%	112	38%	116	95%	359	58%
Partiellement	69	34%	182	61%	6	5%	257	41%
Non	4	2%	4	1%	0	0%	8	1%
Total	204	100%	298	100%	122	100%	624	100%

Sources : *Résultat de de l'évaluation du projet, Décembre 2025*

Selon le tableau ci-dessus, 57,5 % des bénéficiaires directs du projet estiment que le projet a pleinement atteint ses objectifs. Une proportion significative (41,2 %) considère que les objectifs ont été partiellement atteints, traduisant une efficacité réelle mais inégale selon les contextes locaux. La part très faible de bénéficiaires (1,3 %) jugeant les objectifs non atteints et confirme que le projet a globalement répondu aux attentes des communautés ciblées.

Afin de mieux comprendre les perceptions exprimées, les bénéficiaires ont été invités à expliquer les raisons pour lesquelles ils estiment que les objectifs ont été atteints, partiellement atteints ou non atteints.

Tableau 8: Raisons avancées par les bénéficiaires concernant l'atteinte des objectifs

Raisons évoquées	Bosso	% Bosso	Gueskerou	% Gueskerou	Kablewa	% Kablewa	Total	% Total
Objectifs atteints / très satisfaisants	78	41%	112	43%	61	50%	251	44%
Amélioration de la cohésion sociale et de la paix	41	22%	76	29%	33	27%	150	26%
Amélioration des moyens de subsistance (AGR, revenus)	32	17%	29	11%	15	12%	76	13%
Objectifs partiellement atteints	14	7%	18	7%	7	6%	39	7%
Objectifs non atteints	9	5%	12	5%	4	3%	25	4%
Exclusion / ciblage incomplet	11	6%	10	4%	2	2%	23	4%
Besoins persistants et défis restants	4	2%	6	2%	0	0%	10	2%
Total	189	100%	263	100%	122	100%	574	100%

Source : Résultat de de l'évaluation du projet, Décembre 2025

Les raisons évoquées confirment que l'efficacité du projet repose principalement sur la réalisation effective des activités, la réduction des tensions communautaires et le renforcement des moyens de subsistance. Les perceptions plus mitigées sont essentiellement liées à des contraintes externes (insécurité, ampleur des besoins, ciblage partiel), plutôt qu'à des faiblesses intrinsèques dans la conception ou l'exécution du projet.

III.3.2. OBSERVATION D'EFFETS POSITIFS INATTENDUS

Au-delà des résultats planifiés dans le document de projet, l'évaluation a cherché à identifier l'existence d'effets positifs non anticipés par le projet.

Tableau 9: Existence d'effets positifs inattendus selon les bénéficiaires

Réponse	Bosso	% Bosso	Gueskerou	% Gueskerou	Kablewa	% Kablewa	Total	% Total
Oui	89	44%	98	33%	67	55%	254	41%
Non	114	56%	199	67%	55	45%	368	59%
Total	203	100%	297	100%	122	100%	622	100%

Source : Résultat de de l'évaluation du projet, Décembre 2025

Près de 41 % des bénéficiaires déclarent avoir observé des effets positifs inattendus. Ce résultat traduit une efficacité étendue du projet, indiquant que les interventions ont généré des impacts dépassant les résultats strictement attendus.

Le tableau ci-après présente les types d'effets positifs inattendus identifiés par les bénéficiaires dans les zones d'intervention.

Tableau 10: Types d'effets positifs inattendus observés

Effets positifs inattendus	Bosso	% Bosso	Gueskerou	% Gueskerou	Kablewa	% Kablewa	Total	% Total
Renforcement de la cohésion sociale / paix	7	10%	34	31%	29	40%	70	27%
Stabilité / augmentation des revenus	19	26%	8	7%	2	3%	29	11%
Développement du commerce / entrepreneuriat	16	22%	11	10%	1	1%	28	11%
Infrastructures communautaires	2	3%	21	19%	6	8%	29	11%
Sécurité alimentaire / nutrition	4	6%	3	3%	7	10%	14	5%
Élevage et production animale	6	8%	4	4%	11	15%	21	8%
Gestion familiale / ménage	7	10%	6	5%	5	7%	18	7%
Amélioration générale des conditions de vie	5	7%	9	8%	4	5%	18	7%
Vie communautaire et associative renforcée	3	4%	5	5%	3	4%	11	4%
Changement de mentalité / comportements	2	3%	5	5%	2	3%	9	4%
Autres effets positifs	1	1%	4	4%	3	4%	8	3%
Total	72	100%	110	100%	73	100%	255	100%

Sources : Résultat de de l'évaluation du projet, Décembre 2025

Les effets inattendus recensés montrent que le projet a favorisé des dynamiques positives durables, notamment le renforcement du vivre-ensemble, le développement économique local et l'amélioration des capacités communautaires. Ces résultats renforcent l'appréciation d'une efficacité non seulement atteinte, mais élargie.

III.3.3. APPRECIATION DE L'ATTEINTE DES RESULTATS

Cette section examine l'efficacité du projet en termes d'atteinte des résultats prévus, en considérant à la fois la mise en œuvre des activités et la perception des bénéficiaires.

III.3.3.1. Atteinte des résultats au regard de la mise en œuvre du projet

L'analyse de l'atteinte des résultats par rapport à la mise en œuvre se base non seulement sur le niveau de réalisation des activités prévues et l'atteinte des cibles opérationnelles, mais également sur l'efficacité des mécanismes de coordination, de gouvernance et de suivi-évaluation mis en place pour assurer une exécution efficiente du projet.

a) Réalisation des activités prévues

Le projet a mis en œuvre l'ensemble des principales activités prévues, incluant le soutien aux AGR, les sensibilisations communautaires, l'organisation de dialogues inclusifs impliquant autorités, jeunes et femmes, les actions de prévention des conflits et des violences basées sur le genre, le renforcement des capacités communautaires et la mise en place de comités communaux de paix et de sécurité. La gestion documentée de plus de 24 conflits communautaires, notamment liés à l'agriculture et au foncier, témoigne de l'efficacité concrète des interventions. Ces actions ont contribué à réduire les tensions intercommunautaires, améliorer les mécanismes locaux de médiation et favoriser la participation des femmes et des jeunes dans les espaces de dialogue.

b) Niveau d'atteinte des cibles opérationnelles

Les indicateurs clés, tels que le nombre de bénéficiaires appuyés dans les AGR, la participation des femmes et des jeunes, et la création d'initiatives communautaires, ont été atteints ou dépassés. Parmi les réalisations significatives figurent la mise en place de 127 AVEC, l'appui direct à 1 986 bénéficiaires dont 1 331 femmes, ainsi que la formation des participants à la vie associative, la gestion financière, aux techniques GERME et aux AGR adaptées au contexte local. Le projet a intégré de manière conséquente les aspects de genre et de jeunesse, avec 33,59 % du budget dédié à l'égalité de genre, l'implication active des femmes et l'autonomisation progressive de ces dernières, ainsi que la responsabilisation des jeunes dans le développement local. Les changements observés incluent l'augmentation des revenus des ménages, la diversification des sources de revenus, la réduction du désœuvrement des jeunes et le renforcement de la solidarité communautaire.

Dans l'ensemble, la mise en œuvre a suivi une approche intégrée, combinant interventions économiques, sociales et institutionnelles, conformément à la logique de changement du projet. Certaines activités ont été partiellement réalisées en raison de contraintes contextuelles telles que l'insécurité et l'ampleur des besoins dans les zones ciblées.

c) Efficacité du dispositif de coordination et de gouvernance du projet

L'atteinte des résultats observés est également liée à l'efficacité du dispositif de coordination et de gouvernance mis en place par le consortium OIM-UNFPA. Le projet a bénéficié d'une coordination régulière entre les agences des Nations Unies, les autorités administratives et coutumières, les services techniques déconcentrés, les ONG partenaires de mise en œuvre ainsi que les structures communautaires locales.

Les mécanismes de concertation établis ont permis d'assurer une planification conjointe des activités, une meilleure complémentarité des interventions et une résolution rapide des difficultés opérationnelles rencontrées sur le terrain. Les réunions périodiques de coordination et les missions conjointes de supervision ont favorisé un suivi rapproché de l'avancement des activités et une adaptation continue des interventions aux réalités du contexte sécuritaire et institutionnel.

Les partenaires de mise en œuvre ont globalement apprécié la qualité de l'accompagnement technique assuré par les agences d'exécution ainsi que la fluidité des échanges entre les différentes parties prenantes. Cette approche participative a renforcé l'appropriation locale du projet et facilité l'adhésion des communautés aux interventions proposées.

d) Efficacité du dispositif de suivi-évaluation

Le dispositif de suivi-évaluation a constitué un élément important de la performance du projet. Il a permis de suivre régulièrement l'état d'avancement des activités, de mesurer les progrès

réalisés par rapport aux indicateurs du cadre de résultats et d'identifier rapidement les ajustements nécessaires.

Les données de suivi ont été collectées à travers plusieurs outils complémentaires, notamment les rapports périodiques des partenaires de mise en œuvre, les missions de terrain, les visites de supervision, les réunions de revue des performances et les mécanismes de remontée d'informations communautaires. Cette approche a facilité la production régulière de données permettant d'alimenter le pilotage du projet et la prise de décision.

Par ailleurs, le système de suivi-évaluation a permis de documenter les principaux résultats atteints, les bonnes pratiques, les leçons apprises ainsi que certains effets inattendus du projet, notamment en matière de cohésion sociale, d'autonomisation économique des femmes et de mobilisation de financements complémentaires par certains partenaires locaux.

e) Appréciation globale de la mise en œuvre

Dans l'ensemble, la mise en œuvre du projet a suivi une approche intégrée combinant interventions économiques, sociales, institutionnelles et environnementales, conformément à la théorie du changement et aux objectifs poursuivis. Malgré certaines contraintes liées à l'insécurité persistante, aux difficultés d'accès à certaines localités et à l'ampleur des besoins des populations retournées, le projet a démontré une forte capacité d'adaptation et a atteint un niveau élevé de réalisation de ses activités et de ses résultats.

La qualité du dispositif de coordination, de gouvernance et de suivi-évaluation a constitué un facteur déterminant dans l'atteinte des performances observées et dans la capacité du projet à maintenir sa pertinence et son efficacité tout au long de sa mise en œuvre.

III.3.3.2. Atteinte des résultats perçue par les bénéficiaires

Cette partie explore la perception des bénéficiaires concernant l'atteinte des objectifs et les changements observés.

a) Appréciation globale de l'atteinte des objectifs

Les résultats de l'enquête montrent que 57,5 % des bénéficiaires estiment que les objectifs ont été atteints, 41,2 % les jugent partiellement atteints, et seulement 1 % considèrent qu'ils n'ont pas été atteints. Cette perception confirme que le projet a produit les résultats attendus, même si certains bénéficiaires souhaiteraient un impact plus large.

b) Changements observés par les bénéficiaires

Les bénéficiaires rapportent des améliorations significatives de la cohésion sociale, une réduction des conflits, une augmentation ou stabilisation des revenus issus des AGR, une diminution des violences, y compris des VBG, et un renforcement de la confiance en soi et de la participation communautaire, en particulier chez les femmes et les jeunes. Ces changements sont directement alignés avec les résultats visés par le projet.

III.3.3.3. Comparaison entre résultats attendus, réalisés et perçus

Cette section analyse la cohérence entre la planification initiale, la mise en œuvre et la perception des bénéficiaires.

a) Cohérence entre planification et réalisation

L'examen du document de projet et de la mise en œuvre révèle une forte cohérence. Les activités réalisées ciblent efficacement les leviers identifiés dans la théorie du changement, en articulant résilience économique et cohésion sociale.

b) Alignement entre résultats réalisés et résultats perçus

Les bénéficiaires confirment les résultats rapportés par les équipes, en particulier sur la cohésion sociale, les AGR et la réduction des conflits. Les écarts partiels reflètent davantage des contraintes contextuelles telles que l'insécurité persistante et la pression sur les ressources que des insuffisances dans la mise en œuvre.

III.3.3.4. Effets inattendus et efficacité élargie

Environ 41 % des bénéficiaires ont observé des effets positifs inattendus, notamment l'amélioration de la sécurité alimentaire et le renforcement des dynamiques communautaires au-delà des groupes directement ciblés. Ces effets démontrent que le projet a généré une efficacité élargie, dépassant les résultats initialement définis.

III.3.3.5. Jugement évaluatif sur l'efficacité et l'atteinte des résultats

Au regard de la cohérence entre résultats attendus et réalisés, de la forte reconnaissance des changements par les bénéficiaires et de l'existence d'effets positifs inattendus, le projet présente une efficacité globale élevée et une atteinte substantielle des résultats définis. Les limites observées sont principalement liées à des facteurs externes et contextuels et n'affectent ni la pertinence ni la qualité des interventions.

Principal constat 05 : Le projet présente une efficacité globalement élevée, avec une atteinte substantielle des objectifs spécifiques et des résultats attendus définis dans le document de projet.

Principal constat 06 : Les résultats réalisés sont cohérents avec la planification initiale, tant en matière de cohésion sociale que de résilience économique, confirmant la pertinence de la théorie du changement adoptée.

Principal constat 07 : Les bénéficiaires reconnaissent majoritairement les changements positifs induits par le projet, en particulier la réduction des conflits, l'amélioration des moyens de subsistance et le renforcement du vivre-ensemble.

Principal constat 08 : Les résultats partiellement atteints sont principalement liés à des facteurs contextuels externes (insécurité, ampleur des besoins), plutôt qu'à des insuffisances dans la conception ou la mise en œuvre du projet.

Principal constat 09 : L'existence d'effets positifs inattendus témoigne d'une efficacité élargie, renforçant l'impact global du projet au-delà des résultats initialement prévus

III.4. ÉVALUATION DE L'EFFICIENCE

L'efficience du projet est analysée comme la capacité à transformer de manière optimale les ressources financières, humaines et matérielles mobilisées en résultats concrets, utiles et reconnus par les bénéficiaires, conformément à la logique de changement définie dans le document de projet et aux standards du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF). L'analyse met en relation les prévisions financières, la consommation réelle des ressources, les modalités de mise en œuvre par les partenaires et les résultats observés, afin d'apprécier le rapport coût-résultat à différents niveaux.

III.4.1. ANALYSE GLOBALE DE LA STRUCTURE BUDGETAIRE DU PROJET

Le budget total du projet s'élève à 4 000 000 USD, répartis entre : OIM : 2 149 970 USD (53,7 %) et UNFPA : 1 850 030 USD (46,3 %). Cette répartition traduit une complémentarité fonctionnelle, l'OIM étant davantage orientée vers les investissements économiques et communautaires, tandis que l'UNFPA concentre ses ressources sur les services sociaux, la protection sociale et les VBG.

Tableau 11: Répartition budgétaire par résultats

Résultat	Budget (USD)	Part du budget
Résultat 1 – Gouvernance & cohésion sociale	314 000	7,90%
Résultat 2 – Résilience économique	1 868 317,76	46,70%
Résultat 3 – Services sociaux & VBG	520 000	13,00%
Coûts transversaux (personnel, S&E, communication)	1 036 000	25,90%
Total	4 000 000	100%

Sources: Peacebuilding Fund Progress Report, November 2025; Rapport financier OIM-UNFPA, November 2025

Près de 60 % du budget est directement affecté aux Résultats 2 et 3, qui correspondent aux changements les plus fortement perçus par les bénéficiaires. Cette orientation confirme une allocation stratégique des ressources vers les leviers majeurs de changement, favorable à l'efficacité globale.

III.4.2. ANALYSE DU RATIO INVESTISSEMENT / FONCTIONNEMENT

Les investissements directs au profit des communautés (AGR, infrastructures, actions communautaires) s'élèvent à : 2 157 317,76 USD, soit 57,7 % du budget hors coûts indirects. Ce niveau d'investissement direct est supérieur aux standards PBF, traduisant une forte efficacité allocative.

Tableau 12: Coûts de fonctionnement et rôle de levier

Poste	Montant (USD)	% du budget
Personnel	650 000	16,30%
Déplacements	216 000	5,40%
Services contractuels	160 000	4,00%
Suivi-évaluation	284 620	7,12%
Coûts indirects	261 682	6,50%
Total	1 572 302	39%

Source : Document de projet

Les coûts de fonctionnement (39,32% du coût total du projet) demeurent contenus et proportionnés, tout en garantissant une coordination, un suivi et une redevabilité conformes aux exigences PBF (50% à 65% doivent être alloués aux investissements). Ils ont joué un rôle de levier, sans absorber une part excessive du budget au détriment des bénéficiaires.

III.4.3. ANALYSE DE L'EFFICACITÉ PAR RÉSULTAT

Cette sous-section analyse l'efficacité du projet à travers une lecture différenciée par résultat, en mettant en relation les ressources financières mobilisées, les types d'investissements réalisés et les changements observés au niveau des bénéficiaires et des communautés.

III.4.3.1. Résultat 1 : La gouvernance locale des Communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa est renforcée par des mécanismes de dialogue inclusifs

Le Résultat 1, consacré au renforcement de la gouvernance locale et de la cohésion sociale, a mobilisé une part relativement limitée du budget global du projet, représentant moins de 8 % des ressources totales. Malgré cette allocation modérée, les investissements réalisés ont permis la mise en place de mécanismes de dialogue communautaire fonctionnels, favorisant des espaces d'échange réguliers entre les autorités locales et les populations. Ces dispositifs ont contribué à renforcer la confiance mutuelle entre les acteurs institutionnels et les communautés, tout en améliorant de manière tangible le vivre-ensemble dans les zones d'intervention.

Au regard des ressources engagées, l'ampleur et la qualité des changements sociaux observés traduisent un excellent ratio coût-impact. Le faible niveau d'investissement financier requis pour produire des effets sociaux significatifs constitue un indicateur fort d'efficacité pour ce résultat.

III.4.3.2. Résultat 2 : Les communautés, notamment les femmes et les jeunes, dans les zones de retour ont une meilleure résilience économique

Le Résultat 2, centré sur le renforcement de la résilience économique des communautés, concentre près de la moitié du budget total du projet, ce qui reflète le caractère capitalistique des interventions prévues. Les ressources ont été principalement investies dans le développement des activités génératrices de revenus, le renforcement des capacités à travers des formations et un accompagnement de proximité, ainsi que dans la structuration de dispositifs communautaires tels que les associations villageoises d'épargne et de crédit et les organisations paysannes.

Les bénéficiaires identifient clairement des changements économiques positifs, notamment une amélioration des revenus, le développement d'activités économiques durables et l'apparition d'effets économiques inattendus dépassant les objectifs initiaux. Malgré un contexte opérationnel parfois contraignant, les résultats observés apparaissent globalement proportionnés aux ressources mobilisées, confirmant une efficacité satisfaisante des investissements réalisés dans ce domaine.

III.4.3.3. Résultat 3 : Les communautés retournées, en particulier les jeunes et les femmes, ont un accès renforcé aux services sociaux de base

Le Résultat 3, axé sur les services sociaux et la lutte contre les violences basées sur le genre, a bénéficié d'investissements estimés à environ 325 000 USD. Ces ressources se caractérisent par un fort ciblage genre, avec une intégration significative du marqueur GEWE (*Gender Equality and Women's Empowerment*), atteignant jusqu'à 80 % pour certaines activités. Les interventions ont généré des bénéfices directs et ciblés en faveur des femmes et des filles, notamment en matière de protection et d'accès aux services essentiels.

Bien que les effets de ce résultat soient moins immédiatement quantifiables sur le plan économique, la nature qualitative et sociale des changements observés atteste d'une efficacité élevée. L'adéquation entre les ressources engagées et la valeur sociale produite renforce le jugement positif porté sur l'efficacité de ce résultat.

III.4.4. EFFICIENCES PERÇUES PAR LES BÉNÉFICIAIRES

Cette sous-section analyse l'efficacité du projet à travers la perception des bénéficiaires, en considérant que la reconnaissance sociale des résultats constitue un indicateur clé de la valeur produite au regard des ressources mobilisées.

III.4.4.1. Appréciation de l'atteinte des objectifs

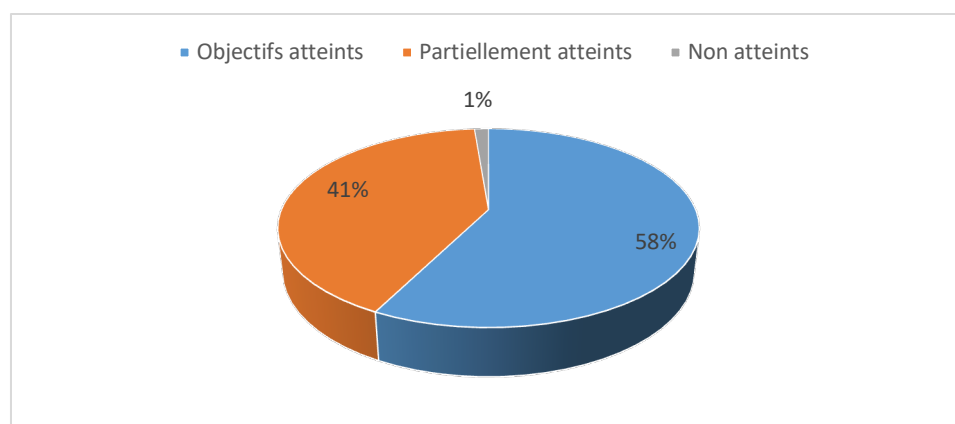
L'appréciation des bénéficiaires quant à l'atteinte des objectifs du projet permet d'évaluer si les investissements consentis ont répondu aux attentes initiales et aux besoins prioritaires des communautés.

Tableau 13: Appréciation de l'atteinte des objectifs du projet

Appréciation	Effectif	%
Objectifs atteints	359	57,50%
Partiellement atteints	257	41,20%
Non atteints	8	1,30%
Total	624	100,00%

Source : Résultat de l'évaluation du projet, Décembre 2025

Figure 4 : Appréciation de l'atteinte des objectifs du projet



Source : Résultat de l'évaluation du projet, Décembre 2025

Les données montrent que 98,7 % des bénéficiaires reconnaissent que les objectifs du projet ont été atteints totalement ou partiellement. Ce niveau élevé de reconnaissance traduit une forte adéquation entre les ressources engagées et les résultats obtenus. Du point de vue de l'efficacité, cette perception confirme que les investissements réalisés ont généré des résultats tangibles, utiles et socialement reconnus par les communautés bénéficiaires.

III.4.4.2. Effets positifs inattendus

Au-delà des résultats initialement planifiés, l'analyse des effets positifs inattendus permet d'apprécier la capacité du projet à produire une valeur ajoutée dépassant les objectifs formels.

Tableau 14: Existence d'effets positifs inattendus

Réponse	Effectif	%
Oui	254	41%
Non	368	59%
Total	622	100,00%

Sources : Résultat de l'évaluation du projet, Décembre 2025

Le fait que 41 % des bénéficiaires déclarent des effets positifs inattendus constitue un indicateur de sur-performance par rapport aux investissements initiaux. Ces effets, qu'ils soient économiques, sociaux ou organisationnels, renforcent l'efficacité globale du projet en démontrant que les ressources mobilisées ont produit des retombées additionnelles non explicitement prévues lors de la conception.

III.4.5. ANALYSE DE L'EFFICIENCE DES PARTENAIRES D'EXECUTION (RICO ET ID-VERT)

III.4.5.1. Synthèse financière comparative des partenaires

L'analyse comparative des données financières permet d'apprécier la capacité des partenaires à absorber et à utiliser efficacement les ressources mises à leur disposition.

Tableau 15: Synthèse financière comparative des partenaires de mise en œuvre

Partenaire	Budget alloué (USD)	Fonds perçus (USD)	Taux d'exécution financière (%)
ONG GARKUA	305 008	305 008	100%
ONG RICO	311 760	311 760	100%
ONG FAD	60 851	60 851	100%
Direction régionale de la jeunesse et sports (DRJS)	19 759	19 759	100%
ONG ID-VERT	305 008	305 008	100%
Total	1 002 386	1 002 386	100%

Sources : Rapport PBF actualisé annuel 2025

L'analyse comparative met en évidence un taux d'exécution financière de 100 % pour l'ensemble des partenaires. Les montants prévus correspondent intégralement aux montants perçus, traduisant : une bonne planification budgétaire initiale, une absence d'écart entre allocation et décaissement et une fluidité dans les mécanismes de transfert des ressources.

Sur le plan strictement financier, cela reflète une excellente capacité d'absorption budgétaire des partenaires.

Les ONGs RICO (311 760 USD), GARKUA (305 008 USD), ID-VERT (305 008 USD) sont des partenaires à forte allocation budgétaire. Ils concentrent l'essentiel des ressources du projet. Ils ont mené des activités structurantes : mise en place d'AVECs, dotations financières, formations en gestion, suivi de proximité, participation à foires régionales, campagnes de sensibilisation de masse. Leur efficacité financière apparaît satisfaisante au regard du volume d'activités déployées, du nombre important de bénéficiaires directs (groupements féminins, AVECs) et des actions à large portée communautaire (notamment pour ID-VERT).

L'ONG FAD (60 851 USD) a bénéficié d'un budget plus modeste, principalement orienté vers son installation et le recrutement du personnel terrain. Son efficacité financière est conforme (100 %), mais l'analyse de performance devra davantage porter sur la rapidité de mise en œuvre et la montée en capacité organisationnelle.

En fin, la DRJS (19 759 USD), avec un budget limité, a assuré des fonctions d'appui institutionnel (plans d'action communaux, ateliers, forums de jeunes, etc.). Malgré une enveloppe restreinte, son taux d'exécution est complet, ce qui témoigne d'une bonne mobilisation des ressources pour des actions à effet institutionnel et stratégique.

III.4.5.2. Analyse coût-résultats du Résultat 2

L'analyse coût-résultat du Résultat 2 repose sur la comparaison entre les budgets mobilisés par chaque partenaire et les réalisations concrètes en matière de création et d'accompagnement d'AVECs, de dotations financières, de formation entrepreneuriale et de sensibilisation communautaire

Tableau 16 : Synthèse comparative coût-résultat

Partenaire	Budget (USD)	Principaux résultats économiques	Appréciation coût-résultat
ONG GARKUA	305 008	20 nouvelles AVECs (349 femmes), dotation de 500 000 FCFA par groupement, suivi de 36 AVECs	Bon ratio coût/groupement
ONG RICO	311 760	2 nouvelles AVECs (50 membres), suivi de 22 AVECs, formations techniques	Coût élevé par nouveau groupement
ONG ID-VERT	305 008	21 nouvelles AVECs (597 femmes), dotation de 500 000 FCFA par groupement, suivi de 41 AVECs, campagnes de masse	Très bon rendement quantitatif
ONG FAD	60 851	Mise en place institutionnelle	Contribution indirecte
Direction régionale de la jeunesse et sports (DRJS)	19 759	Plans d'action et forums jeunes	Contribution institutionnelle

Sources : Rapport PBF actualisé annuel 2025

a) ONG RICO

Pour un budget légèrement supérieur (311 760 USD), RICO a mis en place deux nouvelles AVECs regroupant 50 membres et assuré le suivi de 22 AVECs existantes. L'organisation a également proposé des formations spécifiques en gestion financière, hygiène alimentaire et bonnes pratiques sanitaires, ce qui suggère un accompagnement plus qualitatif que quantitatif.

Cependant, comparativement aux autres partenaires disposant d'une enveloppe budgétaire similaire, le nombre de nouvelles structures économiques créées reste limité. Le coût par nouvelle AVEC apparaît donc relativement élevé. L'efficacité économique de RICO semble davantage reposer sur la qualité de l'encadrement que sur l'ampleur des bénéficiaires directs.

b) ONG GARKUA

Avec un budget de 305 008 USD, GARKUA a concentré son intervention sur la structuration et le renforcement de groupements féminins à travers la mise en place de 20 nouvelles AVECs regroupant 349 femmes, assortie de dotations financières significatives sous forme de crédits rotatifs. Le suivi de 36 AVECs (anciennes et nouvelles) témoigne d'un accompagnement de proximité favorisant la consolidation des acquis économiques.

Au regard du volume de groupements créés, du ciblage exclusivement féminin et des appuis financiers directs, le rapport entre les ressources mobilisées et les résultats obtenus apparaît équilibré. Le coût par groupement reste cohérent avec l'intensité de l'accompagnement fourni, ce qui traduit une efficacité satisfaisante du point de vue économique.

c) ONG ID-Vert

Avec un budget équivalent à celui de GARKUA (305 008 USD), ID-VERT se distingue par un volume de réalisations particulièrement important. L'organisation a mis en place 21 nouvelles AVECs regroupant 597 femmes, assuré le suivi de 41 AVECs et procédé à des dotations financières comparables aux autres partenaires.

En outre, ID-VERT a développé une dimension de sensibilisation de masse à travers une caravane entrepreneuriale et des campagnes radiophoniques touchant un public estimé à plusieurs centaines de milliers de personnes. Cette combinaison d'appui direct aux groupements et d'actions à large portée renforce l'effet multiplicateur de l'investissement réalisé.

Au regard du nombre élevé de bénéficiaires directs et indirects pour un budget similaire aux autres ONG majeures, le ratio coût-résultat apparaît particulièrement favorable. ID-VERT présente ainsi le niveau d'efficacité économique le plus élevé sur le Résultat 2.

d) ONG FAD

Dotée d'un budget plus modeste (60 851 USD), l'ONG FAD a principalement consacré ses ressources à son installation opérationnelle et au recrutement de son personnel terrain. Bien que son impact économique direct soit limité sur la période considérée, son intervention a contribué à renforcer le dispositif global de mise en œuvre.

L'analyse coût-résultat révèle donc une contribution essentiellement institutionnelle et préparatoire, avec un effet indirect sur la résilience économique des bénéficiaires.

e) Direction régionale de la jeunesse et sports (DRJS)

Avec une enveloppe restreinte (19 759 USD), la DRJS a orienté son action vers l'élaboration de plans d'action communaux et l'organisation de forums de jeunes sur la paix et le civisme. Si ces activités ne génèrent pas directement des revenus, elles participent à la stabilisation du contexte local et à la création d'un environnement favorable aux initiatives économiques.

Le rapport coût-résultat doit donc être apprécié sous l'angle institutionnel : pour un investissement relativement faible, la DRJS a contribué à renforcer le cadre de gouvernance locale soutenant la résilience économique.

III.4.5.3. Analyse des ratios normatifs PBF

Cette sous-section examine l'efficacité du projet à la lumière des standards normatifs du Fonds pour la Consolidation de la Paix.

Le projet consacre 33,59 % de son budget à des activités contribuant à l'égalité de genre et à l'autonomisation des femmes (GEWE), un niveau largement supérieur au seuil minimum de 15 %

en dessous duquel un projet est considéré comme non conforme aux exigences PBF. Les ressources allouées au suivi-évaluation représentent 7,12 % du budget total, en conformité avec les standards PBF. Enfin, le taux d'exécution financière de 100 % traduit une bonne capacité d'absorption et une gestion efficace des fonds.

Dans leur ensemble, ces ratios témoignent d'une bonne qualité de gestion financière et d'une efficience normative satisfaisante.

III.4.5.4. Jugement évaluatif final sur l'efficience

Cette sous-section conclut l'analyse en formulant un jugement évaluatif global sur l'efficience du projet.

Au regard de la cohérence entre la planification financière et l'exécution budgétaire, de la priorisation des investissements productifs au profit des communautés, de la maîtrise globale des coûts de fonctionnement et des résultats obtenus, le projet présente une efficience globalement satisfaisante. Toutefois, cette appréciation doit être nuancée par plusieurs contraintes contextuelles et opérationnelles qui ont affecté le rythme de mise en œuvre et, dans certains cas, le potentiel de durabilité de certaines interventions.

En effet, la mise en œuvre du projet a été marquée par les conséquences des événements politiques intervenus au Niger à partir du 26 juillet 2023. Le changement de régime a entraîné une période d'incertitude institutionnelle, une réorganisation de certains mécanismes de coordination ainsi que des ajustements dans les modalités de collaboration avec les autorités administratives et techniques. Bien que le projet ait démontré une bonne capacité d'adaptation à ce nouveau contexte, ces évolutions ont occasionné des ralentissements dans l'exécution de certaines activités et dans les processus de validation ou de coordination.

Par ailleurs, plusieurs parties prenantes ont souligné les effets des retards enregistrés au démarrage du projet. Ces délais initiaux ont réduit le temps effectivement disponible pour la mise en œuvre de certaines activités, obligeant parfois les partenaires à concentrer plusieurs interventions sur des périodes relativement courtes. Cette situation a eu des incidences sur la qualité du suivi de certaines actions et sur la consolidation progressive des acquis auprès des bénéficiaires.

L'efficience du projet a également été affectée par la suspension de l'ONG APBE en cours d'exécution. Cette situation a nécessité des réajustements organisationnels et opérationnels afin d'assurer la continuité des activités concernées. Même si des mesures correctives ont été mises en place par le consortium, cette réorganisation a occasionné des retards supplémentaires dans certaines zones d'intervention et a généré des coûts de coordination additionnels.

Enfin, l'évaluation a relevé que certains kits destinés aux activités génératrices de revenus ont été distribués relativement tard dans le cycle du projet. Cette situation limite les possibilités d'accompagnement technique et de suivi post-distribution avant la clôture du projet. En conséquence, il demeure une incertitude quant à la pérennisation de certains investissements réalisés et à la capacité des bénéficiaires concernés à consolider durablement leurs activités économiques après la fin de l'appui. Cette contrainte constitue un risque pour la durabilité des résultats, bien qu'elle n'annule pas les effets positifs déjà observés.

Malgré ces difficultés, les ressources financières ont été majoritairement orientées vers les activités directement bénéfiques aux communautés, notamment les actions de résilience économique, de consolidation de la paix, de protection de l'environnement et d'amélioration de

l'accès aux services sociaux de base. Les taux d'exécution budgétaire observés ainsi que le niveau élevé d'atteinte des résultats témoignent d'une utilisation globalement efficiente des ressources mobilisées.

Principal constat 10 : Les ressources du projet ont été principalement concentrées sur les interventions à fort impact communautaire, notamment la résilience économique, la cohésion sociale et les services sociaux de base, permettant d'obtenir des résultats significatifs malgré un contexte sécuritaire et institutionnel complexe.

Principal constat 11 : La gestion financière du projet est demeurée globalement efficiente avec une maîtrise des coûts de fonctionnement et une forte proportion des ressources consacrée aux investissements directs. Toutefois, les retards au démarrage et les réajustements consécutifs aux événements du 26 juillet 2023 ont affecté le calendrier initial d'exécution.

Principal constat 12 : Les bénéficiaires et les parties prenantes reconnaissent largement les effets positifs du projet sur les conditions de vie, la cohésion sociale et les opportunités économiques. Néanmoins, la distribution tardive de certains kits AGR limite les possibilités de suivi et pourrait affecter la durabilité de certains résultats après la clôture du projet.

Principal constat 13 : Les interventions ayant bénéficié d'un temps suffisant de maturation, notamment les activités de résilience économique et les mécanismes de dialogue communautaire, présentent un niveau élevé d'efficience. En revanche, certaines activités déployées tardivement ou affectées par les contraintes institutionnelles et opérationnelles nécessiteront un accompagnement complémentaire pour garantir la pleine consolidation des acquis.

Principal constat 14 : La suspension de l'ONG APBE et les ajustements organisationnels qui en ont découlé ont constitué un facteur de ralentissement dans la mise en œuvre de certaines activités. Malgré cela, le dispositif de coordination du projet a permis d'assurer la continuité des interventions et de limiter les impacts négatifs sur l'atteinte globale des résultats.

III.5. IMPACTS DU PROJET

Le projet de « Prévention des conflits et renforcement de la résilience dans les zones de retour des communes de Bosso, Gueskeru et Kablewa à Diffa » a eu des impacts humains sur les communautés du projet, des impacts économiques et environnementaux.

III.5.1. IMPACT SUR LES COMMUNAUTES DU PROJET

Impacts humains du projet dans les communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa

Le projet a eu plusieurs impacts humains significatifs et durables dans la vie des bénéficiaires. Les bénéficiaires, notamment les personnes déplacées de retour, ont retrouvé un sentiment de dignité grâce à leur implication active dans les activités du projet. Cela a renforcé leur confiance en eux et leur motivation à reconstruire leur vie.

Selon les rapports de suivi de l'avancement du projet, la réduction des facteurs de stress liés à l'insécurité et à l'instabilité, ainsi que l'existence d'espaces de dialogue et d'expression ont permis aux populations de retrouver un certain équilibre émotionnel et une meilleure santé mentale. La dynamique communautaire relancée autour des actions collectives a favorisé la cohésion sociale et la réconciliation entre groupes. Les liens familiaux se sont consolidés grâce à un environnement plus stable et sécurisé. La stabilisation des zones de retour a permis à de nombreux enfants de reprendre le chemin de l'école. Les familles, mieux soutenues, sont devenues plus aptes à assurer leur rôle protecteur. Les campagnes de sensibilisation et les dialogues communautaires ont favorisé l'émergence d'un discours de tolérance, de respect mutuel et de résolution pacifique des différends. Les campagnes de sensibilisation et les dialogues communautaires ont favorisé l'émergence d'un discours de tolérance, de respect mutuel et de résolution pacifique des différends.

Cohésion sociale et consolidation de la paix comme impact du projet dans les communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa

Tableau 17: Impact du projet sur la cohésion sociale

Le projet a-t-il amélioré la cohésion sociale ?	Bosso	%	Gueskerou	%	Kablewa	%	Total	%
Ni d'accord, ni pas d'accord	2	1	22	7,4	-		24	3,9
Pas du tout d'accord	3	1,5	10	3,4	-		13	2
Plutôt d'accord	116	57,1	142	47,7	30	24,6	288	46,3
Plutôt pas d'accord	2	1	11	3,7	-		13	2
Tout à fait d'accord	80	39,4	113	37,9	92	75,4	285	45,8
Total général	203	100	298	100,1	122	100	623	100

Sources : Résultat de l'évaluation du projet, décembre 2025

Le tableau ci-dessus montre que 46% de bénéficiaires sont *plutôt d'accord* et 45,8% sont *tout à fait d'accord* que le projet a eu un impact social tandis que 2 % ne sont *pas du tout d'accord* et 2% ne sont *Plutôt pas d'accord* que le projet a amélioré la cohérence sociale. Par ailleurs pour 60,7% de bénéficiaires directs, les tensions communautaires ont clairement diminué, et pour 36,2%, les tensions communautaires ont un peu diminué, tandis que 1,7% estiment que les tensions communautaires n'ont pas diminués et 1,4 pensent que ces tensions ont augmenté.

Il ressort des différents rapports et des entretiens que le projet est en train de contribuer au renforcement de la cohésion sociale et à la consolidation de la paix à travers :

- l'amélioration de la gouvernance locale dans les trois communes entre les autorités locales et les communautés retournée ;
- la participation accrue des femmes, des jeunes et des leaders communautaires aux instances de concertation et à la vie publique locale ;
- la structuration et l'activation des comités de paix ;

- et enfin la formation des autorités locales, élus locaux et membres des comités de paix à la gestion et à la prévention des conflits.

L'amélioration de la gouvernance locale dans les trois communes entre les autorités locales et les communautés retournée comme impact du projet

Le projet a significativement amélioré la gouvernance locale dans les communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa en instaurant un climat de confiance durable entre les autorités locales et les communautés retournées. Ce changement s'est traduit par une posture plus ouverte, proactive et réceptive des élus locaux, désormais mieux outillés pour prévenir et gérer les conflits. Grâce à la structuration des comités de paix et à la mise en œuvre de 13 dialogues inclusifs, 24 conflits de diverses natures (personnels, fonciers, interethniques, entre agriculteurs et éleveurs...) ont pu être résolus localement. Ces actions ont favorisé l'émergence d'une culture de la médiation, rompant avec les logiques de confrontation, et posant ainsi les bases d'une gouvernance plus transparente et cohésive.

La participation accrue des femmes, des jeunes et des leaders communautaires aux instances de concertation et à la vie publique locale comme impact du projet

La paix sociale a été consolidée à travers une participation accrue des femmes, des jeunes et des leaders communautaires aux instances de concertation et à la vie publique locale. Plus de 65 % de représentation féminine et juvénile dans ces espaces de dialogue témoignent de leur intégration progressive comme acteurs clés du développement local. Les actions communautaires solidaires observées (23 au total) lors d'événements sociaux (naissances, mariages, décès...) ont renforcé les liens sociaux, tout comme les campagnes de sensibilisation menées par les comités de paix. Ces dynamiques ont favorisé un climat de tolérance et de collaboration entre groupes sociaux autrefois méfiants ou opposés, renforçant ainsi la stabilité dans les zones de retour.

La cohésion sociale s'est renforcée à travers une implication plus active des leaders communautaires, des femmes et des jeunes dans la vie publique locale. Les communautés ont progressivement adopté des comportements plus pacifiques et coopératifs, renforçant ainsi la stabilité dans les zones de retour. A ce stade, 23 actions de solidarité (appuis ponctuels) ont été observées au niveau communautaire et conduites par les membres des AVEC surtout lors des événements joyeux (baptême des enfants, mariages, naissances) et malheureux (décès, maladies,). D'après le SG du Gouvernorat la région de Diffa « *la réalisation des activités du projet ont contribué significativement à la cohésion sociale, au bien être de la population des zones d'intervention du projet* ». Pour l'Administrateur Délégué de la commune de Gueskerou, « *le mécanisme de dialogue a contribué au renforcement de la confiance, notamment à travers la mise en place de plusieurs comités de paix au niveau communautaire* ».

La structuration et l'activation des comités de paix comme impact du projet

Sur le plan communautaire, la structuration et l'activation des comités de paix ont constitué un levier stratégique. Ces instances, ancrées dans la proximité avec les populations, ont facilité la tenue d'un dialogue constant entre les différents groupes sociaux, parfois autrefois opposés ou méfiants les uns envers les autres.

La prévention et gestion des conflits comme impact du projet

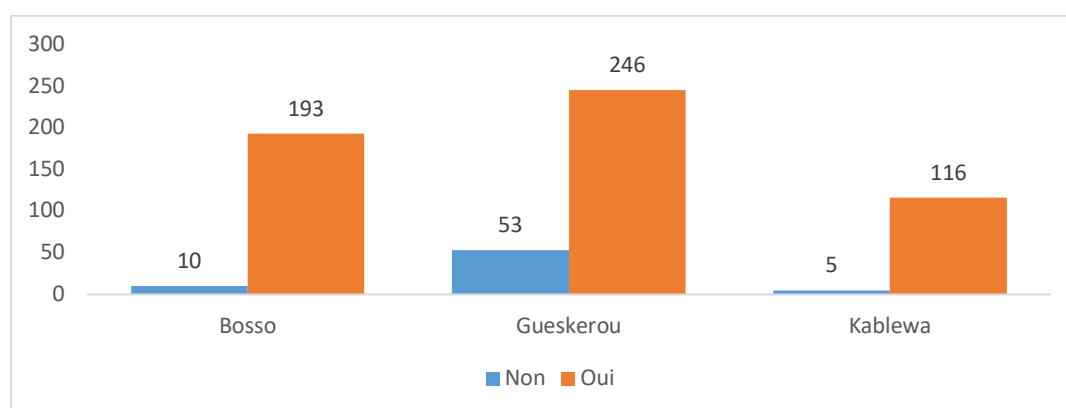
Sur la consolidation de la paix, le projet a eu à faire plusieurs formations pendant sa mise en œuvre. Les capacités des autorités locales, élus locaux et membres des comités de paix ont été considérablement renforcées à travers des formations, des appuis techniques et un accompagnement de proximité. 211 personnes dont 159 membres (13 femmes et 38 hommes) des 3 comités de paix et 52 autorités communales parmi lesquelles on compte 11 femmes ont bénéficié de cet accompagnement.

Ces formations ont porté notamment sur la culture de la paix, la prévention et la gestion des conflits, les droits humains ainsi que les rôles et responsabilités des autorités locales selon le Code général des collectivités territoriales.

Ces formations ont permis aux bénéficiaires d'acquérir des compétences pratiques qui les aident désormais à améliorer leurs relations sociales et participer activement aux dynamiques de paix dans leurs localités. D'après l'Administrateur Délégué de Gueskerou « *grâce aux formations reçues, nous sommes mieux outillés pour écouter et agir. Aujourd'hui, nous gérons les conflits avec plus de sérénité et de transparence et cela en collaboration directe avec les membres de la communauté.* »

III.5.2. IMPACTS ECONOMIQUES DU PROJET

Figure 5 : Les bénéficiaires des AGR ou d'appui économique

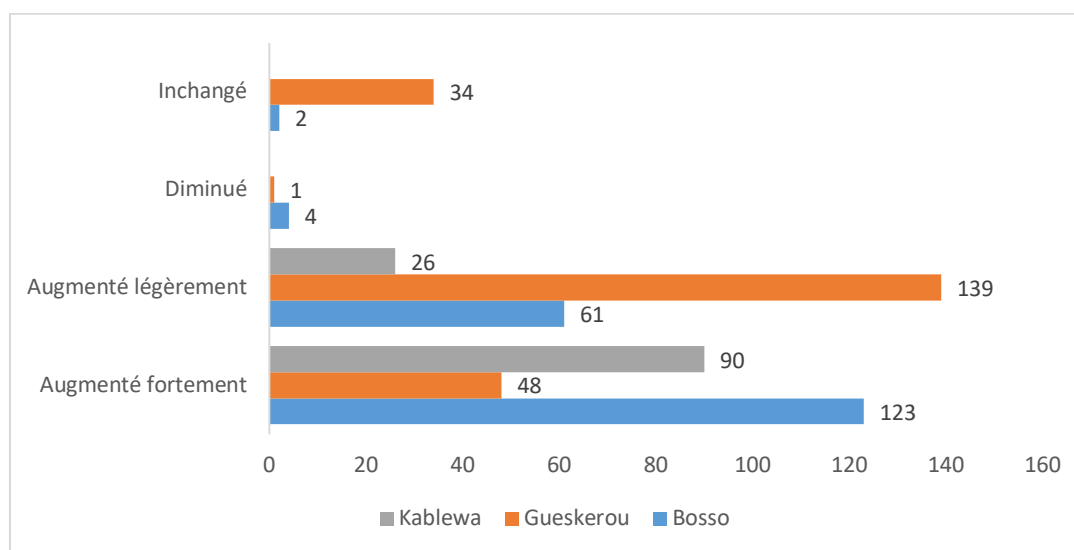


Source : Résultat de l'évaluation du projet, décembre 2025

D'après la figure ci-dessus, 89% des bénéficiaires directs ont bénéficié des AGR ou d'appui économique. Seuls 11% des bénéficiaires directs n'ont pas bénéficié des AGR ou d'appui direct, mais des formations et des sensibilisations dans le cadre des activités du projet. Parmi les bénéficiaires directs ayant bénéficié des AGR et appui économique, 58,4% ont vu leurs conditions de vie de ménage *beaucoup améliorées* et 40,7% ont vu leurs conditions de ménage *un peu améliorée*. Seul 0,9% de ménage n'ont vu aucune amélioration dans leur ménage. Nous pouvons dire que les conditions de vie des ménages bénéficiaires se sont améliorées.

Les activités génératrices de revenus (AGR) menées dans le cadre de ce projet ont permis une augmentation des revenus des bénéficiaires directs.

18Figure 6 : L'impact des AGR sur les revenus des bénéficiaires directs



Source : Résultat de l'évaluation du projet, décembre 2025

D'après la figure ci-dessus, grâce aux activités du projet et notamment aux AGR, 49,5% de bénéficiaires directs ont vu leur revenu *augmenté fortement* et 42,8% ont vu leur revenu *augmenté légèrement*, tandis que 0,9% de bénéficiaires ont vu leur revenus diminué et 6,8% leur revenu inchangé, il s'agit ici pour ces deux dernières catégories surtout des bénéficiaires qui n'ont pas bénéficié des ARG, mais plutôt des formations et des sensibilisations liées aux objectifs du projet. Par ailleurs, les activités génératrices de revenus (AGR) menées dans le cadre de ce projet ont permis une réduction du chômage et la création d'une dynamique économique locale durable et inclusive entre les populations, une impulsion dynamique locale de redressement économique et enfin une réduction des tensions liées à la compétition pour les ressources.

Les AVECs ont permis l'impulsion de dynamique économique durable dans les communautés

Il ressort des différents rapports et des entretiens que le projet a impulsé une dynamique économique durable reposant sur les AVECs et ayant permis à 1 986 bénéficiaires (dont 1 331 femmes) de développer des activités génératrices de revenus adaptées à leurs réalités. L'émergence de 127 AVECs a renforcé l'autonomisation économique, en particulier des jeunes et des femmes, souvent marginalisés. En offrant une alternative concrète au chômage et à l'exclusion, ces initiatives ont limité les risques de radicalisation et renforcé le sentiment d'utilité sociale des jeunes. La mise en place de 22 points de vente de produits issus des AVECs dans les trois communes a dynamisé l'économie locale et facilité les échanges intercommunautaires, contribuant ainsi à la reconstruction des relations pacifiques et à l'interdépendance économique.

Le projet a également impulsé une dynamique locale de redressement économique, reposant sur la valorisation des capacités endogènes et des ressources disponibles dans les communautés de retour. L'approche du projet a non seulement consisté à favoriser des initiatives génératrices de revenus adaptées aux contextes locaux, aux opportunités existantes mais aussi aux aspirations des bénéficiaires, en particulier les femmes et les jeunes. En musant sur l'approche AVEC (Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit), le projet a soutenu l'organisation communautaire autour de la solidarité financière, de l'épargne collective, de l'autonomisation économique et de l'investissement dans les microprojets productifs. Cette méthode a permis non seulement d'améliorer les revenus des 1986 bénéficiaires (1331 femmes et 655 hommes)

regroupés en 127 AVECs mais aussi de créer une dynamique économique locale durable et inclusive entre eux, laquelle repose sur la confiance.

Les ARG ont permis la réduction de la pauvreté et l'enrôlement des jeunes dans les activités illicites

Les jeunes, de leur côté, ont trouvé à travers les ARG une alternative concrète au désœuvrement, souvent source de vulnérabilité à l'enrôlement dans des groupes armés ou de participation à des activités illicites. En les engageant dans des projets productifs et responsables, le projet a rétabli un lien de confiance entre les jeunes et leurs communautés, tout en stimulant leur esprit d'initiative et leur sentiment d'utilité sociale. Notons cependant que dans presque toutes les AVECs, les activités de petit commerce sont prioritairement tenues par les jeunes femmes et hommes, chose qui les stabilise moralement, socialement et financièrement.

À l'échelle communautaire, le projet a permis de réduire les tensions liées à la compétition pour les ressources, de renforcer la solidarité intra-communautaire et de créer des espaces d'interdépendance économique entre groupes autrefois divisés. La circulation des biens, la valorisation des productions locales et l'animation de marchés communautaires ont non seulement soutenu la reprise économique, mais ont aussi favorisé la reconstruction de relations sociales pacifiques. Actuellement, on note 22 points de vente des produits des AVECs repartis dans les trois communes de retour (8 à Gueskerou, 9 à Kablewa et 5 à Bosso) repartis sur les marchés locaux et utilisant des prix accessibles à tous.

Le projet a amélioré la résilience des femmes et des jeunes dans les villages de retour

Il ressort également des différents rapports et des entretiens que le projet a significativement amélioré la résilience des communautés, en particulier celle des femmes et des jeunes, à travers l'octroi de 84 kits d'activités génératrices de revenus (AGR) à 84 groupements d'AVECs composés de 990 bénéficiaires dont 335 femmes. Ces kits ont couvert divers secteurs porteurs tels que l'élevage, l'aviculture, la pêche, la transformation agroalimentaire, le petit commerce ou encore l'agriculture. En complément, 43 nouveaux groupements d'AVECs exclusivement féminins, regroupant près de 996 femmes ont bénéficié d'un montant de crédits rotatifs de l'ordre de 500 000 FCFA par AVEC pour celles de Gueskerou et Kablewa et d'un appui en matière de conservation et commercialisation des produits de la pêche pour les deux nouvelles AVECs de Bosso. Les femmes, souvent premières victimes de la pauvreté et de l'insécurité, ont vu dans ces activités une opportunité de renforcer tant soit peu leur statut social et de contribuer activement au bien-être de leur foyer et de leur communauté. Une membre d'un AVEC de Bosso déclare : « *grâce à mon activité, je peux subvenir aux besoins de mes enfants. Je suis respectée dans mon village* ». Il y a donc eu des changements positifs grâce aux AGR. Les impacts économiques et sociales de ce projet sont soulignés par Abdou Ibrahim Mouché, président du groupement HADIN Kai dans la commune de Kablewa, bénéficiaire de l'Appui du Projet PBF dans le cadre de la transformation du Mais en couscous et farine du maïs. Il déclare : « *depuis que nous avons reçu cet appui (financé par le projet PBF), nos activités commencent à marcher bien, nous transformons du maïs en poudre et en barabouskou pour vendre sur le marché de Kablewa et sur les autres marchés de la commune, je confirme que la demande est forte. Nous avons bénéficié des formations en vie associative et transformation agroalimentaire. Notre niveau a augmenté,*

et la cohésion sociale s'est renforcée dans la communauté et au sein de notre groupement. Il Y a eu beaucoup de changement en nous-même et dans la communauté (source : rapportage PBF ONG GARKUA, mai 2025).

L'organisation d'une foire régionale à Diffa a permis de valoriser et d'écouler quelques produits des bénéficiaires tout en favorisant leur insertion dans les circuits économiques locaux. Ces actions ont renforcé l'autonomisation économique des groupes vulnérables, ont encouragé l'initiative communautaire et ont stimulé une dynamique locale de relèvement durable.

Photo 1: Jardin clôturé avec un forage maraîcher au village Gorodi, commune de Gueskerou



Photo 2: Une machine de transformation du mil, maïs et sorgho en farine dans le village Yarta N'gla'a dans la commune de Gueskerou



Source : Photo OIM et UNFPA, décembre 2025

III.5.3. IMPACT SUR LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES (ENVIRONNEMENT)

Le projet de « Prévention des conflits et renforcement de la résilience dans les zones de retour des communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa à Diffa » a eu des impacts positifs sur les ressources naturelles.

Les activités de protection de l'environnement par des actions de reboisement et de prévention des incendies, a également joué un rôle important dans la restauration des écosystèmes locaux et la réduction des risques naturels. Ces actions, en plus de contribuer à la résilience écologique, ont été perçues par les communautés comme des signes concrets d'un retour progressif à la normalité et à la paix car, à son temps, la question de feu de brousse était source des conflits au niveau communautaire. Les activités de protection de l'environnement par voie des demi-lunes ont été réalisées à Bosso et Gueskerou et ont couvert 44 hectares de terres sur lesquels 8753 arbres *d'Acacia senegalensis* ont été plantés. A Kablewa par contre, 72 km linéaire ont été protégés par voie des bandes par feu. Ces activités ont non seulement restauré l'environnement mais aussi réduit les sources potentielles de conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles, renforçant la résilience écologique et sociale des communautés de retour.

Photo 4: Les demi-lunes réalisées dans la commune de Bosso

Photo 3: Linéaire réalisé à travers la technique de bande par feu dans la commune de Kablewa. On voit au lointain la plantation d'arbre.



Source : Photo OIM et UNFPA, décembre 2025

III.5.4. IMPACTS NEGATIFS DU PROJET

D'après les participantes au groupe de discussion organisé dans le village de Moram Karimboa, dans la commune de Gueskerou, certaines difficultés ont été observées dans la mise en œuvre des activités agricoles soutenues par le projet. Les bénéficiaires ont notamment signalé des retards dans la distribution des semences de mil, ce qui a réduit la période effective d'exploitation agricole durant la campagne concernée. Elles ont également indiqué que certaines variétés de maïs distribuées ne semblaient pas adaptées aux conditions agroécologiques locales, notamment aux caractéristiques des sols et aux conditions climatiques de la zone. Les échanges avec les bénéficiaires laissent penser qu'une implication plus soutenue des services techniques de l'agriculture dans le choix et la validation des variétés semencières aurait permis de mieux adapter les intrants aux réalités locales et d'améliorer les rendements attendus.

Dans le village de Baroua 1, commune de Bosso, les membres du groupement bénéficiaire de l'activité d'embouche bovine ont exprimé leur insatisfaction quant à l'état sanitaire de certains animaux reçus lors de la distribution. Selon les bénéficiaires, plusieurs bovins présentaient déjà des signes de faiblesse ou de maladie au moment de leur réception, ce qui a affecté la rentabilité attendue de l'activité. Les entretiens réalisés suggèrent que le processus de sélection et de contrôle sanitaire des animaux aurait gagné à être davantage encadré par les services techniques de l'élevage, notamment à travers des inspections vétérinaires plus rigoureuses avant la distribution et un suivi zootechnique plus rapproché après la remise des animaux aux bénéficiaires.

Par ailleurs, dans le village de Massa, également situé dans la commune de Gueskerou, les bénéficiaires ont indiqué que certaines infrastructures et équipements mis à disposition dans le cadre des AGR, notamment les charrettes ainsi que les moulins destinés à la transformation du mil et du maïs, étaient tombés en panne et n'avaient pas été réparés au moment de l'évaluation. Cette situation a limité la continuité de certaines activités économiques et réduit les bénéfices attendus pour les groupements concernés. Les discussions menées avec les bénéficiaires et les autorités locales ont mis en évidence la nécessité de renforcer les dispositifs de maintenance

préventive et corrective des équipements, ainsi que l'accompagnement technique des bénéficiaires après la distribution des kits.

Ces différents constats ne remettent pas en cause la pertinence globale des AGR soutenues par le projet, mais soulignent l'importance d'une implication plus systématique des services techniques déconcentrés de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural tout au long du cycle de mise en œuvre. Une meilleure collaboration avec ces structures aurait permis d'améliorer la qualité des intrants distribués, de renforcer le contrôle technique des équipements et de garantir une meilleure adaptation des interventions aux réalités socioéconomiques et environnementales des zones d'intervention.

Un autre défi a été celui posé par le coup d'État du 26 juillet 2023 qui a ralenti plusieurs activités du projet. Il y a un autre défi qui était l'insécurité dans certaines zones d'intervention comme Bosso et Kablewa.

Principal constat 12 : Le projet a renforcé la cohésion sociale et réduit les tensions communautaires en favorisant le dialogue inclusif et la consolidation de la paix dans les zones de retour.

Principal constat 13 : Les capacités des autorités locales et des communautés, notamment des femmes et des jeunes, ont été renforcées, améliorant l'inclusivité et l'efficacité de la gouvernance locale.

Principal constat 14 : Les AGR et les AVECs ont amélioré durablement les revenus et l'autonomisation économique des bénéficiaires, tout en réduisant la vulnérabilité et les risques sociaux des jeunes.

Principal constat 15 : Les actions environnementales ont restauré les écosystèmes et réduit les conflits liés aux ressources, malgré des contraintes opérationnelles et sécuritaires ayant freiné certains résultats.

III.6. THÉMATIQUES TRANSVERSALES

III.6.1. UTILISATION DE L'APPROCHE SENSIBLE AU GENRE ET AUX CONFLITS DANS LA CONCEPTION ET LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

En ce qui concerne la sensibilité au genre, il faut dire que le contexte sécuritaire de la région de Diffa était marqué par des attaques persistantes des organisations extrémistes violentes (OEV) telles que Boko Haram, contre la population civile et militaire, l'accent a été mis sur le genre féminin car, selon les analyses du système des Nations Unies, de l'UNFPA et du Sous-Cluster Violences Basées sur le Genre (VBG), les filles et les jeunes femmes étaient les premières victimes des abus et exploitations sexuelles dans un contexte d'insécurité. Ainsi, femmes et les jeunes des trois communes ont été impliqués dans l'organisation et la participation active de toutes les activités qui ont eu lieu dans leurs communes. L'engouement a été remarquable chez les femmes surtout lors des activités de rencontres et pendant la caravane de sensibilisation portant sur la thématique Genre. Les études de base du projet et les entretiens que nous avons menés montrent donc que toutes les activités du projet de la conception à la réalisation étaient sensibles au genre. Cependant, l'accent a été mis sur la composante féminine pendant la réalisation parce que les filles et les jeunes femmes sont les premières victimes des abus et exploitations sexuelles.

Pendant la mise en œuvre du projet, l'approche sensible au genre a été respectée. Toutes les activités mises en œuvre avaient pour objectif de développer et de préserver la culture de la paix dans les comportements et dans la façon de faire des femmes et jeunes dans les trois communes.

En ce qui concerne la sensibilité aux conflits, Il faut d'abord partir de l'idée de conception de ce projet et noter que c'est un projet d'appui à la stratégie régionale de retour des personnes déplacées. D'après les entretiens menés avec l'équipe projet de l'OIM, cette stratégie avait été initiée par le Président BAZOUM. Il avait pour objectif de favoriser le retour volontaire des populations traumatisées par les conflits vers leurs communes d'origine, dans un environnement sécurisé et apaisé.

Les crises sécuritaires qui ont affecté la région de Diffa ont entraîné des déplacements massifs de populations, des pertes de biens et une détérioration des relations entre communautés, créant ainsi un risque élevé de tensions et de conflits locaux. Selon les analyses contextuelles du projet et les entretiens réalisés auprès des acteurs locaux, les mécanismes de gestion des conflits reposaient principalement sur les autorités traditionnelles et administratives, avec une participation limitée des autres composantes de la communauté.¹

Pour répondre à cette situation, le projet a adopté une approche sensible aux conflits fondée sur la mise en place de dialogues inclusifs associant autorités locales, leaders communautaires, femmes et jeunes. Cette démarche a permis de renforcer la participation des populations aux processus de prise de décision, d'améliorer la communication entre gouvernants et gouvernés et de promouvoir des mécanismes plus participatifs de prévention et de gestion des conflits.²

Pour atténuer ou lutter contre ces frustrations, les concepteurs du projet y ont mis le dialogue inclusif, qui pourrait être une des pistes de sortie, mais aussi la sensibilisation de la population sur la cohésion sociale pour essayer de mettre un terme à des conflits qui naissent çà et là, beaucoup plus entre agriculteurs et éleveurs, mais aussi entre les jeunes qui partaient vers les groupes extrémistes violents. C'est dans cette optique que le projet a intégré au départ l'approche de sensibilité aux conflits. Les rapports et les entretiens montrent que pendant la mise en œuvre du projet, l'approche sensible aux conflits a été respectée. Toutes les activités mises en œuvre avaient pour objectif de cultiver la paix et la cohésion sociale, de prévenir et de gérer les conflits et pour le faire, « les mécanismes de dialogue ont été renforcés avec une tradition de concertation pour la paix et la cohésion sociale avec un accent de gouvernance participative et la réglementation de conflit communautaire via des accords sociaux ». Par ailleurs, des comités communaux de paix et de sécurité ainsi que des plateformes régionales des femmes et des jeunes pour la paix et la sécurité ont été mis en place et accompagnés dans les trois communes d'intervention. Ces mécanismes ont contribué à renforcer la participation des communautés aux processus de prévention et de gestion des conflits, à améliorer le dialogue entre les populations et les autorités locales, et à favoriser une meilleure prise en compte des préoccupations des femmes et des jeunes dans les espaces de concertation. Les entretiens réalisés auprès des parties prenantes indiquent que ces structures ont facilité la médiation de plusieurs différends communautaires, renforcé les capacités locales d'alerte précoce et contribué à l'amélioration de la cohésion sociale ainsi qu'au renforcement de la confiance entre communautés hôtes et populations retournées.

¹ Données de l'évaluation finale (entretiens avec autorités locales, leaders communautaires et bénéficiaires) ; Analyse contextuelle du projet.

² Rapports de mise en œuvre OIM–UNFPA et données de l'évaluation finale.

III.6.2. INTEGRATION DES DIMENSIONS GENRE DANS LA CONCEPTION, LA PLANIFICATION, LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DE L'INTERVENTION ET DES RESULTATS

La problématique du genre a été prise en compte pendant la mise en œuvre du projet, lors de la mobilisation communautaire et pendant le ciblage des bénéficiaires. En effet, *35% des bénéficiaires d'AGR sont des femmes. Par ailleurs, sur les 13469 jeunes de moins de 35 ans bénéficiaires du projet, 7004 sont des jeunes femmes, impliquées dans des activités économiques, sociales et de gouvernance*

Une caravane de sensibilisation à l'entrepreneuriat et à l'auto-emploi a été organisée dans 14 villages de la commune de Gueskerou, mobilisant 1 481 participants, dont 502 femmes. Elles ont également été impliquées à la sensibilisation au changement climatique, notamment sur les trois phénomènes climatiques les plus fréquents dans les communes d'intervention du projet, notamment, l'augmentation des températures, la sécheresse et les vents violents. En outre, plusieurs femmes ont été capacitées en gestion financière, à la vie associative, à l'hygiène alimentaire et en gestion des entreprises.

La prise en compte du genre a été particulièrement remarquée lors de la création des AVEC regroupant majoritairement des femmes. Un total de 349 femmes de Kablewa regroupées en 20 groupements d'AVECs orientées vers les crédits rotatifs ont été formées en Gérer mieux son entreprise (GERME) et sur la Gestion financière. De ce qui précède, le projet a été mené en conformité avec sa ligne directrice qui voulait une participation active des filles dans sa mise œuvre.

III.6.3. L'IMPLICATION DES JEUNES HOMMES ET FEMMES DANS LE PROJET

Ce projet a pour objectif de soutenir les efforts des représentants des communautés marginalisées des femmes et des jeunes pour amorcer un changement social à long terme. Le changement climatique et la situation sécuritaire en constante dégradation ont des impacts contrastés sur les populations en général et plus particulièrement les femmes et les jeunes de la région de Diffa.

Un accent particulier a été mis sur les jeunes. En réalité, selon une discussion avec les Administrateurs délégués, « les jeunes sont plus enclins à éviter la violence et à s'investir dans des activités de consolidation de la paix si on leur offre un ensemble bien précis de possibilités liées et complémentaires appelé conditions minimales pour la construction de la paix : participation à la vie politique, création de liens entre les jeunes et leurs communautés, constitution de groupes pacifistes, formation des jeunes à la vie professionnelle et renforcement de la confiance et de l'estime de soi des jeunes »

La mise en œuvre du projet s'est faite donc de manière inclusive en prenant en compte toutes les catégories socioprofessionnelles. En effet, lors des différentes réunions organisées dans les trois communes concernées on notait une participation active des jeunes hommes et femmes, par exemple lors de l'élaboration/actualisation des Plans d'action communaux. Il en était de même lors des campagnes de sensibilisation communautaire autour de thématiques telles que l'entrepreneuriat local, la transparence dans la gestion des fonds, la bonne gouvernance des AGR, la cohésion et le vivre-ensemble, etc. Par ailleurs, le projet a favorisé l'implication de toutes les sensibilités sociales et culturelles des différentes communautés dans sa mise en œuvre. Sur le plan économique, plusieurs jeunes hommes et femmes ont été appuyés à travers des AGR ce qui

a permis de réduire substantiellement le chômage et la délinquance juvénile. C'est à travers ces différentes activités que les jeunes ont été impliqués dans le projet

Dans une phase du projet, une caravane de sensibilisation a été menée par des ONGs de mise en œuvre (comme GARKUA) auprès des membres de la communauté (1481 personnes dont 502 femmes pour le cas Kablewa) sur l'éveil entrepreneurial et l'auto-emploi des jeunes. La sensibilisation a aussi concerné les autorités (63), les leaders communautaires et les retournés sur la traite des personnes, les violences basées sur le genre (VBG), la séparation familiale et les abus et exploitation sur les enfants.

Une autre phase a porté sur l'identification et la sélection des bénéficiaires dans les trois communes

Dans une autre phase du processus d'intégration, les bénéficiaires ont reçu formations sur des thématiques telles que la protection de l'environnement, la culture de la paix, la prévention et la gestion des conflits, les droits humains ainsi que les rôles et les responsabilités des autorités locales selon le Code général des collectivités territoriales (Rapport de progrès de projet PBF, nov. 2025). Les sessions de formation ont réuni tour à tour les membres (159) des 3 comités de paix (57 femmes et 102 hommes), les 52 autorités communales et élus locaux (11 femmes et 41 hommes), 120 bénéficiaires (40 femmes et 60 hommes) sur la protection de l'environnement et les techniques de réalisation de demi-lunes.

Une autre phase du processus d'implication des jeunes hommes et femmes a été consacrée à la distribution des kits aux bénéficiaires et la mise en pratique des formations reçues dans différents secteurs d'activités tels que l'élevage, la pêche, l'environnement, le commerce, l'artisanat, l'agroalimentaire, la finance, etc. Dans le secteur économique par exemple, le projet a créé 127 Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) regroupant 1331 femmes et 655 hommes. Grâce à la solidarité financière et l'épargne collective, ces associations ont investi dans les microprojets rentables qui ont autonomisé leurs membres.

Constituées en majorité des femmes, les AVECs ont suscité le développement des AGRs dans les trois communes. Elles ont permis en particulier aux jeunes et aux femmes, souvent marginalisés, d'intégrer le circuit économique local.

Dans le domaine social, la paix a été consolidée avec la participation accrue des femmes, des jeunes et des leaders communautaires aux instances de concertation et à la vie publique locale. Plus de 65 % de représentation féminine et juvénile dans les espaces de dialogue témoignent de leur intégration progressive comme acteurs clés du développement local. Des plateformes régionales des femmes/jeunes de paix et sécurité et les comités communaux de paix/sécurité se sont retrouvés dans un atelier pour élaborer un plan d'action commun. Les études de diagnostic visant l'identification des besoins des autorités locales et des communautés ont débouché sur deux formations qui ont ciblé 57 femmes, 102 hommes des 3 comités de paix et 52 autorités communales comprenant 11 femmes. (Répétition)

La dernière phase du processus d'implication des jeunes hommes et femmes dans le projet a porté sur le suivi de leurs activités ainsi que leur évaluation par les experts, afin de prodiguer des conseils et des encouragements.

III.6.4. RÔLE DU PROJET DANS L'APAISEMENT DES TENSIONS ET LA COHABITATION ENTRE LES ACTEURS

Le rôle du projet dans l'apaisement des tensions et la cohabitation entre les acteurs, est un processus jalonné d'étapes. Tout a commencé par des études diagnostiques en vue de dresser

l'état des lieux d'envisager des stratégies pour apaiser des tensions et instaurer un climat de paix. A cet égard, des ateliers ont été organisés pour élaborer des plans d'action communs et partager les expériences sur les mécanismes de gestion des conflits. Ces ateliers ont réuni les administrateurs délégués, les comités communaux de paix, les membres des plateformes communales, les autorités communales.

A l'issue de ces concertations, des sessions de formation se sont déroulées sur des thématiques aussi variées que la culture de la paix, la prévention et la gestion des conflits, les droits humains, les rôles et les responsabilités des autorités locales. Les comités de paix à la fin des formations ont procédé à des campagnes de sensibilisation sur la cohésion sociale, les violences basées sur le genre, la scolarisation des filles et les risques liés à la consommation de stupéfiants.

Ces campagnes de sensibilisation ont eu pour effet d'instaurer une atmosphère de confiance et de dialogue entre les autorités et les populations retournées donnant ainsi lieu une gouvernance locale plus inclusive et participative. Les acteurs locaux ainsi que les autorités administratives désormais plus réceptives collaborent étroitement avec les membres des communautés retournées. Ainsi, la cohésion sociale s'est renforcée d'autant plus que les leaders communautaires, les femmes et les jeunes sont impliqués dans la vie publique locale. Entre les groupes sociaux, jadis méfiants et antagonistes, s'est instauré des dialogues permanents (13), une culture de la tolérance dans les trois communes qui ont abouti à la résolution des conflits divers (24), à la consolidation de la paix, et à la consolidation de la paix, réduisant les frustrations souvent à l'origine des tensions.

III.6.5. LA PRISE EN COMPTE DE L'ASPECT GENRE DANS L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX DU PROJET

Au Niger, et notamment dans les zones rurales, « *les femmes font face à une superposition de vulnérabilités sur fond d'inégalités économiques et sociales renforcées par des normes culturelles et de certaines interprétations des prescriptions religieuses* » (Document du projet). En effet, selon une analyse sur les violences basées sur le genre menée par CARE au Niger (2022) dans plusieurs communes de la région de Diffa, « la forme de VBG la plus fréquente est la violence économique (54%), par exemple le fait d'empêcher d'avoir accès aux ressources et la dépense des ressources sans accord. Des formes de violence comme la violence conjugale (40%), le mariage forcé (28%) et le mariage précoce (69%) sont aussi fréquents. Les survivantes de VBG sont en majorité des femmes et des filles (81%) ». Également, l'analyse rapporte que les VBG demeurent un grand tabou et les incidents ne sont pas toujours signalés à cause de la peur de la stigmatisation ou de représailles. (Document du projet).

Et pourtant, les femmes participent activement au bien-être de leur foyer et sont les protagonistes de la paix et de la résilience économique. Dans le souci de prendre en compte l'aspect genre dans l'atteinte de l'objectif, la composition du comité de sélection a impliqué la représentante des femmes et la promotion de la femme et la protection de l'enfant.

Dans le domaine social, les campagnes de sensibilisation menées par les comités de paix ont touché 575 femmes sur 1 606 personnes. En ce qui concerne les violences basées sur le genre (VBG), cette sensibilisation a eu un impact positif si bien que 1085 femmes (sur 2709 personnes) ont été prises en charge dans les centres de santé intégrés et au niveau communautaire. 13 des 51 membres du comité de paix identifiés et formés étaient des femmes. Il s'agit d'une volonté d'impliquer des femmes dans la sensibilisation et la prévention des conflits, la lutte contre les

violences basées sur le genre, les inégalités d'accès aux ressources et les contraintes sociales dans les zones de retour. Ces actions ont renforcé la protection sociale des femmes et des jeunes filles, favorisé un environnement plus sûr pour leur épanouissement.

Le projet a significativement amélioré la résilience des communautés, en particulier celle des femmes et des jeunes, à travers l'octroi de 84 kits d'activités génératrices de revenus (AGR) à 84 groupements d'AVECs composés de 990 bénéficiaires dont 335 femmes. En matière de gouvernance, cette sensibilisation s'est traduite par une participation active, visible et valorisée des femmes dans les mécanismes de gouvernance et de protection sociale. Dans le domaine de l'environnement, 40 femmes et 80 hommes ont été sélectionnés pour assurer sa protection au moyen des techniques de bandes pare-feu.

Sur le plan économique, 20 groupements de femmes ont reçu des formations pour Gérer Mieux son Entreprise (GERME) et en gestion financière. Il en va de même pour la formation de 21 groupements de femmes en vie associative et en gestion de crédits rotatifs. Par ailleurs, 43 nouveaux groupements d'AVECs exclusivement féminins (996 femmes) ont bénéficié d'un montant de crédits rotatifs de l'ordre de 500 000 FCFA. 335 femmes, membres de 84 groupements AVECs, ont bénéficié de kits d'activités génératrices de revenus (AGR). Ces kits comprenaient des outils adaptés aux réalités et aux préférences des femmes, tels que la transformation agroalimentaire, l'élevage de petits ruminants, l'aviculture, ou encore la conservation du poisson. Par ailleurs, 43 AVECs entièrement féminines ont été créées et soutenues à travers des crédits rotatifs, bénéficiant à 996 femmes. Ce dispositif a facilité non seulement l'accès au financement, mais aussi l'appropriation par les femmes des moyens de production et de commercialisation.

Ces initiatives ont eu des effets transformateurs et ont permis aux femmes d'acquérir une autonomie économique accrue, de renforcer leur pouvoir décisionnel dans leurs foyers et dans les espaces communautaires et de réduire leur dépendance vis-à-vis des réseaux de solidarité traditionnels parfois restrictifs. L'augmentation des revenus féminins a également eu un impact positif sur la nutrition des enfants, l'accès à l'éducation, et les soins de santé des ménages.

Ces interventions ont permis de lever partiellement le tabou autour des violences faites aux femmes et d'améliorer les mécanismes communautaires de prévention et de réponse. En résumé, le projet a ainsi contribué à poser les bases d'un changement de normes sociales en faveur d'une participation plus équitable et plus visible des femmes à la vie communautaire et institutionnelle.

Principal constat 16 : Le projet a intégré de manière transversale et cohérente l'approche sensible au genre et aux conflits, tant dans sa conception que dans sa mise en œuvre, en ciblant prioritairement les femmes et les jeunes, principaux groupes vulnérables dans le contexte sécuritaire de Diffa.

Principal constat 17 : Les femmes et les jeunes ont été largement impliqués dans les activités économiques, sociales et de gouvernance, notamment à travers les AVEC, les AGR, les formations et les espaces de dialogue, renforçant leur autonomisation, leur participation citoyenne et leur rôle dans la consolidation de la paix.

Principal constat 18 : Les mécanismes de dialogue, les formations et les campagnes de sensibilisation ont favorisé une gouvernance locale plus inclusive, amélioré les relations entre autorités et communautés retournées et permis la prévention et la résolution locale de nombreux conflits.

Principal constat 19 : Les actions ciblées en faveur des femmes ont produit des changements positifs durables, notamment en matière d'autonomie économique, de protection contre les VBG, de participation à la vie publique et d'amélioration du bien-être des ménages, contribuant ainsi à un changement progressif des normes sociales.

III.7. EFFETS CATALYTIQUES

L'analyse documentaire, notamment du Rapport PBF actualisé 2025, révèle que le « projet a eu un effet catalytique financier non négligeable à travers le soutien aux activités génératrices de revenus (AGR) mises en œuvre par les Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVECs) au sein des communautés retournées. Ces interventions ont déclenché une dynamique d'autofinancement locale, favorisant la multiplication des initiatives économiques indépendantes et la mobilisation de ressources supplémentaires au-delà du financement initial ». C'est l'effet multiplicateur de ressources du projet.

L'effet domino du projet se caractérise par la création de nouvelles plateformes, le renforcement des liens entre acteurs et l'émergence d'écosystèmes plus performant. Dans le cadre du projet, une autorité communale affirme que « plusieurs ONG se sont lancées dans le même exercice avec les mêmes objectifs dans d'autres villages. Le projet a partagé ses activités avec les autres partenaires intervenants dans la zone. D'autres partenaires sont intervenus en créant un cadre de concertation pour intégrer d'autres projets, des stratégies comme l'organisation des tables rondes pour la recherche du financement. Les expériences du projet sont riches et les activités sont rentables et doivent être pérennisées. Ces expériences peuvent encourager les autres partenaires à intervenir dans la zone de retour. Par ailleurs, le projet a aussi permis de créer des plateformes élargies qui renforcent les liens entre acteurs. C'est le cas de la mise en place de la plateforme communale réalisée par les ONG de mise en œuvre avec l'appui de l'OIM et UNFPA en vue de garantir la continuité des actions. Il va de même de la création d'une plate-forme communautaire de suivi et d'accompagnement incluant les communautés, les autorités et les services techniques au niveau local, qui offre un appui technique aux bénéficiaires ».

La troisième caractéristique de l'effet catalytique d'un projet est la transformation, c'est-à-dire sa capacité à apporter des solutions innovantes, reproductibles et évolutives à des défis complexes, créant des modèles pour d'autres contextes. Comme solutions innovantes dans le cadre du projet, il y a la technique de demi-lune et de pare-feu qui révolutionnent l'agriculture dans les communes ciblées et lutte contre les ravages des feux de brousse.

La quatrième caractéristique de l'effet catalytique du projet c'est son appropriation, en impliquant directement les parties prenantes nationales. Cela renforce leur engagement et leur capacité à prendre le relais pour assurer sa durabilité. Ainsi, dans le cadre du projet « prévention des conflits et renforcement de la résilience dans les zones de retour des communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa à Diffa », les stratégies développées ont été l'approche participative, inclusive, communautaire et territoriale. C'est pourquoi on a dû tenir compte de l'appropriation

communautaire et de l'appropriation institutionnelle à travers les services techniques et les communes. Les autorités et les communautés sont pleinement impliqués dans tous les processus, de la conception du projet jusqu'à sa mise en œuvre.

L'effet accélérateur du projet se caractérise par une activation de l'énergie nécessaire pour atteindre les objectifs plus larges en rendant les réactions plus rapides et efficaces. Cela se traduit dans le projet par l'institution d'une foire régionale d'exposition et de formation a joué un rôle catalyseur et servi de plateforme importante dans la valorisation et la commercialisation des produits locaux, et surtout l'insertion des acteurs dans des circuits économiques plus larges. Quelques agences des Nations Unies présentes à Diffa (PAM, UNICEF, HCR, OCHA, UNFPA) et d'autres acteurs locaux intervenant dans le domaine de relèvement communautaire ont pris part à cette grande activité. Des partenariats sont noués avec des acteurs institutionnels et ONG locales. Le projet a travaillé en synergie avec 5 ONG locales (ID VERT, GARKUA, RICO, APBE³ et FAD), les services techniques déconcentrés de l'État et d'autres partenaires techniques. Cette coordination a permis une harmonisation des efforts et une capitalisation des bonnes pratiques, ouvrant la voie à des synergies futures dans une perspective des nouveaux financements. Le projet a fortement contribué à renforcer la gouvernance locale grâce à l'établissement de mécanismes de dialogue inclusifs et participatifs. La formation des comités de paix et des autorités locales a amélioré la gestion transparente et concertée des conflits, instaurant un climat de confiance entre les communautés retournées et les autorités. Cette cohésion sociale accrue joue un rôle fondamental dans la stabilisation de la région de Diffa. De plus, l'autonomisation des femmes et des jeunes a été un levier essentiel pour la transformation sociale, par la promotion de la participation active de ces groupes dans la prise de décision, les formations spécifiques, et les activités économiques. L'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, la sensibilisation aux droits humains et à la lutte contre les violences basées sur le genre renforcent aussi la protection sociale et le bien-être communautaire, créant ainsi un environnement propice à la paix durable.

Principal constat 20 : Le projet a stimulé l'autonomie économique des communautés en favorisant l'autofinancement et la multiplication des initiatives génératrices de revenus. En particulier, l'ONG GARKUA a pu mobiliser des financements additionnels auprès d'autres partenaires techniques et financiers en capitalisant sur les acquis, les approches et les résultats obtenus dans le cadre de ce projet financé par le Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF). Les expériences réussies en matière de cohésion sociale, de résilience économique et de mobilisation communautaire ont servi de référence pour le développement de nouvelles initiatives, permettant ainsi d'étendre les bénéfices du projet à d'autres communautés et territoires.

Principal constat 21 : Le projet a renforcé la coordination entre acteurs locaux et partenaires, favorisant la réplication des actions et la continuité des interventions.

Principal constat 22 : Des solutions innovantes et adaptées ont amélioré durablement les pratiques agricoles et environnementales, avec un fort potentiel de reproduction.

Principal constat 23 : L'implication active des communautés et des institutions a renforcé la gouvernance locale, la cohésion sociale et les dynamiques de paix durable.

³ L'ONG APBE n'a pas terminé le projet dû au fait qu'elle a été suspendue par les autorités en novembre 2024 . Elle a été remplacée par l'ONG FAD.

III.8. DURABILITÉ

Evaluer la durabilité du projet revient à s'interroger si ses résultats auront de bonnes chances de pouvoir perdurer après sa mise en œuvre. Cette évaluation prendra en compte les aspects environnementaux, économiques et sociaux du projet.

III.8.1. DURABILITE ENVIRONNEMENTALE

Il s'agit d'analyser les différentes mesures ont été mises en place dans le cadre de ce projet pour limiter les dégâts, restaurer et préserver l'environnement. Ces mesures se sont traduites par des accords scellés entre les communautés pour gestion rationnelle des ressources naturelles. De nombreuses associations villageoises ont bénéficiés de la part des ONG comme ID VERT et agents du service de l'environnement, des formations en matière de gestion des déchets, de lutte contre les feux de brousse, la désertification, la pollution, le déboisement.

Sur le plan pratique, ces formations ont permis aux bénéficiaires :

- De construire des digues de protection ;
- De de traiter eux-mêmes les déchets ;
- De réaliser 72 km linéaire (par 120 bénéficiaires) dans le cadre de la protection de l'environnement à travers la technique des bandes pare-feu ;
- De réaliser des demi-lunes (120 bénéficiaires) ;
- De récupérer de 24 hectares de terres et de planter 7 753 arbres d'*Acacia senegalensis* à Gueskerou, au bénéfice de 120 personnes dont 19 femmes.

Les activités de protection de l'environnement par des actions de reboisement et de prévention des incendies, ont également joué un rôle important dans la restauration des écosystèmes locaux et la réduction des risques naturels. Ces actions, en plus de contribuer à la résilience écologique, ont été perçues par les communautés comme des signes concrets d'un retour progressif à la normalité et à la paix car, à son temps, la question de feu de brousse était source des conflits au niveau communautaire

Nul doute que toutes ces techniques salutaires pour l'environnement (et qui sont très appréciées par ceux qui les ont expérimentées) feront tache d'huile au-delà des communes bénéficiaires du projet et vont participer à la restauration de bon nombre d'écosystèmes détruits au Niger.

III.8.2. DURABILITE ECONOMIQUE

La durabilité économique du projet est sa capacité à susciter le développement des activités génératrices de revenus, rentables et pérennes.

Pour garantir la durabilité économique de ce projet, un certain nombre de conditions ont été prises en amont pour amener les habitants des communes bénéficiaires à y adhérer :

- La sensibilisation massive des membres de la communauté sur l'éveil entrepreneurial et l'auto-emploi des jeunes ;
- L'implication totale des parties prenantes pour définir les priorités et réfléchir sur leur pérennisation ;
- La formation et la fourniture des kits aux bénéficiaires dans les différents secteurs d'activités ;

- L'institution d'une plateforme communale par les ONG l'appui de l'OIM et UNFPA en vue de garantir la continuité des actions ;
- Le suivi, le conseil et l'évaluation des initiatives locales.

Si on s'en tient aux résultats présentés dans les rapports PBF et d'autres rapports d'exécution du projet et des informations recueillies pendant les enquêtes de terrain, le projet s'inscrit dans une perspective durable sur le plan économique. Car toutes les mesures prises ont donné lieu aux résultats escomptés si bien que les bénéficiaires du projet, pour la plupart désœuvrés, sont devenus autonomes pour investir dans les microprojets rentables. Selon les indices documentés dans les multiples rapports d'évaluation des ONG (ID VERT, RICO, GARKUA), « le projet a impulsé une dynamique locale de redressement économique, reposant sur la valorisation des capacités endogènes et des ressources disponibles dans les communautés de retour ». En réalité, le projet a encouragé l'initiative communautaire et stimulé une dynamique locale de relèvement durable. Les enquêtes par questionnaire, réalisées auprès des bénéficiaires du projet dans les trois communes corroborent les résultats de viabilité économique consignés dans les rapports d'évaluation. Le tableau ci-dessus présente les résultats des enquêtes.

Tableau 19: Les mesures prises pour pérenniser les activités au-delà de la fin du projet

Les mesures ont-elles été prises pour pérenniser les activités au-delà de la fin du projet ?	Bosso	%	Gueskerou	%	Kablewa	%	Total	%
Non	6	3	51	17,1	8	6,6	65	10,4
Oui	102	50,5	124	41,6	111	91	337	52,2
Partiellement	94	46,5	123	41,3	3	2,5	220	35,4
Total général	202	100	298	100	122	100,1	622	100

Sources : Résultats de l'évaluation du projet, décembre 2025

Il ressort à la lecture du tableau, que 52,2% des répondants avouent que des mesures ont été prises pour pérenniser les activités au-delà du projet. 35,4% sont partiellement d'accord et seuls 10,4% émettent un des avis contraires. Si on prend en considération les avis de ceux qui sont satisfaits partiellement, les réponses positives l'emportent dans une écrasante majorité (87,6%) sur les négatives.

Aux enquêtes par questionnaire se sont greffés les entretiens avec les personnes ressources qui nous ont livré leurs avis sur la durabilité du projet. Selon les autorités locales (chef du village, imam du village) « des mesures ont été prises pour la continuation de nos activités. Nous avons été sensibilisés pour bien garder et gérer ce que nous avons reçu et nous nous organisons pour assurer cela. Les comités locaux font le suivi des différentes activités de temps en temps. Ils rappellent chaque fin du mois à la communauté que chacun doit veiller sur les infrastructures réaliser chez lui. Nous avons pris des mesures pour veiller sur le château et éviter qu'il ne tombe pas en panne ».

Pour une autorité communale, « La durabilité des acquis est assurée à travers la mise en place de la plateforme communale réalisée par les ONG de mise en œuvre avec l'appui de l'OIM et UNFPA en vue de garantir la continuité des actions, la concertation entre les acteurs de suivi des initiatives locales. Avant la fin du projet, les acteurs ont été pleinement impliqués pour réfléchir

à la pérennisation des actions. Il a été décidé, d'un suivi de proximité et à tout le niveau des AVECs par les services concernés et par les autorités communales ».

Pour le responsable de l'ONG RICO, « la mise en place d'une plateforme communautaire de suivi et d'accompagnement incluant les communautés, les autorités et les services techniques au niveau local vont permettre aux communautés bénéficiaires d'avoir des appuis techniques après le projet. La responsabilisation des bénéficiaires et des leaders communautaires facilitera la continuité des activités de façon durable ».

Pour le besoin de pérennisation, les stratégies développées sont l'approche participative, inclusive, communautaire et territoriale. Ainsi le projet compte sur l'appropriation communautaire et l'appropriation institutionnelle à travers les services techniques et la commune se pérenniser. La durabilité des acquis est assurée à travers la mise en place de la plateforme communale réalisée par les ONG de mise en œuvre avec l'appui de l'OIM et UNFPA en vue de garantir la continuité des actions, la concertation entre les acteurs de suivi des initiatives locales.

III.8.3. DURABILITE SOCIALE

La durabilité sociale du projet a été assurée en amont par l'adoption des mesures stratégiques pour consolider la paix et la cohésion sociale :

- Sensibilisation continue et dialogue intercommunautaire ;
- Renforcement des capacités des leaders communautaires, des comités locaux de paix, des autorités coutumières et religieuses ainsi que des structures de gestion communautaire ;
- Formations sur la prévention et la gestion des conflits, la médiation, le dialogue communautaire et la cohésion sociale ;
- La forte implication des collectivités territoriales dans toutes les phases de mise en œuvre, favorisant ainsi leur appropriation des résultats.
- Appui à des activités génératrices de revenus et à la réintégration socioéconomique pour réduire les risques de résurgence de conflits liés à la pauvreté et à la compétition pour les ressources.

Toutes ces mesures ont permis aux communautés de disposer de ressources humaines qualifiées et autonomes pour gérer les tensions de manière proactive au-delà de la vie du projet. La mise en place des comités locaux de paix qui sont désormais capables d'identifier rapidement les signes de tensions et de déclencher des actions de médiation ou d'alerte vers les autorités compétentes. Des plans d'action communaux intégrant des activités de consolidation de la paix ont été conjointement validés et pris en compte dans les budgets locaux. Des campagnes régulières de sensibilisation à la cohésion sociale, au vivre-ensemble et à la tolérance ont été menées, notamment à travers des radios communautaires, des causeries éducatives et des focus group. Elles ont débouché à une culture du dialogue et des comportements pacifiques dans les communautés. Toutes ces actions démontrent la solidité et la durabilité sociale du projet. En témoignent les enquêtes de terrain consignées dans le tableau ci-dessus.

Les bénéficiaires ont pris l'engagement de suivre les infrastructures réalisées et ils nous ont promis de faire la sensibilisation de temps à autre sur la cohésion sociale pour que la paix s'installe dans notre communauté. Pour les infrastructures réhabilités et ou construites dans le cadre du projet, les bénéficiaires ont pris des mesures pour assurer leur fonctionnement,

notamment le château pour qu'il ne tombe pas en panne par la mise en place des comités locale de gestion. Dans certains villages bénéficiaires, les autorités locales (chef du village, imam du village) ont mis en place des mesures, notamment la communication pour rappeler chaque mois aux membres de la communauté de veiller sur les infrastructures réalisées dans le village.

Tableau 20: L'intention des enquêtés sur la perspective de poursuivre leurs action

Êtes-vous prêt(e) à poursuivre les actions (dialogues, AGR, environnement) ?	Bosso	%	Gueskerou	%	Kablewa	%	Total	%
Non	4	2	4	1,6			8	1,4
Oui	168	83,2	225	87,2	120	98,4	513	88,2
Peut-être	30	14,9	29	11,2	2	1,6	61	10,4
Total général	202	100,1	258	100	122	100	582	100

Source : Résultat de l'évaluation du projet, décembre 2025

Quelle que soit l'action menée, une très forte proportion d'enquêtés (88,2%) est prêt à la poursuivre ; quelques-uns hésitent (10,5%) alors qu'une infime minorité, quasi-nulle (1,4%) n'a pas cette intention.

De l'avis des autorités locales, « les bénéficiaires ont pris l'engagement de suivre les infrastructures réalisées, les comités de paix nous ont promis de faire la sensibilisation de temps à autre sur la cohésion sociale pour que la paix s'installe dans notre communauté ». Pour améliorer la durabilité du projet, « il faut renforcer les capacités sur la cohésion sociale, assister surtout les personnes vulnérables, créer un groupe ou un comité pour les handicapés et les former sur les mesures sécuritaires en situation d'urgence dans les zones de conflit ».

Selon un membre de l'équipe du projet, « le projet a intégré la gestion de sensibilité du conflit :

- Prise en compte des besoins de la communauté et des autorités en les évaluant en amont ;
- Renforcement des capacités des autorités ;
- Redynamisation et formation de comités de paix ».

Principal constat 24 : Le projet a restauré et protégé les écosystèmes locaux via reboisement, lutte contre les feux de brousse et gestion rationnelle des ressources, assurant un impact durable et apprécié par les communautés.

Principal constat 25 : Les activités génératrices de revenus et les AVECs ont renforcé l'autonomie financière, avec des mesures de suivi et de plateformes communautaires garantissant la pérennité des initiatives.

Principal constat 26 : La cohésion sociale et la paix ont été consolidées grâce à la formation des comités de paix, le dialogue communautaire et la sensibilisation, avec une forte volonté des bénéficiaires de poursuivre ces actions.

Principal constat 27 : L'implication des communautés, des autorités administratives et coutumières ainsi que des services techniques dans toutes les phases du projet a favorisé l'appropriation locale des interventions, renforçant ainsi les perspectives de continuité et de durabilité des résultats. Cette dynamique est consolidée par la mise en place et

l'opérationnalisation de plusieurs mécanismes locaux, notamment les comités communaux de paix et de sécurité, les plateformes régionales des femmes et des jeunes pour la paix et la sécurité, les comités de gestion des infrastructures ainsi que les AVEC. Ces plateformes constituent désormais des cadres locaux de concertation, de suivi et de mobilisation communautaire qui pourront être utilisés et renforcés par les futures interventions de développement, de consolidation de la paix et de résilience dans les communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa.

IV.CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

IV.1. CONCLUSIONS

Le projet « *Prévention des conflits et renforcement de la résilience dans les zones de retour des communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa à Diffa* » s'inscrit pleinement dans la stratégie régionale de retour des personnes déplacées internes (PDI) portée par le Gouvernement du Niger. Sa pertinence est avérée au regard des besoins prioritaires des communes ciblées, notamment en matière de prévention et gestion des conflits, de renforcement de la résilience économique des femmes et des jeunes, et d'amélioration de l'accès aux services sociaux de base.

L'évaluation confirme un niveau élevé d'efficacité, avec une atteinte moyenne des résultats estimée à 98 %. Les bénéficiaires reconnaissent des changements significatifs, notamment la réduction des tensions communautaires, l'amélioration des moyens de subsistance et le renforcement du vivre-ensemble. Les écarts partiels constatés sont principalement liés à des facteurs contextuels (insécurité, contraintes logistiques), et non à des faiblesses structurelles du projet.

Sur le plan de l'efficacité, le taux de décaissement de 100 % traduit une bonne capacité d'absorption financière et une gestion maîtrisée des ressources. Les investissements ont été concentrés sur des actions à fort impact, notamment les AGR, les AVEC et les infrastructures sociales, assurant un bon rapport coût-résultats.

Le projet présente également des impacts durables : consolidation de la cohésion sociale, autonomisation économique des femmes, renforcement des capacités des jeunes, amélioration de la gouvernance locale et restauration environnementale. L'approche sensible au genre et aux conflits a été intégrée de manière transversale et cohérente.

Il convient de préciser que l'ONG APBE, au moment du partenariat avec l'UNFPA, était reconnue comme une organisation fiable ayant mis en œuvre plusieurs projets financés par le PBF. Elle avait également été sélectionnée comme récipiendaire d'un projet PBF en partenariat avec la FAO. Les difficultés rencontrées ultérieurement et ayant conduit à sa suspension sont liées à des circonstances socio-politiques externes et non à des insuffisances techniques ou de gestion constatée dans le cadre de ce projet.

Dans l'ensemble, le projet respecte les six critères du CAD/OCDE ainsi que les principes transversaux de genre, inclusion et sensibilité aux conflits. Sa pertinence justifie une possible extension à d'autres zones confrontées à des dynamiques similaires de retour et de stabilisation.

IV.2. RECOMMANDATIONS

Les recommandations suivantes sont principalement adressées à OIM et UNFPA et sont formulées de manière opérationnelle, en tenant compte des exigences du Peacebuilding Fund ainsi que du contexte spécifique de la région de Diffa.

Tableau 21 : Les recommandations

Domaines	Recommandation	Acteur principal responsable	Autres acteurs impliqués	Échéance
Renforcement stratégique et institutionnel	Mettre en place un mécanisme conjoint de planification annuelle intégrant une revue des capacités des partenaires, de leur statut d'agrément et une actualisation périodique de l'analyse des risques sécuritaires, politiques et institutionnels.	OIM – UNFPA	HACP, autorités régionales, ONG partenaires	Court terme
	Institutionnaliser une plateforme locale de coordination post-projet sous leadership communal afin d'assurer le suivi des acquis en matière de cohésion sociale, de gouvernance locale et de résilience économique.	Communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa	OIM, UNFPA, HACP, comités de paix	Court terme
	Mettre en place un système d'alerte précoce sur les risques liés aux partenaires d'exécution incluant le suivi de la gouvernance interne, de la conformité administrative, du statut d'agrément et des risques contextuels.	OIM – UNFPA	ONG partenaires, HACP	Court terme
	Formaliser une procédure documentée de sélection, d'évaluation et de remplacement des partenaires d'exécution comprenant : (i) des critères minimums d'éligibilité et d'expérience dans les domaines de la consolidation de la paix et de la résilience ; (ii) une évaluation préalable des capacités techniques, financières et administratives ; (iii) un mécanisme de notation transparent ; (iv) un plan de continuité permettant le remplacement rapide d'un partenaire en cas de suspension, retrait d'agrément ou contre-performance, afin de limiter les interruptions de mise en œuvre observées durant le projet.	OIM – UNFPA	PBF, HACP, autorités compétentes	Court terme

Domaines	Recommandation	Acteur principal responsable	Autres acteurs impliqués	Échéance
Amélioration des interventions économiques	Introduire systématiquement une étude simplifiée de marché et une analyse de résilience climatique avant la sélection des AGR afin d'améliorer leur rentabilité et leur adaptation au contexte local.	OIM – UNFPA	Services techniques de l'Agriculture et de l'Élevage, ONG partenaires	Moyen terme
	Mettre en place un dispositif de mentorat et de suivi post-financement des AGR sur une période minimale de 6 à 12 mois après la distribution des kits.	OIM – UNFPA	ONG partenaires, services techniques	Moyen terme
	Créer un mécanisme de financement complémentaire ou de deuxième cycle au profit des AVEC performantes afin de consolider les activités les plus viables.	OIM – UNFPA	PBF, partenaires techniques et financiers	Moyen terme
Gestion financière et opérationnelle	Renforcer la prévisibilité des décaissements en alignant les calendriers de financement sur les cycles opérationnels et agricoles.	PBF	OIM, UNFPA	Court terme
	Mettre en place un tableau de bord partagé de suivi financier et programmatique actualisé mensuellement.	OIM – UNFPA	ONG partenaires	Court terme
	Renforcer les mécanismes de contrôle qualité lors de la distribution des kits, notamment par l'implication systématique des services techniques compétents (agriculture, élevage, environnement).	OIM – UNFPA	Services techniques déconcentrés, ONG partenaires	Court terme
Cohésion sociale et gouvernance	Formaliser les comités de paix et mettre en œuvre un programme annuel de renforcement de capacités en médiation, dialogue inclusif et prévention des conflits.	Communes	OIM, UNFPA, HACP	Moyen terme
	Renforcer la participation effective des femmes et des jeunes dans les instances locales de gouvernance à travers des mécanismes de représentation formalisés.	Communes	OIM, UNFPA, organisations de femmes et de jeunes	Moyen terme

Domaines	Recommandation	Acteur principal responsable	Autres acteurs impliqués	Échéance
	Pérenniser les radios communautaires et les plateformes de dialogue mises en place par le projet comme mécanismes locaux d'alerte précoce et de prévention des conflits.	Autorités régionales et communales	HACP, OIM, UNFPA	Moyen terme
	Poursuivre les campagnes d'établissement des actes d'état civil afin de renforcer l'inclusion sociale et l'accès aux droits des populations retournées.	Autorités administratives	OIM, UNFPA, communes	Moyen terme
Durabilité environnementale	Intégrer les activités de reboisement, de demi-lunes et de pare-feu dans les Plans de Développement Communaux (PDC).	Communes	Services de l'Environnement, HACP	Moyen terme
	Mettre en place des brigades communautaires chargées de l'entretien des ouvrages environnementaux réalisés dans le cadre du projet.	Communes	Services techniques de l'Environnement, ONG locales	Moyen terme
	Renforcer l'intégration des enjeux liés aux ressources naturelles et au changement climatique dans les mécanismes locaux de prévention des conflits.	HACP et autorités régionales	Communes, OIM, UNFPA	Moyen terme
Autorités régionales	Assurer l'accompagnement institutionnel des plateformes communales de paix et de sécurité et faciliter leur articulation avec les mécanismes régionaux de stabilisation et de prévention des conflits.	Gouvernorat de Diffa	Préfectures, communes, HACP	Moyen terme
HACP	Renforcer le suivi des dynamiques de retour, de réintégration et de cohésion sociale dans les zones d'intervention, et capitaliser les bonnes pratiques du projet dans les futures stratégies de stabilisation de Diffa.	HACP	OIM, UNFPA, autorités régionales	Moyen terme
	Faciliter la mobilisation de financements complémentaires pour consolider les acquis du projet, notamment en matière de cohésion sociale, de résilience économique et	HACP	PTF, OIM, UNFPA, autorités régionales	Long terme

Domaines	Recommandation	Acteur principal responsable	Autres acteurs impliqués	Échéance
	de prévention des conflits dans les communes de retour.			

Sources : Résultat de de l'évaluation du projet, décembre 2025

IV.3. LEÇONS APPRISES ET BONNES PRATIQUES

IV.3.1. LEÇONS APPRISES

- L'intégration simultanée des dimensions cohésion sociale, résilience économique et services sociaux renforce l'efficacité globale des projets de stabilisation.
- Le ciblage prioritaire des femmes et des jeunes constitue un levier structurant de transformation sociale et économique.
- La sensibilité aux conflits et au genre doit être intégrée dès la conception du projet pour produire des effets durables.
- Les contraintes sécuritaires et politico-diplomatiques nécessitent une flexibilité opérationnelle et financière accrue et une gestion dynamique des risques.
- La qualité des partenaires d'exécution et la transparence dans leur sélection sont des facteurs déterminants de performance.
- La valorisation des ressources locales (notamment en suivi-évaluation) améliore significativement l'efficacité du pilotage du projet.

IV.3.2. BONNES PRATIQUES

- La combinaison AVEC + AGR + accompagnement technique constitue un modèle performant de résilience économique, particulièrement lorsqu'elle intègre les enjeux climatiques.
- Les mécanismes de dialogue communautaire inclusifs favorisent durablement la prévention des conflits.
- L'alignement systématique sur les stratégies nationales et régionales renforce la légitimité institutionnelle et la cohérence des interventions.
- L'implication active des autorités locales, des acteurs de la consolidation de la paix et des communautés dès la phase de conception favorisent l'appropriation et la durabilité.
- Les effets catalytiques observés (réplication d'initiatives, autofinancement, amélioration des pratiques agricoles) démontrent la pertinence d'approches intégrées et participatives.

En conclusion, le projet constitue une expérience probante en matière de stabilisation et de résilience dans un contexte marqué par des contraintes sécuritaires, institutionnelles et diplomatiques complexes.

Sa capitalisation structurée par OIM et UNFPA, en étroite collaboration avec le Peacebuilding Fund, pourrait servir de modèle pour de futures interventions dans des contextes similaires, sous réserve d'un renforcement de la gouvernance des partenariats, de la gestion des risques et du suivi opérationnel.

BIBLIOGRAPHIE

- Commission du Bassin du Lac Tchad & Commission de l'Union Africaine. (2018). *Stratégie régionale de stabilisation, de redressement et de résilience des zones du bassin du Lac Tchad affectées par la crise de Boko Haram*.
- Direction de l'Environnement et de la Lutte contre la Désertification. (2022). *Renforcement des capacités de 245 jeunes (femmes et hommes) couplé à la mise en place de 07 pépinières villageoises pour une meilleure gestion durable des terres dans la région de Diffa*.
- Gado, A. (2023). *La jeunesse rurale nigérienne : la grande oubliée des politiques de développement*.
- Handy, S. P., & Faye, A. K. (2021). *Étude internationale sur les dispositifs de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents dans l'espace francophone : cas du Niger*. Institut d'études de sécurité (ISS).
- ID Vert & Building Fund. (2023). *Rapport intérimaire sur la mise en œuvre du projet « Prévention des conflits et renforcement de la résilience dans les zones de retour des communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa à Diffa »*.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) & Peacebuilding Fund (PBF). (2024). *Évaluation finale du projet « La jeunesse nigérienne en action : soutenir le rôle actif des jeunes femmes et hommes pour la consolidation de la paix dans la région de Diffa »*.
- Peacebuilding Fund. (2023). *Document de projet « Prévention des conflits et renforcement de la résilience dans les zones de retour des communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa à Diffa »*.
- Peacebuilding Fund. (2024). *Rapport de progrès du projet*.
- Peacebuilding Fund. (2025). *Project progress report*.
- Peacebuilding Fund. (2025, novembre). *Progress report*.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM) & Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA). (2025, novembre). *Rapport financier*.
- Peacebuilding Fund, Organisation internationale pour les migrations (OIM) & Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA). (2023). *Rapport d'étude de référence du projet « Prévention des conflits et renforcement de la résilience dans les zones de retour des communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa à Diffa »*.
- République du Niger. (2015). *Stratégie nationale portant sur l'autonomisation économique des femmes au Niger*.
- République du Niger. (2018). *Revue nationale volontaire des Objectifs de développement durable (ODD)*.
- République du Niger. (2019). *Stratégie nationale de promotion de l'entrepreneuriat des jeunes au Niger 2020–2029*.
- République du Niger. (2020). *Stratégie nationale de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent*.
- République du Niger. (2020). *Stratégie nationale d'accélération de l'éducation et de la formation des filles et des femmes au Niger 2020–2030*.

- République du Niger. (2022). *Politique nationale de la jeunesse (2023–2032)*. Ministère de la Jeunesse.
- RICO. (2023). *Rapport descriptif de mise en œuvre du projet « Prévention des conflits et renforcement de la résilience dans les zones de retour des communes de Bosso, Gueskerou et Kablewa à Diffa »*.
- Smith, A., & Smith, C. E. (2012). *Les jeunes, l'éducation et la consolidation de la paix*. Centre UNESCO, Université d'Ulster.

ANNEXES

N.B. Les annexes seront envoyées dans un autre fichier.